

Etude exploratoire des archives des luttes LGBTIQ à Genève (années 1970-2000) Etat des lieux et proposition de solutions

Lorraine ASTIER CHOLODENKO
Mathilde MATRAS
Carolina TOPINI



Lestime
sous mandat de la Ville de Genève
Février 2019

TABLE DES MATIERES

SYNTHESE DES RESULTATS DU RAPPORT	1
PARTIE 1 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE	5
1. Introduction.....	5
2. Objectifs de l'enquête	6
3. Cadre théorique et conceptuel.....	7
3.1.Qu'est-ce qu'une archive ?	7
3.2.L'archive comme site de (r)existence	7
3.3.« Queeriser les archives »	9
3.4.Archives LGBTIQ et rapports de pouvoir	10
4. Etat de la recherche sur les mouvements LGBTIQ à Genève (1970-2000)	11
5. Méthodologie et biais de l'enquête	14
PARTIE 2 : ETATS DES LIEUX DES ARCHIVES DES LUTTES LGBTIQ À GENÈVE.....	17
1. Archives publiques, bibliothèques et centres d'archives.....	17
1.1.Dépôt légal (DL)	17
1.2.Bibliothèques municipales (BM)	18
1.3.Archives de la Ville de Genève et Archives de l'Etat de Genève.....	20
1.3.1.Archives d'Etat	21
1.3.2.Archives de la Ville de Genève.....	21
1.4.Archives gaies de Zurich (Schwulenarchiv)	22
1.5.Les Archives du MLF Genève et les Archives Contestataires	23
1.6.Archives en ligne de la RTS	24
Pour conclure.....	25
2. Associations	26
2.1.Lestime	26
2.2.Dialogai	27

2.3.360	28
2.4.Fédération genevoise des associations LGBT	29
2.5.Aspasie.....	30
2.6.Groupe sida Genève	31
2.7.ILGA	32
2.8.Transgender Network Switzerland.....	32
3. Militant-e-s.....	33
4. Archives LGBTIQ en Europe	37
4.1.France	37
4.2.Berlin	39
4.3.Belgique	40
4.4.Amsterdam.....	41
5. Des exemples d’archives en ligne : « Digital Transgender Archive » et Hexagone Gay	42
Pour résumer	42
PARTIE 3 : CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....	44
1. Résultats de l’analyse.....	44
2. Solutions et recommandations	46
2.1.Centre de documentation et d’archives LGBTIQ	48
2.1.1.Les apports	49
2.1.2.Limites.....	49
2.1.3.Recommandations complémentaires	49
2.2.Archives Contestataires.....	53
2.2.1.Apports.....	53
2.2.2.Limites.....	54
2.2.3.Recommandations complémentaires	54
2.3.Archives de la Ville de Genève et archives de l’Etat de Genève	54

2.3.1.Apports.....	54
2.3.2.Limites.....	55
2.3.3.Recommandations complémentaires	55
3. Calendrier et mise en place.....	56
4. Budget.....	60
4.1 Sources de financement pressenties	61
5. Lexique.....	63
5.1.Terminologie archivistique	63
5.2.Terminologie LGBTIQ.....	67
BIBLIOGRAPHIE	70
WEBOGRAPHIE	72
ANNEXES.....	74
1. Liste des personnes contactées.....	74
1.1.Archivistes, bibliothèques, Musées et responsables d'archives	74
1.2.Militant-e-s-x et associations	74
1.3.Chercheuses et chercheurs.....	75
2. Liste des structures, personnes ressources et partenaires potentiels	76
3. Répertoire des fonds d'archives LGBTIQ à Genève.....	77
4. Liste (non-exhaustive) de fonds d'archives LGBTIQ généralistes ou spécialisés en Europe et en Amérique du Nord.	79
4.1.Archives Généralistes (LGBT ou LGBTIQ).....	79
4.2.Archives spécifiques (gays, lesbiennes, queer, trans*, intersexes, queer racisé.e.s)	80

SYNTHESE DES RESULTATS DU RAPPORT

1. Etat des lieux des archives LGBTIQ genevoises

Les archives LGBTIQ sont très dispersées dans la ville (surtout auprès des associations et des privé-e-s), et dans des états de conservation et de classement différents. Les types de documents sont très riches et variés allant de la documentation, aux archives administratives, aux matériels de manifestations et de fêtes, aux archives audio-visuelles.

Les conditions matérielles et institutionnelles actuelles du réseau militant et associatif genevois sont un obstacle évident à la mise en place de nouveaux projets autour des archives. En effet, si l'intérêt pour la conservation et valorisation des mémoires LGBTIQ est manifeste, il y a un manque de moyens financiers et humains conséquent dans les associations. Face à des cahiers de charges bien remplis, au manque de temps et souvent d'espaces adaptés, auxquels se rajoute une absence de savoir-faire techniques et de postes dédiées à cette question, le travail autour des archives n'est pas une priorité. En outre, le renouvellement périodique des personnes qui composent les comités des associations rend difficile une continuité d'engagement, ce qui ne garantit pas une transmission systématique de mémoire; le manque d'espace oblige à faire du tri régulier, quand ces espaces ne sont pas aux normes de conservation. Le risque de perte des documents est donc très élevé. Pour ce qui concerne les fonds d'archives inventoriées dans les institutions publiques (Dépôt légal, Bibliothèques municipales, Archives de la Ville de Genève, Archives de l'Etat de Genève, Archives en ligne de la RTS) et associatives (non spécifiquement LGBTIQ, mais ayant trait à ces thématiques: Aspasia, Groupe Sida Genève etc.), on trouve des documents concernant les questions LGBTIQ mais ils sont dispersés et fondus dans la masse des autres fonds.

Au regard des quelques éléments que nous avons pu relever, nous soupçonnons fortement que l'étendue des documents soit plus importante que ce qu'on a pu apercevoir. Il semblerait également qu'il n'y a pas actuellement, tant au niveau associatif que individuel, de pratiques systématiques de conservation de documents faisant traces des mémoires des communautés LGBTIQ. Pour conclure, cette enquête exploratoire nous montre que des solutions institutionnelles en termes de soutien financier et matériel doivent voir le jour et se justifient. Il y a urgence à trouver des espaces pour préserver les documents d'archives déjà recensés, et il y a une quantité suffisante de documents encore dormants (archives privées des militant-e-s, archives des lieux alternatifs et de bars gays ou lesbiens) pour constituer des archives LGBTIQ à Genève.

2. Pertinence et faisabilité d'une enquête-action

Cette enquête préliminaire a démontré la non-faisabilité et la non pertinence d'une enquête-action en tant que telle. Une enquête-action repose en effet sur un besoin de construire un échange mutuel entre des praticien-ne-s qui se posent des problèmes théoriques et des chercheur-e-s qui auraient besoin de l'expérience des praticien-ne-s pour nourrir leurs recherches. A l'heure actuelle, la réalisation d'une enquête-action plus poussée se révèle ici sans objet du point de vue de la recherche. Il n'y a en effet pas de problématique qui serait élaborée dans la rencontre entre :

- des besoins de création de savoirs de la part de l'université, de la HEG, des chercheur-e-s indépendant-e-s. Au cours de l'enquête, nous n'avons identifié d'intérêt suffisant ni

chez les institutions de savoirs genevoises (HEG, Université) ni chez les chercheur-e-s indépendant-e-s pour se charger d'une telle recherche.

- des besoins de renouvellement de pratiques de la part des professionnel-le-s de la documentation ou des associations.

L'absence de problématique de savoirs est liée à l'objet même « archives », qui présente d'abord des besoins de conservation et de stockage. Nous concluons donc qu'avant d'élaborer une quelconque problématique, la priorité première est d'identifier, de récolter et de traiter des archives LGBTIQ.

Nous avons pu identifier des besoins humains, matériels et techniques. C'est pourquoi nous présentons dans ce rapport des pistes de solutions et des recommandations pour y répondre.

1. Solutions envisagées

Nous avons retenu en priorité 3 solutions qui combinent différemment quatre critères incontournables :

- 1) la pérennité et l'assurance de la conservation ;
- 2) l'accessibilité aux fonds;
- 3) la visibilité des mobilisations LGBTIQ+ ;
- 4) l'inclusion intra-communautaire ou « transversalité ».

Options	Avantages	Inconvénients	Coût
<p>Versement et/ou dépôt aux institutions publiques</p> <p>Chaque association et chaque personne décide individuellement en matière de ses archives</p>	<p>Assurance de pérennité</p> <p>Structure qui possède déjà les compétences et les savoir-faire techniques en matière d'archivage</p>	<p>Maintien de l'éparpillement des archives LGBTIQ (statu quo)</p> <p>Dilution au sein des fonds plus généraux: ne répond pas aux besoins de visibilité des mémoires LGBTIQ</p> <p>Structure qui n'a pas comme mission la valorisation du patrimoine LGBTIQ</p> <p>Les institutions publiques ne conservent pas les objets et ce qu'on qualifie d'<i>archives matérielles</i></p>	
<p>Versement aux Archives Contestataires</p>	<p>Structure associative qui possède déjà les compétences et les savoir-faire techniques en matière d'archivage, et de valorisation du patrimoine</p> <p>Compétence sur les enjeux liés à la mémoire LGBTIQ (elles possèdent déjà dans leurs locaux un certain nombre de fonds des luttes des groupes lesbiennes des années 1970 - Archives MLF)</p>	<p>A l'heure actuelle, la structure demande d'être renforcée</p>	<p>Pérennisation de la structure à travers des financements supplémentaires</p> <p>- la récolte et l'inventoriage des fonds d'archives par un-e archiviste (par un poste fixe à 50% ou par mandat) ;</p> <p>- un poste à 50% pour assurer une permanence de consultation des fonds.</p>
<p>Centre d'archives et de documentation LGBTIQ+</p>	<p>Pallier au problème actuel de la dispersion des archives LGBTIQ</p> <p>Visibilité optimale des questions LGBTIQ</p> <p>Favoriser une dynamique intercommunautaire</p>	<p>Projet de grand ampleur qui nécessite de moyens financiers constants et sur le long terme</p>	

	Assurer la double mission d'archivage et de documentation Dynamiser la recherche scientifique		
<i>Deux possibilités structurelles et organisationnelles du Centre</i>			
1) Intégration/affiliation à des infrastructures existantes (archives municipales ou cantonales)	Profiter d'une structure solide et pérenne. Intégrer la mémoire LGBTIQ à la mémoire de Genève	Risque de désappropriation Manque de confiance éventuel des membres des communautés LGBTIQ envers les institutions existantes Ne permet pas la constitution d'un centre de documentation joint à un centre d'archives	Nécessité d'avoir du personnel supplémentaire Evaluation, traitement et reconditionnement (mise en boîte) d'un volume de 100 mètres linéaires d'archives, avec livraison dans une institution existante: CHF 75' 000
2) Local indépendant, en Ville de Genève	Solution optimale pour garantir l'autonomie et la démarche de réappropriation par les minorités Permet de mettre ensemble de documents et de supports matériels de natures différentes: documents, objets, publications, ouvrages, archives audio-visuelles etc. Permet la constitution d'un centre de documentation joint à un centre d'archives	Moyens financiers et humains conséquents	CHF 153' 6000 Cette somme inclut: établissement de la structure juridique du comité de pilotage; salaire de la coordination du comité de pilotage; opérations de prise en charge, tri et traitement par l'archiviste; local et matériel.

Parmi les trois solutions, la création d'un **Centre d'archives et de documentation LGBTIQ+** se révèle celle qui répond au mieux aux critères d'accessibilité/visibilité/ transversalité/ pérennité. Elle permet également la constitution d'un centre de documentation joint à un centre d'archives, et assure l'intégrité des fonds LGBTIQ, qui ne devront pas séparer leurs archives matérielles (objets, matériels de manifestations et de fêtes) et audio-visuelles de leurs archives dactylographiés et imprimés. Le centre nécessite de 2 postes au minimum : une coordination/chargée de projet, une archiviste-documentaliste.

Pour assurer la mise en place et la gestion de ce centre, mais également afin de préserver une base communautaire, associative et militante à la gestion de ses archives – *conditio sine qua non* de tout projet futur – un **comité de pilotage** devra être constitué. Nous conseillons la constitution juridique de celui-ci en association, car cette solution exige des coûts de base réduits par rapport à d'autres possibilités. Il serait composé de membres des associations LGBTIQ genevoises ainsi que de militant-e-s hors-associations. Son rôle serait :

- Définir les principes du centre, et assurer le déroulement éthique du projet
- Assurer la transmission de mémoire au sein de la communauté LGBTIQ genevoise
- Assurer la visibilité et la valorisation des fonds archives de Centre par la mise en œuvre de projets de valorisation et de visibilité
- Création d'un poste de coordination rémunéré et création d'un poste d'archiviste compétent-e sur les questions LGBTIQ
- Définition du calendrier des projets et des cahiers des charges des employées du centre

- Suivi des archivistes notamment dans le tri et dans l'établissement du plan de classement
- Conception, en lien avec la coordination, de projets de sensibilisation et de formation
- Recherche des sources de financement nécessaires à la mise en place du projet et de ces différentes phases.

Si la solution du Centre n'est pas retenue, des outils complémentaires doivent nécessairement être mises en place. Ces outils permettent de pallier à l'absence d'une structure commune centralisant la récolte et le traitement des archives. Nous en avons identifié trois:

- 1) Une guide de recherche** (papier et en ligne) sur les sources et les fonds d'archives existants à Genève. En palliant au problème de la dispersion des documents, cet outil servirait à rendre les archives plus accessible à toute personne intéressée (chercheur-e-s, étudiant-e-s, militant-e-s, artistes etc...).
- 2) Un lexique de recherche ou Thesaurus LGBTIQ**, en regardant les modèles de lexiques existants dans les mondes anglophone et francophone. Cet outil permettrait de référencer et visibiliser les archives LGBTIQ disséminés dans les fonds actuellement inventoriés aux archives municipales et cantonales ainsi qu'ailleurs.
- 3) Une Guide de bonnes pratiques** pour rendre plus accessibles les pratiques d'archivage auprès des communautés LGBTIQ. Ce guide aurait pour objectif d'orienter sur les meilleures manières de classer et conserver les documents dans les locaux, ou encore d'indiquer les choix possibles pour verser les documents en cas de manque d'espace ou de mauvaises conditions de stockage. Ce guide devrait être mis en place en collaboration avec les associations et les professionnel-le-s de l'archivage. Un exemple de bonne pratique à mettre en place est la *charte de consultation* de leurs documents par le public.

PARTIE 1 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1. Introduction

La préoccupation des communautés Lesbien(ne)s, Gays, Bisexuel(le)s, Trans*, Intersexes et Queers (LGBTIQ) face à la préservation et à la valorisation de la mémoire de leurs luttes est de plus en plus prégnante à l'échelle internationale.

Cette inquiétude n'est cependant pas nouvelle. Les premiers efforts de conservation d'archives remontent en effet au milieu des années 1970, surtout du côté de la communauté lesbienne et de la communauté gay : la première constamment exposée au risque d'invisibilisation tant dans les mouvements homosexuels mixtes que dans les mouvements féministes ; les deux confrontées entre les années 1980 et les années 1990 aux pertes humaines dues au VIH/sida. Ces efforts se concrétisent dans la création des premiers centres d'archives et de documentation : les *Canadian Lesbian and Gay Archives* sont fondées à Toronto en 1973; en 1974 les *Lesbian Herstory Archives* voient le jour à New York; les *Archives Recherches Cultures Lesbien(ne)s* sont créées en 1983 à Paris.

Depuis cette « première vague » de récolte d'archives, plusieurs projets ont été mis en place pour identifier, sauvegarder et valoriser la mémoire LGBTIQ en Europe, au Canada et aux États-Unis. Les principaux freins à la mise en place de ce genre de projets sont, d'une part, la méconnaissance qui entoure encore les questions LGBTIQ au sein des institutions culturelles publiques, rendant ainsi difficile, voire impossible, l'identification de fonds d'intérêt au sein des collections, et d'autre part, la précarité des associations et des groupes LGBTIQ en termes de ressources économiques et de moyens humains. De plus, ces projets nécessitent – on le verra tout au long de ce rapport – une mobilisation collective, transversale et de longue durée, ainsi que d'une synergie entre plusieurs acteurs et actrices et compétences.

A Genève, au gré des besoins personnels et associatifs, des solutions ponctuelles ont parfois été trouvées. Toutefois, cette conservation n'est ni exhaustive ni systématique et reste très aléatoire. Par ailleurs, ces quelques archives mises en sécurité et référencées ne représentent qu'une partie fragmentée des nombreux documents produits qui dorment encore dans des caves. La conservation de la mémoire est une course contre le temps et chaque jour qui passe augmente le risque de pertes irrémédiables. Ces risques sont d'autant plus importants pour les mémoires LGBTIQ à cause du VIH/sida, mais aussi de l'homophobie et de la transphobie encore prégnantes au sein des familles et de la société, qui entraînent l'effacement et l'invisibilisation des vies des personnes concernées.

A Genève, cette préoccupation mémorielle a de nouveau émergé dans le cadre de la campagne annuelle contre l'homophobie et la transphobie 2018 « Pouvoir être soi à tout âge » de la Ville de Genève et du projet « Aîné-e-s LGBT » mené par l'Association 360 avec le soutien du Service Agenda 21 - Ville durable. Comme le remarque Miguel Limpo, chargé du projet sur les aîné-e-s, dans son rapport: « la mise en place d'archives à Genève ou en Suisse romande a jusqu'ici été peu discutée »¹. Certains des obstacles qu'il identifie, comme le

¹ Limpo Miguel (2017), *Phase préparatoire en vue d'une enquête-actions sur les besoins des aîné.e.s lesbiennes, gays, bi et trans* (LGBT) à Genève*, enquête réalisée par l'association 360 mandatée par la Ville de Genève, p. 24.

nombre important d'associations en Suisse romande, leur segmentation dans le paysage LGBTIQ, le manque de ressources financières et de locaux ainsi que le renouvellement régulier des organes dirigeants associatifs, reviendront régulièrement dans les pages de ce rapport, qui a pour objet une étude exploratoire sur la préservation de la mémoire LGBTIQ à Genève.

Nous nous sommes concentrée ici sur la mémoire des mouvements et des combats LGBTIQ qui se sont déployés sur la scène genevoise des années 1970 jusqu'aux années 2000, et qui, en faisant entendre leur voix et leurs revendications, ont produit sur leur chemin de consistantes traces écrites et matérielles, qu'on qualifie aujourd'hui d'archives. Dans ces « archives militantes » ou « archives des luttes », mémoire individuelle et mémoire collective sont indissociables, construites l'une par l'autre. Dans le présent rapport nous parlons d'archives des luttes LGBTIQ au sens large du terme, en nous référant à toute pratique de résistance – qu'elle soit associative, individuelle ou collective – face à des oppressions spécifiques ainsi qu'à toute pratiques de sociabilité dans des lieux publics.

Les questions qui se posent d'emblée sont multiples et nous obligent à réfléchir simultanément à plusieurs niveaux d'acteurs et d'actrices. Comment identifier et récolter ces archives ? Comment faire en sorte qu'elles soient stockées dans de bonnes conditions, référencées et donc accessibles pour la recherche et le grand public ? Comment les valoriser ? Comment permettre aux acteurs/actrices de ces luttes de partager leurs vécus avec les nouvelles générations et assurer une transmission intergénérationnelle ? Comment s'assurer le soutien institutionnel et économique nécessaire à cette transmission et à la conservation ? Comment articuler au mieux la démarche fondamentale de réappropriation de la part des minorités avec la sollicitation nécessaire d'une expertise externe en matière d'archivage ?

L'ensemble de ces questionnements ont surgi à maintes reprises tout au long de cette enquête. La réflexion sur les mémoires locales acquiert d'autant plus d'importance au moment où la communauté LGBTIQ – genevoise et internationale – s'apprête à célébrer, en cette année 2019, le cinquantenaire des émeutes de *Stonewall* (27-28 juin 1969), généralement considérées comme l'acte de naissance du *Gay Liberation Movement* états-unien et à l'origine des marches des fiertés LGBTIQ actuelles. Nous estimons que la commémoration des luttes de « là-bas » peut porter un nouvel élan à la redécouverte des luttes d'« ici » et constituer un moment politique favorable au déclenchement de nouvelles démarches collectives de collecte et de sauvegarde.

2. Objectifs de l'enquête

Cette enquête, menée par l'association Lestime sur mandat de la Ville de Genève, avait pour but d'évaluer la pertinence et la faisabilité d'une enquête-action permettant d'identifier, rassembler, préserver et valoriser les archives et la mémoire LGBTIQ de Genève. Elle devait premièrement définir le cadre, les objectifs, le budget et le calendrier de réalisation d'une telle enquête-action ainsi que les moyens financiers et humains nécessaires. Elle devait ainsi dégager des pistes de solutions adaptées à la situation genevoise, au regard des bonnes pratiques identifiées en Suisse et à l'étranger.

À travers une première phase de prises de contact et d'entretiens préliminaires auprès des publics cibles (centres d'archives, associations, militant-e-s, historien-n-e-s/sociologues, professionnel-l-e-s de l'archivage), l'objectif était d'identifier les structures et les personnes qui seraient les plus à même de faire partie d'un comité de pilotage et de coordonner les

différentes étapes de ce projet. Cette phase exploratoire avait également pour but l'évaluation des ressources et des compétences disponibles au sein des associations LGBTIQ genevoises et la sensibilisation de ces dernières autour de la question des archives et de leur préservation.

Le présent rapport constitue donc le résultat de l'analyse des entretiens effectués, des comparaisons avec les expériences similaires étrangères, ainsi que de la lecture de la littérature spécialisée sur le sujet des archives LGBTIQ.

Dans une première partie, nous commençons par présenter des éléments théoriques et conceptuels, bases essentielles à la compréhension de la situation des archives LGBTIQ. En deuxième partie, nous faisons un état des lieux de la situation des archives LGBTIQ genevoises à partir de la restitution des entretiens préliminaires que nous avons effectués avec les 3 groupes d'acteurs et actrices en présence (professionnel-le-s de l'archivage et de la documentation, associations et militant-e-s). En troisième partie, nous présentons nos conclusions et les perspectives qui en découlent qui se présentent sous forme de recommandations et pistes de solutions.

3. Cadre théorique et conceptuel

3.1. Qu'est-ce qu'une archive ?

Partons de quelques questions méthodologiques majeures. Qu'est-ce qu'une archive ? Quelles sont les sources des histoires LGBTIQ ? Dans ce rapport, nous optons pour une définition large d'archive et des fonds d'archive, qui inclut des sources qui ne sont pas traditionnellement considérées comme politiques, en nous inspirant notamment de la réflexion du Collectif Archives LGBTQI de Paris².

Lorsqu'on parle d'archives, nous pouvons en effet nous référer à une multiplicité de matériaux: des *documents écrits* (dactylographiés ou imprimés), comme des pamphlets, tracts, affiches, brochures, manifestes, flyers, PV, cahiers de notes, rapports d'activités, correspondances, lettres, revues, périodiques, journaux intimes, autobiographies, etc. ; des *photographies* et des *vidéos* (« archives audio-visuelles »), concernant des manifestations de rue, rencontres, fêtes, moments de convivialité, voyages etc.; des *objets* (« archives des cultures matérielles»), comme des vêtements, boîtes d'allumettes, matériel de manifestations comme des banderoles et panneaux, costumes et textiles, etc. ; des *témoignages oraux* (« archives orales ») recueillis sur disques ou bandes magnétiques ou transcrits dans un but de documentation spécifique.

3.2. L'archive comme site de (r)existence

L'histoire LGBTIQ est une histoire invisibilisée. Cette invisibilisation marque une double histoire parallèle : celle de la censure et de l'oppression, contre celle des luttes et des (r)éxistances. De nombreux et de nombreuses chercheurs/-euses s'attachent depuis près de 50 ans à décortiquer la violence épistémique et administrative des opérations institutionnelles d'archivage et d'écriture de l'histoire. C'est pour cela que l'on dit que l'histoire est un *champ*

² Cf. Collectif Archives LGBTQI (2017), *Douze priorités pour un centre d'archives, des mémoires et d'expositions lesbiennes, gays, bi.es, trans, queers et intersexes*. Paris, pp. 6-7.

de bataille et qu'il faut se battre pour participer à sa réécriture, puisque ce que l'on appelle « Histoire » est en réalité *le récit des dominants*. Ce récit est rendu évident, naturel, incontestable alors qu'il repose sur des effacements. D'après l'historien et sociologue Antoine Idier, l'acte d'archiver est en soi très violent symboliquement : « Il s'agit en fait de faire le tri entre ce qui mérite d'être conservé, de passer à la postérité et d'échapper aux destructions du temps, et ce qui ne le mérite pas »³. Comme le rappelle également Sam Bourcier, sociologue à l'Université de Lille et membre du collectif parisien Archives LGBTQI, « l'archive n'est pas synonyme de mémoire, de se tourner vers le passé », parce que « qui dit visibilité dit sélection, interprétation, autorité »⁴.

En ce sens, la création d'archives de la part des sujets exclus des récits historiques dominants constitue un acte d'*empowerment* et une réponse subversive à cet effacement, qui tourne le silence et l'exclusion en forces agissantes: « Archiver, c'est refuser d'être dépossédé de son histoire »⁵. Les archives sont de fait centrales dans les processus de construction d'une mémoire collective et communautaire. Il ne s'agit pas tout simplement d'ajouter des histoires, mais de transformer les récits existants à travers le point de vue des subjectivités minoritaires. Les *archives militantes*, qui se distinguent des *archives institutionnelles/officielles* par le fait d'être l'émanation directe des minorités, demeurent les fondements d'une mémoire collective: « Elles racontent des vies et permettent nos vies, elles racontent des luttes politiques et permettent les nôtres »⁶.

D'après ces réflexions, l'archive ne représente pas seulement un accès au passé et à la connaissance d'une histoire, mais elle permet aussi de mettre en circulation des imaginaires politiques qui vont nourrir les luttes présentes et futures. Ces réflexions insistent également sur l'importance de considérer l'archive comme « vive, vivante et donc productive »⁷. Comme le remarque Bourcier, ne pas se laisser déposséder de ses archives signifie premièrement se réapproprier la manière de les faire. Il s'agit de pratiquer un « renversement d'expertise »: les minorités sexuelles, de genre et racisé-e-s doivent apprendre à archiver leurs communautés, cultures et formes de vie, pour « réduire les zones de silences » qui leur sont infligées par les archives institutionnelles et *straight*⁸.

À titre d'exemple, cette démarche militante de réappropriation des savoirs et des techniques d'archive se trouve au cœur du projet de recherche « Nos lieux, nos fêtes, nos combats: notre histoire compte », porté par *Lestime*⁹ et *Queercode*¹⁰. Le projet, qui a commencé en novembre

³ Cf. l'entretien avec Antoine Idier (octobre 2018) publié dans *Vice* à l'occasion de la sortie de l'ouvrage *Archives des mouvements lgbt+. Une histoire de luttes de 1890 à nos jours* (2018): https://i.d.vice.com/fr/article/vbk9bm/un-nouveau-livre-retrace-150-ans-de-lutte-lgbt-en-images?fbclid=IwAR3lhkhEs1-GnMEnr4GPSzFpBSFwWV6KPY-vmeIWG1CNy_tJF-Syi9w7I-0.

⁴ Bourcier Sam (2018), *La Fièvre des Archives #1 – Le pouls de l'archive, c'est en nous qu'il bat*, article paru dans *Friction Magazine*, disponible en ligne: <https://friction-magazine.fr/archives-vie-le-pouls-de-larchive-cest-en-nous-quil-bat/>.

⁵ Idier Antoine (2018), *Archiver, c'est refuser d'être dépossédé de son histoire*, propos recueillis par Marion Chatelin, article paru dans *Têtu Magazine*, disponible en ligne: <https://tetu.com/2018/10/24/archiver-refuser-detre-depossede-de-histoire/>.

⁶ Cf. les propos du collectif Archives LGBTQI de Paris: <https://archiveslgbtqi.fr/>.

⁷ Bourcier (2018), *La Fièvre des Archives #1 – Le pouls de l'archive, c'est en nous qu'il bat*, art. cit.

⁸ Ibid.

⁹ L'association *Lestime* est présentée dans la section "Associations".

¹⁰ *Queer code*, projet initié par Isabelle Sentis, est une démarche pour écrire collectivement l'histoire. Il s'agit d'un espace numérique collaboratif qui rend visible les parcours de vie des femmes ayant aimé des femmes, qu'elles furent cisgenres ou transgenres durant la Seconde Guerre Mondiale, leurs résistances, leurs émancipations, leurs amours et leurs plaisirs. Cf. <https://www.queercode.net/>.

2018 et se poursuivra tout au long du 2019 à travers des ateliers, vise la création d'une cartographie numérique et physique des lieux genevois de fête et de militance fréquentés dans le passé et aujourd'hui par les lesbiennes, gays, amies hétérosexuelles, cis et trans, personnes non-binaires. La perspective historique s'étend du milieu des années 1970 à nos jours. La démarche collective, participative et transgénérationnelle sur laquelle repose le projet, a pour objectifs d'« apprendre à documenter nous-mêmes nos histoires individuelles et collectives », et de « créer des dispositifs ludiques et participatifs pour favoriser l'implication collective de chacune, notamment celles les moins sensibilisées à ces enjeux »¹¹.

3.3. « Queeriser les archives »

Alors que les archives militantes permettent la prise de parole politique des minorités sexuelles et de genre, les archives officielles (de la police, de la justice, de la psychiatrie, de l'État) documentent principalement l'histoire de la violence institutionnelle envers ces dernières. En s'approchant des archives institutionnelles, il faut donc se poser la question de « ce qui fait archive » mais aussi de « qui fait l'archive »¹². Les opérations que doit subir l'archive pour exister en tant que telle restent en effet masquées. Comment repérer alors la voix des minorités dans les archives officielles ? Est-il possible de les re-lire autrement ?

Cette relecture impliquerait premièrement une attention spécifique au lexique et à l'évolution des mots pour désigner et s'autodésigner au niveau identitaire et politique de la part des différentes composantes de la communauté LGBTIQ. Les archives publiques font souvent l'impasse des spécificités historiques et lexicales des archives LGBTIQ en raison du biais hétéro-cis-normé* et de genre des structures et des savoirs. Cette impasse est par exemple visible dans le manque d'instruments pour identifier, au sein des fonds, les traces des vécus minoritaires. D'où la nécessité, rappelée par les historien-n-e-s et les militant-e-s, de sensibiliser les institutions et les professionnel-le-s de l'archive et de la muséologie à la question de la mémoire LGBTIQ et de sa valorisation.

La notion « queeriser les archives », qui se répète à maintes reprises dans la littérature spécialisée sur les histoires queer et LGBTI, demeure au cœur de cette démarche de relecture, qui constitue également la proposition centrale de ce rapport¹³. « Queeriser » les archives officielles et les collections des musées revient à produire des relectures de l'histoire à partir de points de vue décentrés et marginalisés. Cela implique, d'une part, la nécessité de renouveler les pratiques institutionnelles d'archivage et, d'autre part, de poser des nouvelles questions qui ont trait aux spécificités des histoires LGBTIQ, comme par exemple :

- Comment archiver les temporalités et les espaces *queer* ?
- Comment archiver les sexualités et les sociabilités ?
- Comment archiver les affects et les émotions¹⁴ ?

¹¹ Cf. <https://www.lestime.ch/agenda/2018/11/16/nos-lieux-nos-fetes-nos-combats-notre-histoire-compte-2/>.

¹² Bourcier (2018), *La Fièvre des Archives #1 – Le pouls de l'archive, c'est en nous qu'il bat*, art. cit.

¹³ Dans la section « Annexes » de ce rapport se trouve une riche bibliographie sur cette question.

¹⁴ Sur l'importance de théoriser le rôle productif de l'affect dans les lectures des archives LGBTI et *queer* cf. par exemple: Munoz, 1996. « Ephemera as Evidence: Introductory Notes to Queer Acts ». *Women & Performance. A Journal of Feminist Theory*, 8(2); et Cvetkovich Anne (2003) *An Archive of Feelings: Trauma, Sexuality and Lesbian Public Cultures*. Durham: Duke University Press.

Il ne s'agit pas seulement alors de *queeriser* les méthodologies de l'archive et de mettre en place des nouvelles manières d'archiver, mais également de *queeriser* la recherche sur les communautés LGBTI. Par exemple, d'après Jack (Judith) Halberstam, les sous-cultures queers qui se sont historiquement développées en opposition aux institutions de la famille, de l'hétérosexualité et de la procréation, ont engendré des modes de vie et des notions alternatives de communautés qui ne se fondent pas sur la parenté mais sur l'affect et la solidarité¹⁵. L'archive *queer* telle que Halberstam la décrit dans ses travaux n'est pas seulement un lieu matériel et physique, mais aussi un ensemble immatériel d'idées, de représentations et de récits¹⁶. Cette archive dégage des temporalités spécifiques qui troublent les scripts hétérosexuels et cis-genre mais aussi homonormatifs.¹⁷

Les réflexions autour de la *queerisation* des archives, des méthodologies d'archivage et des démarches de recherche, brièvement discutées, ici sont extrêmement utiles afin de concevoir une démarche pédagogique adressée tant aux professionnel-le-s de l'archivage, de la documentation et de la conservation, qu'aux communautés militantes impliquées dans la recherche sur leurs propres histoires.

3.4. Archives LGBTIQ et rapports de pouvoir

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les archives LGBTIQ n'échappent pas moins aux rapports de pouvoir, puisqu'elles-mêmes reproduisent certaines formes de silences et d'invisibilisations. Nous pouvons mentionner quelques exemples relatifs à l'histoire sociale et politique du militantisme.

Au cours des années 1970, les lesbiennes se voient doublement invisibilisées et marginalisées, tant au sein du *Mouvement de libération des femmes* (MLF) qu'au sein du mouvement homosexuel mixte, dont elles dénoncent les biais respectivement hétérocentré et sexiste. À partir de la fin des années 1990, les militantes lesbiennes commencent également à employer le terme de « lesbophobie » pour désigner l'imbrication des rapports de pouvoir (de sexe et de sexualité) et pour rendre compte du fait qu'en tant que femmes et homosexuelles, elles sont susceptibles d'être confrontées à deux formes sociales complexes de discrimination. Elles souhaitent aussi, par-là, pointer la fausse neutralité du terme « homophobie », implicitement synonyme de « gayphobie » dans le langage et les représentations courantes.¹⁸

Les difficultés que nous avons rencontrées au cours de cette enquête pour repérer les traces des personnes trans* et/ou racisé-e-s qui ont fait partie ou fréquenté les réseaux et les associations L et G, composées principalement de personnes blanches*, cis-genres* et issues de classes favorisées, sont un autre exemple parlant.

¹⁵ Cf. Halberstam Judith (2003). What's that Smell? Queer Temporalities and Subcultural Lives ». *International Journal of Cultural Studies*, 6(3), p. 313-333.

¹⁶ Cf. Halberstam Judith (2005). In a Queer Time and Place: Transgender Bodies, Subcultural Lives. New York: New York University Press.

¹⁷ Cf. Halberstam Judith (2007) "Theorizing Queer Temporalities: A Roundtable Discussion." *GLQ: A Journal of Lesbian and Gay Studies* 13.2-3:177-95.

¹⁸ Cf. les différentes contributions d'"Homophobie", *Nouvelles Questions Féministes* 2012/1 (Vol. 31), ed. par Céline Perrin, Marta Roca i Escoda et Lorena Parini. Disponible en ligne: <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2012-1.htm>.

En outre, la quasi-invisibilité des personnes se revendiquant comme bisexuelles dans les milieux LGBTIQ et la méconnaissance de la bisexualité comme phénomène complexe constituent des preuves supplémentaires des mécanismes d'invisibilisation qui se produisent et se reproduisent dans ces mêmes réseaux. La persistance de normes de la binarité de genre au sein de la communauté LGBT est également à l'origine de la méconnaissance des questions intersexes. C'est pourquoi, lorsque nous parlons des archives LGBTIQ, nous ne pouvons pas faire l'impasse des enjeux de race, de classe et de cis-normativité*.

Ces quelques exemples révèlent l'existence de zones d'ombre dans cette histoire multiforme. Ils montrent également que l'expression parapluie « LGBTIQ » peut s'avérer problématique. Comme le souligne Antoine Idier, cette expression conduit en effet à un double écrasement: « D'une part, un écrasement de l'histoire, en unifiant des identités qui se sont pensées en des termes différents; d'autre part, elle participe à effacer des tensions qui existent à l'intérieur même des mouvements, en créant une unité artificielle »¹⁹.

L'expression LGBTIQ conserve néanmoins son sens politique lorsqu'elle est employée pour désigner une histoire d'alliances choisies, bien que pas toujours faciles. Pour cela, il est important de rappeler que le mouvement LGBTIQ est un mouvement aux identités et aux temporalités multiples. Dans ce rapport, nous avons donc choisi d'utiliser l'acronyme « LGBTIQ » tout en sachant que c'est un terme qui comprend un ensemble d'identités et de dynamiques différentes.

4. Etat de la recherche sur les mouvements LGBTIQ à Genève (1970-2000)

Au fil de cette recherche, nous avons constaté qu'il existe à ce jour peu de travaux sur les mouvements LGBTIQ à Genève dans la période années 1970-2000. S'il existe déjà quelques travaux sur le militantisme gay pendant l'époque du sida (années 1980-1990) et les mobilisations dans les années 2000 pour le partenariat, nous constatons qu'il existe très peu de recherches sur les communautés lesbiennes et trans*, et une absence quasi totale des questions bisexuelles et intersexes. Contrairement à d'autres pays européens, où la production scientifique sur ce sujet est abondante, les mouvements LGBTIQ à Genève et leurs contributions restent encore à explorer de manière systématique. Nous dresserons brièvement ici l'état de la littérature.²⁰

Les expériences des lesbiennes féministes dans le *Mouvement de Libération des femmes* au cours des années 1970 sont mentionnées et discutées dans deux ouvrages : *Mais qu'est-ce qu'elles voulaient ? Histoires de vie du MLF à Genève* (1990) et *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève, 1970-1977* (2007)²¹. D'après les auteures, le MLF était un mouvement hétérogène composé de femmes hétérosexuelles et homosexuelles, au sein duquel a toujours existé une certaine crainte des militantes hétérosexuelles à se voir affiliées à l'homosexualité. Cela explique la résistance de certaines d'entre elles vis-à-vis des questions lesbiennes. Les deux ouvrages, qui mettent en valeur les

¹⁹ Cf. l'entretien avec Antoine Idier (octobre 2018) publié dans *Vice*, *art.cit.*

²⁰ Notre effort de référencier les ouvrages, les articles et les recherches majeures achevées ou en cours présente surement des limites. Pour cela, nous suggérons de cerner les travaux de mémoire et les recherches réalisées aux Universités et aux Hautes écoles du travail social de Genève et Lausanne qui ont trait aux thématiques LGBTIQ.

²¹ Edmee Ollagnier, Maryelle Budry eds. (1999) *Mais qu'est-ce qu'elles voulaient? Histoires de vie du MLF à Geneve*. Lausanne, Editions d'en bas; Dardel Julie (2007), *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève (1970-1977)*, Antipodes.

histoires de vie comme moyen d'identifier les processus de construction du féminisme (le premier), et les revendications que ce dernier a portées sous l'angle de la révolution sexuelle (le deuxième), constituent néanmoins une base importante pour comprendre le déploiement du lesbianisme politique dans la décennie suivante : les années 1980.

En 1998, Helene Joly réalise un travail de mémoire de master en Etudes genre à l'Université de Genève sur les mouvements lesbiens à Genève à partir de leurs tensions avec le MLF, intitulé *De Sappho s'en fout à Vanille fraise (1972-1986) : Histoire du mouvement lesbien genevois*. Il s'agit du premier travail (mais aussi le seul à ce jour) sur la trajectoire du lesbianisme politique à Genève : du groupe de lesbiennes politiques *Vanille-Fraise*, au *Centre Femmes Natalie Barney*, en passant par la publication de la revue *Clit 007. Concentré Lesbien Irrésistiblement Toxique* (1980-1985). Ce travail combine une recherche d'archive avec une recherche d'histoire orale, une approche qui demeure fondamentale lorsqu'on travaille sur les mouvements sociaux des années 1970 et 1980.²²

La thèse de doctorat de Sylvie Burgnard *Produire, diffuser et contester les savoirs sur le sexe : une sociohistoire de la sexualité dans la Genève des années 1970* (2012, Université de Genève), explore les manières de voir et de penser la sexualité durant les années 1970 dans le contexte genevois. L'auteure se focalise sur cinq champs spécifiques producteurs de savoirs et de discours sur la sexualité, dont les mouvements féministes et les mouvements homosexuels²³. Elle démontre, notamment, que la production d'un discours contestataire sur la sexualité, la reproduction et la conjugalité a été un enjeu social et politique majeur pour les mouvements homosexuels, comme le *FHAR* (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) 1973-1975, le *GLHOG* (Groupe Libertaire Homosexuel de Genève) 1975-1978 ou encore le *GHOG* (Groupe homosexuel de Genève) 1978-1982, dont certains membres décident d'assumer en 1982 la forme juridique d'une association, qui se renomme *Dialogai*, dans le but d'offrir un lieu d'écoute et d'entraide à la communauté homosexuelle masculine de Genève.²⁴ L'histoire de *Dialogai* est spécifiquement retracée par Richard Bonjour dans un livre monographique paru en 2017, qui présente quatre dimensions de militance gay : la vie associative, la solidarité, les droits des gays et la santé, et qui se compose de trente témoignages (sept femmes et vingt-trois hommes).²⁵

Les mobilisations pour la reconnaissance juridique des couples de même sexe, question qui a traversé la plupart des pays européens à partir des années 1990, ont fait l'objet des travaux de recherche de Marta Roca i Escoda, chercheuse à l'Université de Lausanne. Son ouvrage *La reconnaissance en chemin : l'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève* (2010), issue de ses recherches doctorales, se focalise sur Genève, qui est le premier canton suisse ayant légiféré dans le domaine du partenariat homosexuel. La loi cantonale date en effet de 2002. Si une loi sur les unions homosexuelles semble étonnante au regard de l'agenda contestataire du mouvement homosexuel tel qu'il s'est affirmé sur la scène publique dans les années 1970 et 1980, l'auteure s'attache à démontrer l'impact historique de l'apparition du VIH/sida dans une telle reconfiguration des enjeux militants. Lorsqu'il devient impératif de lutter contre les effets sociaux de l'épidémie, le milieu associatif se recentre sur les situations

²² Joly Hélène (1998), *De Sappho s'en fout à Vanille fraise (1972-1986) : Histoire du mouvement lesbien genevois*, mémoire de master en Etudes genre, Université de Genève.

²³ Cf. Burgnard Sylvie (2012), *Produire, diffuser et contester les savoirs sur le sexe : une sociohistoire de la sexualité dans la Genève des années 1970*, Thèse de doctorat : Univ. Genève, 2012.

²⁴ Cf. aussi Burgnard Sylvie (2010) « Se regrouper, se rendre visibles, s'affirmer : l'expérience des mouvements homosexuels à Genève dans les années 1970 », in *Genre, sexualité & société*.

²⁵ Cf. Bonjour Richard (2017), *Dialogai* 35, éditions Slatkine.

d'urgence et s'implique dans la prévention, devenant progressivement un interlocuteur reconnu des institutions publiques²⁶.

Sur les mouvements associatifs homosexuels et leurs revendications et, plus généralement, sur l'histoire des homosexualités masculines en Suisse, nous pouvons également nous référer aux travaux de Michaël Voegtli et de Thierry Delessert, tous deux chercheurs à l'Université de Lausanne. Dans leur livre *Homosexualités masculines en Suisse. De l'invisibilité aux mobilisations* (2012), les deux auteurs nous présentent une histoire de l'homosexualité masculine en Suisse de la fin du XIX^e siècle à nos jours, en prenant en compte plusieurs échelles du territoire helvétique²⁷. Dans la dernière partie de l'ouvrage, les chercheurs se concentrent sur les années 1982-1983, qui marquent un changement radical de l'esprit du militantisme et des structures des associations gays, confrontées à une épidémie aux conséquences mortelles. L'association *Dialogai* est exemplaire des transformations qui accompagnent la professionnalisation et l'institutionnalisation des associations, puisqu'elle devient la première antenne cantonale de l'Aide suisse contre le sida.

Alors qu'il existe une vaste littérature anglophone et dans une moindre mesure francophone sur les mouvements trans*, leurs revendications depuis les années 1970 et leurs intersections avec les mouvements lesbiens, gays et féministes²⁸, nous avons constaté qu'il n'existe pas de littérature spécifique sur l'histoire des luttes trans* dans le contexte genevois et romand. Une piste de recherche intéressante pour pallier ce manque pourrait être d'étudier comment les discours trans* contre la médicalisation et la pathologisation de la transidentité se sont historiquement articulés aux critiques que les lesbiennes et les gays ont adressées au pouvoir médical, policier et judiciaire.

Pour un état de lieux sur les questions intersexes, souvent invisibilisées dans les milieux LGBTIQ, il est utile de se référer au numéro spécial de *Nouvelles Questions Féministes* sur le thème « A qui appartiennent nos corps ? Féminisme et luttes intersexes », publié en 2008. Vincent Guillot date l'émergence de la parole des personnes intersexes dans l'espace médiatique aux années 1990 pour les USA (avec la création en 1993 de l'Organisation internationale des intersexes par Curtis Hinckle) et entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 pour l'Europe.²⁹ L'article de Lucie Gosselin, retrace les convergences des luttes entre mouvements intersexes, LGBT et féministes dans l'espace francophone, autour

²⁶ Cf. Marta Roca i Escoda (2010), *La reconnaissance en chemin: l'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève*, Terrains des sciences sociales, Seismo. Cf. aussi Marta Roca i Escoda, "Les enjeux de l'identification. Le cas de la mobilisation autour de la loi genevoise sur le partenariat", in Muriel Surdez, Michaël Voegtli, Bernard Voutat (dir.), *Identifier - S'identifier. A propos des identités politiques*, Antipodes, Lausanne, 2006, pp.49-66.

²⁷ Delessert Thierry, Voegtli Michaël (2012), *Homosexualités masculines en Suisse : De l'invisibilité aux mobilisations*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, coll. « Le Savoir suisse ». Cf. aussi Michaël Voegtli, "La politique de l'identité comme enjeu de luttes. Logiques de constitution et de transformation du collectif dans deux associations homosexuelles en Suisse", in Muriel Surdez, Michaël Voegtli, Bernard Voutat (dir.), *Identifier - S'identifier. A propos des identités politiques*, Antipodes, Lausanne, 2006, pp. 177-202; Delessert Thierry (2016) *La révision du droit pénal suisse et les débuts d'un lobbyisme homosexuel* (1974). Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Annuaire suisse d'histoire économique et sociale, 31 pp. 169-184.

²⁸ Cf. Stryker Susan (2008) *Transgender History*, Seal Press; Stryker Susan (2006), *Transgender Studies Reader*, Routledge; Espineira Karine (2015), « Le mouvement trans : un mouvement social communautaire ? », Chimères, n° 87, p. 85-94; Espineira Karine (2008), *La transidentité : de l'espace médiatique à l'espace public*, Paris, L'Harmattan.

²⁹ Guillot Vincent (2008), « Intersexes: ne pas avoir le droit de dire ce que l'on ne nous a pas dit que nous étions », in *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 27, No 1.

notamment de la médicalisation et psychiatisation des corps.³⁰ Nous signalons également le film réalisé en 2008 par Sylvie Cachin, *Claudette*, qui nous fait connaître le parcours militant d'une femme intersexe engagée à Genève en faveur des droits des travailleuses et travailleurs du sexe.

Les 14 témoignages audio recueillis dans le cadre de l'exposition « Continuum. Récits et savoirs LGBTIQ+ », organisé par le Service égalité de l'Université de Genève, en partenariat avec de nombreuses associations genevoises (octobre 2018-janvier 2019), constituent une précieuse archive en ligne qui a vu tout récemment le jour³¹.

Nous remarquons le fait que, si la plupart des publications citées sont issues du travail de chercheuses et chercheurs universitaires (avec une posture sans doute militante), certaines d'entre elles se situent en dehors du champ académique ou bien dans une démarche hybride, étant les auteur-e-s à la fois impliqué-e-s dans les mouvements LGBTIQ et dans la recherche. Cette démarche de réappropriation des mémoires historiques et des pratiques d'écriture de l'histoire est à saluer. Elle demeure l'un des enjeux vitaux actuels pour les communautés LGBTIQ : pour que l'histoire ne reste pas l'apanage de quelques spécialistes, mais devienne une pratique militante collectivement partagée.

Enfin, ce bref état des lieux de la recherche sur les mouvements LGBTIQ à Genève (1970-2000) nous permet de comprendre mieux l'état de leurs archives. Nous savons en effet que la recherche influence de façon cruciale l'état des archives, dans la mesure où les recherches d'archives permettent de systématiser et de traiter, au fur et à mesure, le contenu des fonds.

5. Méthodologie et biais de l'enquête

Dans le but d'effectuer un premier état des lieux et évaluer les besoins des archives LGBTIQ genevoises, nous avons procédé à des entretiens préliminaires avec des associations institutionnelles du réseau LGBTIQ genevois, des militant-e-s, des professionnel-le-s de l'archivage et de la documentation, des chercheur-e-s sur les questions LGBT et des historien-ne-s. Par entretiens préliminaires, nous entendons des entretiens d'une heure à une heure et demie, à visée exploratoire, qui permettent de récolter des informations plus ou moins précises sur notre question principale, à savoir quelle est la situation des archives des luttes LGBTIQ genevoises aujourd'hui et d'évaluer la faisabilité d'une enquête-action plus poussée.

L'intérêt de constituer des archives LGBTIQ est de construire une mémoire pour « sortir du placard » les luttes des minorités sexuelles et participer à un changement social plus global, mais aussi assurer une transmission intergénérationnelle qui soit utile à la communauté concernée. A travers, les entretiens auprès des militant-e-s et des associations, il s'agit donc de sonder les avis et points de vue des acteurs et actrices pour savoir :

- le type de documents à récolter, leur état de conservation, les besoins de traitement pour avoir une première évaluation de l'étendue des archives ;
- la préoccupation actuelle et l'intérêt sur la constitution d'archives ;
- les envies et les besoins humains, matériels et financiers pour les réaliser ;

³⁰ Gosselin Lucie (2008) « Émergence de la parole intersexe francophone, de la conférence internationale de Montréal sur les droits humains LGBT aux premières universités d'été des intersexes et intergenres d'Europe », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 27, no. 1, p. 134.

³¹ Cf. <https://mediaserver.unige.ch/collection/AN5-2c09>.

- l'intérêt et les possibilités de participation à un comité de pilotage d'un éventuel projet futur.

Nous précisons que nous avons choisi d'anonymiser les entretiens réalisés avec les militant-e-s pour la pré-enquête. Nous avons fait ce choix notamment parce que des personnes nous l'ont demandé, et par souci d'égalité, nous l'avons fait pour tous les entretiens.

Ensuite, pour les professionnel-le-s de l'archivage et de la documentation³², l'objectif était de connaître :

- l'état des fonds d'archives sur les luttes LGBTIQ et la visibilité des thématiques LGBTIQ dans les fonds d'archives institutionnelles;
- l'avis des professionnel-le-s sur les solutions viables pour la constitution d'archives des luttes LGBTIQ genevoises;
- les possibilités structurelles pour la constitution d'archives spécifiques sur ces questions et les besoins matériels et financiers pour accueillir d'éventuelles archives des luttes LGBTIQ genevoises.

Enfin, nous avons interrogé, Marta Roca i Escoda et Thierry Delessert, en tant que chercheur-e-s spécialisé-e-s sur les questions LGBTIQ en Suisse. Les entretiens visaient à :

- récolter des informations sur les fonds d'archives existants, leur état, et l'existence de projets similaires en Suisse ;
- connaître également leurs motivations à participer à un projet futur.

La présente enquête possède évidemment quelques biais et limites.

Nous avons effectué nos entretiens par ordre de priorité, et concernant les associations, nous avons choisi d'abord de commencer par interroger d les associations les plus anciennes. Nous avons fait ce choix en considérant qu'elles auraient des archives plus conséquentes, probablement déjà une pratique d'archivage, ainsi qu'un souci de transmission probablement plus prononcé. Les informations récoltées et présentées ici sont non-exhaustives.

De plus, la méthode de sélection des interviewé-e-s par le "bouche-à-oreille" a induit de rencontrer les militant-e-s les plus visibles, encore insérés dans les réseaux. Cette méthode comporte donc un fort biais de représentativité.

Nous reconnaissons que dans cette approche plusieurs facteurs ont joué un rôle dans les résultats présentés par cette enquête :

- notre positionnement et proximité vis-à-vis de certains lieux (associations et militant-e-s) ;
- la visibilité plus importante des luttes lesbiennes et gays ;
- des temporalités différentes des mouvements homosexuel-le-s, transgenres et intersexes suisses ;
- un domaine de recherche plus établis en Suisse sur les questions homosexuel-le-s par rapport aux transidentités.

C'est pourquoi on trouve une représentation plus grande des questions gays et lesbiennes dans ce rapport. Par ailleurs, les enjeux d'inégalités sociales liées au racisme, à la classe et aux parcours migratoires et d'asile ont une influence sur les archives. Par exemple, en

³² Voir en annexe la liste des professionnel-le-s rencontré-e-s.

effectuant nos entretiens, nous avons constaté que dans les milieux gays et lesbiens des années 1970, 1980 et 1990, il y avait un certain nombre de personnes migrantes et exilées (surtout issues des pays d'Amérique latine) qui ont laissé très peu de traces et qui ne sont plus à Genève. Ces dimensions mériteraient d'être approfondies par le biais de recherches qualitatives supplémentaires qui dépassent le cadre de cette enquête.

Dès lors, les fonds auxquels nous avons pu avoir accès ne constituent qu'une partie de ce qui existe et a existé. Il est important de ne pas confondre ce qui est identifié aujourd'hui avec ce qui a réellement existé hier, et qu'on ne connaît pas (encore). Ceci est crucial pour éviter de reproduire les mécanismes d'invisibilisation des luttes LGBTIQ, tant dans l'histoire globale qu'au sein des mouvements. Cette préoccupation sera prise en compte dans les recommandations (voir partie 3).

Par ailleurs, l'approche *top-down* – dynamique qui va du haut vers le bas – de l'enquête a compliqué la mise en place d'un rapport de confiance entre les enquêtrices et les enquêté-e-s. Bien que l'enquête ait été réalisée par une association du réseau genevoise, l'attribution du mandat par la Ville de Genève, institution publique, à une seule association a en effet pu paraître étrange au vu des enjeux collectifs et affectifs de l'enquête. Cette approche est rentrée en contradiction avec la transversalité qui caractérise le sujet même de l'enquête. Dans la constitution des futures archives LGBTIQ à Genève, ce biais devrait être pris en compte et des solutions pour l'écarter peuvent être envisagées.

PARTIE 2 : ETATS DES LIEUX DES ARCHIVES DES LUTTES LGBTIQ À GENÈVE

La partie qui suit présente un état des lieux sur la situation des archives des luttes LGBTIQ à Genève. Cet état des lieux inclut plusieurs types d'informations. Nous expliquons où se trouvent les archives des luttes LGBTIQ à Genève et décrivons les documents qu'elles contiennent en donnant des précisions, notamment, sur leur état de conservation. Nous identifions aussi les enjeux propres à la situation genevoise en fonction des trois principales catégories d'acteurs et actrices concerné-e-s: les associations, les militant-e-s et les archives existant déjà à Genève, en Suisse et à l'étranger.

1. Archives publiques, bibliothèques et centres d'archives

Notre enquête visait en partie à interroger des institutions archivistiques de Genève et Zurich. Dans les entretiens que nous avons réalisés auprès des collaborateurs et collaboratrices de ces institutions, nous avons cherché à dégager deux choses. Il s'agissait, d'une part, d'identifier les fonds existants, conservés dans les institutions archivistiques et de documentation, d'autre part, de comprendre les logiques de fonctionnement (accessibilité, conservation, valorisation) de chaque institution pour nourrir nos recommandations. Dans la présentation de chaque institution, nous suivons l'ordre suivant : logique de fonctionnement (type de documentation recueillie, rôle dans l'espace public); documentation se rapportant à notre thématique (bibliographies, archives); enjeux identifiés concernant les archives des luttes LGBTIQ à Genève (selon trois critères : la pérennité, l'accessibilité et la visibilité).

Les institutions archivistiques et de documentation existantes à Genève et à Zurich que nous avons contactées sont les suivantes :

- Dépôt légal (ci-après DL) de la Bibliothèque de Genève ;
- Archives de l'Etat de Genève (AEG) et Archives de la Ville de Genève (AVG) ;
- Schwulenarchiv (Archives gays) de Zurich (AGZ) et Archives sociales de Zurich (ASZ) ;
- Bibliothèques municipales de la Ville de Genève ;
- Archives contestataires et Archives du MLF Genève.

In fine, nous incluons également dans cette section la présentation des archives en ligne de la *Radio Télévision Suisse* (RTS).

1.1. Dépôt légal (DL)

Le Dépôt légal (DL) est une institution liée à la Bibliothèque de Genève, bibliothèque patrimoniale dépendant de la Ville de Genève. Il se distingue des bibliothèques municipales par le fait qu'il a une mission de conservation. Cette mission, toutefois, se distingue du rôle de conservation que jouent les archives à proprement parler. En effet, le DL se concentre sur des éléments bibliographiques et sur les affiches.

Le travail du DL consiste essentiellement au recensement des parutions et de la littérature grise voyant le jour dans le canton de Genève. Il dispose en outre d'une section consacrée

aux affiches des associations. Il est réglementé par une loi cantonale³³ qui l'oblige à recenser et conserver les types de document mentionnés ci-dessus. Ainsi, outre les livres, le DL acquiert tout type d'imprimé destiné au public.

Le dépôt légal continuera sa mission de recueil de la littérature grise et encourage les associations à déposer leurs productions. Le Canton de Genève étant l'un des trois cantons suisses à abriter un dépôt légal (et à être doté d'une loi en ce sens), il représente pour la conservation d'une partie de la documentation LGBTIQ une spécificité précieuse de Genève. Les techniques de conservation du DL à Genève sont tournées vers l'avenir : par exemple, toutes les boîtes de conservation seront à terme remplacées par des boîtes non acides³⁴.

Aujourd'hui, la documentation LGBTIQ est présente dans les collections du DL, mais de façon éparpillée, fragmentaire. Elle occupe quelques mètres linéaires, qui rassemblent notamment les brochures de Dialogai et les exemplaires du magazine *360°*.

Une des raisons du caractère fragmentaire de cette documentation dans le DL repose notamment sur le fait que les associations n'envoient pas de manière systématique leur production, principalement par manque de temps et de moyens. De plus, les productions militantes de collectifs non institutionnalisés (brochures, par exemple) entrent certes dans le critère de la littérature grise mais accèdent peu au Dépôt légal en raison de leur position en marge des institutions publiques. Ces collectifs se trouvent de plus certainement hors du champ de vision du Dépôt légal, qui occupe pourtant environ 20% de son temps à contacter les institutions pour leur rappeler l'obligation de déposer. Il y aurait donc là un enjeu à relayer cette information auprès des collectifs LGBTIQ.

1.2. Bibliothèques municipales (BM)

Les Bibliothèques municipales de la Ville de Genève comptent plusieurs entités, réparties dans les différents secteurs de la ville (Pâquis, Eaux-Vives, Cité...). Des trois groupes de professionnel-le-s de l'information (archivistes, documentalistes et conservateurs des bibliothèques) interrogés pendant l'enquête, les bibliothécaires des Bibliothèques municipales semblent les plus dirigé-e-s vers le public extérieur. En effet, le principe de leur activité est de porter auprès du public le plus large possible ce qui est produit dans la connaissance humaine. Il s'agit ainsi de rendre visibles, à travers les collections et leur valorisation, les activités des différents groupes qui composent notre société. De notre entretien, nous dégageons trois axes principaux de valorisation des thématiques : le choix des « mots-matières », l'alimentation des collections, les compilations et recueil bibliographiques.

Tout d'abord, la mission documentaire repose sur la gestion du catalogue. Ce dernier est en soi une interface entre le public et le/la bibliothécaire puisque c'est le/la bibliothécaire qui choisit les « mots-matières », c'est-à-dire les termes permettant d'indexer les ouvrages alimentant le catalogue. Il utilise en outre les connaissances qui circulent dans la société et non pas les savoirs spécialisés propres au champ scientifique. C'est ainsi au bibliothécaire qu'il appartient de rendre visibles les catégories et les notions qui référencent les ouvrages. Dans le choix des termes, le/la bibliothécaire s'efforce de rendre compte au mieux la réalité vécue par les usager-e-s. Pour expliquer cela, il se trouve un exemple qui concerne justement

³³ Loi cantonale instituant le dépôt légal (LIDL) du 19 mai 1967

³⁴ Les boîtes non acides sont réalisées en carton non acide (pH 8,2) avec une réserve alcaline. Elles permettent une conservation à long terme des documents, et offrent une bonne résistance aux fissures, à la perforation et à l'humidité.

notre thématique. Le terme « transsexualisme » était employé en 2004 dans un recueil bibliographique des BM. Au cours de notre entretien, les bibliothécaires se sont montrées sensibles à notre remarque sur le fait que le terme « transsexualisme » n'est plus approprié, et qu'on lui préfère aujourd'hui celui de « transidentité ».³⁵

Ensuite, les BM, qui travaillent pour le public, sélectionnent par principe leur collection en fonction d'une demande publique. Nos interlocutrices confirment que la thématique LGBTIQ répond à un intérêt social. Pour elles, cet intérêt doit être satisfait sous plusieurs aspects. Dans les collections adultes, il s'agit de mettre à disposition des ouvrages qui permettent aux adultes de s'informer, par exemple à travers des récits de vie. Il y a aussi une partie d'ouvrages pédagogiques car il faut compter sur le fait que les enfants sont touchés par certaines thématiques en fonction des choix que les parents font pour eux à la bibliothèque. Enfin, il est fondamental que le public adolescent puisse trouver dans les BM des ouvrages dans lesquels ils puissent s'identifier pleinement. Les BM ont donc des outils pour contribuer à une construction de soi positive chez les jeunes LGBTIQ.

Enfin, les bibliothécaires peuvent avoir recours à un outil de recensement bibliographique. Il s'agit de présenter sous la forme d'une brochure thématique l'ensemble de la documentation dont disposent les BM sur un thème précis. Ce sont ainsi des fascicules qui permettent de valoriser le catalogue en singularisant certaines collections en son sein.

Pour la thématique LGBTIQ, il existe à ce jour à Genève deux brochures :

- *Homosexualité, transsexualité, bisexualité dans les collections des Bibliothèques municipales de la Ville de Genève*, Jean-Michel Aymon, Roane Leschot (dir.), 2004 ;
- *Des livres contre l'homophobie pour adolescents et jeunes adultes. Une sélection de romans et bandes dessinées aux Bibliothèques municipales de Genève*, Catherine Popa-Roy, Elena Gilardoni, Gérald Luquiens (dir.), 2009.

Ces brochures sont parues toutes deux à l'occasion d'événements importants pour le milieu LGBTIQ de Genève. La première a été réalisée à l'occasion de la marche des fiertés (*gay pride*) de 2004 (Pride 2004). Nous pouvons lire dans l'introduction que « les Bibliothèques municipales de Genève sont heureuses d'apporter leur contribution à la Pride 04 et remercient le comité de soutien de les avoir associées à cette manifestation ». La seconde brochure est consacrée à la thématique de la lutte contre l'homophobie. Elle a été confectionnée « à l'occasion des premières Assises contre l'homophobie » à Genève, qui ont eu lieu en 2009. Les rédacteur-e-s de la brochure indiquent dans leur introduction : « Nous voulons montrer à travers ces romans la tolérance, l'amitié et le soutien des amis et de la société ». Tandis que la première brochure constitue un exemple inspirant de collaboration entre un espace militant et un espace professionnel, la seconde montre que les Bibliothèques municipales ont des outils pour se saisir de thématiques sociales.

Nous disposons d'un troisième exemple de ce genre de fascicule : *Follement gay, l'homosexualité dans les collections de la Bibliothèque de Lyon*, édité en 2005 au sein de la Bibliothèque par Mémoire Archives. Cette parution est sortie à l'occasion de l'ouverture au

³⁵ Le terme « transsexualisme » renvoie à un trouble psychiatrique, et il est donc indissociable des catégories médicales que l'on a façonné et de leur effet de pathologisation. Par ailleurs, comme certaines critiques trans* l'ont remarqué, ce paradigme médical ne remet pas en cause le sexe comme catégorie de classification, mais il réaffirme la dualité des sexes et leur manifestation métonymique par les organes génitaux.

sein de la Bibliothèque municipale de Lyon (France) d'un centre de ressources documentaires gays et lesbiennes en 2005. La création de ce centre faisait suite à l'organisation depuis 2001 d'Assises de la mémoire gay et lesbienne, lesquelles étaient certainement liées à la présence d'un fonds d'archives que Michel Chomarat avait donné à la Bibliothèque en 1992.

Les trois derniers exemples montrent que le travail de documentation des bibliothécaires est incontournable dans le processus de constitution des archives. D'abord, les brochures mentionnées ici ne donnent pas seulement des informations bibliographiques mais aussi des indications sur les acteurs locaux, sur les associations en activité à l'époque : elles livrent donc une photographie de l'espace LGBTIQ qui est intéressant pour reconstituer l'histoire locale du milieu LGBTIQ de Genève. C'est aussi dans la brochure Pride 04 que nous apprenons que la bibliothèque des Pâquis conservait à l'époque une revue de presse sur la thématique LGBTIQ.

Enfin, l'exemple de la Bibliothèque Municipale de Lyon, où Michel Chomarat dépose sa bibliothèque, incluant des archives gays, en 1992, nous permet de constater que, parfois, les bibliothèques se substituent à des institutions de conservation. Est-ce en réponse à une urgence ou parce la bibliothèque est un espace tourné vers le public ? A cet égard, il convient de signaler que les coupures de presses conservées à la BM des Pâquis auraient été détruites, précisément parce que les BM n'ont pas de mission de conservation. Aussi ne peuvent-elles pas se substituer pleinement aux institutions de conservation que sont les archives.

1.3. Archives de la Ville de Genève et Archives de l'Etat de Genève

A Genève, il existe deux entités publiques d'archivages. Elles sont liées aux activités administratives, politiques, institutionnelles de la Ville et du Canton de Genève. Ainsi, elles détiennent une part importante de fonds publics*, bien qu'elles accueillent aussi des fonds privés*. C'est pourquoi nous les avons contactées pour nourrir notre connaissance du fonctionnement archivistique lié aux fonds privés.

Si le dépôt légal a un mandat de conservation, il porte sur une documentation de type bibliographique. Les archives, elles, conservent toute autre forme de papiers, qui n'étaient pas destinés nécessairement à être publics. Les Archives d'Etat et les Archives de la Ville sont réglementées par la Loi cantonale sur les archives (1^{er} septembre 2000). Elles accueillent et traitent des fonds publics (administration, institutions relevant de l'Etat ou de la Ville respectivement) et des fonds privés (individus, associations, familles...). Deux premiers éléments nous renseignent sur la logique de fonctionnement des archives publiques (Ville ou Etat) de Genève : la différence entre le don et le dépôt.

Les fonds privés sont traités par les archives comme les fonds publics, sauf si une condition de dépôt en dispose autrement. Il faut ainsi distinguer le don et le dépôt. Dans le premier cas seulement, les documents entrent en possession des Archives, qui en deviennent propriétaire. Dans le second cas, les documents peuvent lui être retirés dès que leur propriétaire le demande. Ces conditions (don ou dépôt et modalité de ce dernier le cas échéant) sont discutées lorsque les personnes ou les institutions s'adressent aux archives. Sont alors évalués différents aspects, notamment la place matérielle qu'occuperait un don ou un dépôt. Toutes les archives ont des critères de recevabilité : par exemple, les Archives de la Ville n'acceptent pas dans leurs murs des fonds que le donateur refuserait de rendre accessibles au public.

Aux archives d'Etat, nous avons pu nous renseigner sur les techniques qui réglementent l'accessibilité des fonds. L'accessibilité des Archives de l'Etat de Genève – comme celle de la Ville de Genève – est réglementée par la Loi sur les archives qui prévoit une clause de 25 ans avant l'autorisation, sauf si l'entité concernée autorise une clause différente. De plus, les données sensibles peuvent être protégées par des dispositifs supplémentaires. D'abord, il est possible de prévoir un cadre d'accessibilité spécifique, en conformité avec les exigences de la protection de la personnalité. Pour notre thématique, c'est essentiel car cela permet de prémunir les acteurs et actrices de toute forme d'atteinte à leur réputation et leur mémoire, dont l'une spécifique à notre problématique, l' « outing* indirect ». L'outing indirect est le fait de rendre public, sans le consentement de la personne intéressée, son orientation sexuelle ou son identité de genre. Présente dans des fonds LGBTIQ visibles comme tels, la personne peut ainsi se retrouver outée* de façon rétroactive voire posthume dans le cas où elle serait décédée au moment de la constitution du fonds.

Lorsqu'un fond entre dans les Archives, il apparaît sur un bordereau d'entrée, qui figure sur la base de données en ligne. Les fonds qui n'auraient pas dépassé la clause des 25 ans apparaissent quand même dans la base de données mais ne sont pas accessibles à la consultation.

Le troisième élément dans la pratique du référencement est l'inventaire du fonds. C'est précisément l'inventaire du fonds qui peut être soustrait au public, en fonction des informations qu'il contient.

1.3.1. Archives d'Etat

Les archives LGBTIQ répondent tout à fait à au moins deux des trois utilités de l'archive publique, que sont la preuve, la valeur historique et la valeur sociale. En effet, elles sont le témoignage d'une partie de l'histoire sociale et politique des genevois-e-s.

Sur les thématiques LGBTIQ, les Archives d'Etat ne contiennent pas de documents qui répondent aux mots clés LGBTIQ, si ce n'est la présence de la thématique dans un débat de la Constituante (2016). Une recherche a été faite dans les années 2000 sur les sociabilités lesbiennes mais elle est détournée sur le mot-clé « débauche », car fondée sur les archives policières. Cet exemple montre que la visibilité, si elle est un but en soi, permet l'autonomie d'une thématique par rapport au vocabulaire que d'autres institutions (ici la police) lui attribuent en s'en saisissant. De plus, cet exemple montre le biais du système archivistique classique pour une thématique comme la nôtre : les termes de recherche classiques ne permettent pas d'identifier des documents, pourtant existants, et ou du moins ne fait exister qu'une version « répressive » des archives, c'est-à-dire qui ne donne une place aux personnes LGBTIQ qu'à travers les institutions (police, pouvoir judiciaire, politique et médical) qui ont réprimé les personnes homosexuel-le-s et trans*. Cela est d'autant plus vrai pour une structure comme les Archives d'Etat, qui ont naturellement pour mission première d'archiver les documents produits par l'administration et les institutions.

1.3.2. Archives de la Ville de Genève

Les Archives de la Ville ont leur propre site depuis 1986. Elles sont destinées à recueillir les fonds publics, mais environ 10% de leur volume (en mètres linéaires) sont occupés par des fonds privés, issus des domaines du sport, de la culture, du social, de la politique. La culture

est un domaine très représenté en raison du soutien financier actif de la Ville de Genève en ce domaine. Du point de vue de la consultation, ce sont les fonds publics qui intéressent le plus le public des Archives municipales.

Compte tenu des indications précédentes, il apparaît que les archives municipales sont un interlocuteur adéquat pour des personnes, institutions ou associations qui souhaiteraient déposer leurs archives. Ainsi, si des associations contactaient les Archives municipales, ces dernières entreraient en matière pour accueillir leurs archives. Une convention de don ou de dépôt serait signée. Cependant, personne ne s'est adressé aux archives municipales pour les archives LGBTIQ³⁶. Il y a certainement plusieurs raisons à cela, qui tiennent notamment aux ressources des associations. Mais il faut ajouter que, bien qu'il existe une politique d'acquisition des fonds, celle-ci n'est pas active aux Archives municipales concernant les archives LGBTIQ. Selon nos interlocuteurs, une des raisons pourrait être due à la temporalité de l'archive : les archives travaillent avec un temps de décalage et le thème LGBTIQ représente, selon l'interlocuteur interrogé un « phénomène récent ». Enfin, la politique d'acquisition est plutôt « passive » car le personnel est occupé à traiter l'existant³⁷.

Il n'existe pas de documents répertoriés précisément sous la thématique LGBTIQ aux Archives municipales, outre peut-être des mentions de celle-là pouvant apparaître dans les affaires courantes de la Ville de Genève. Ainsi, bien sûr, il est possible que les documents pertinents apparaissent de façon disséminée dans différents fonds. Par exemple, en consultant le moteur de recherche sous l'entrée "gay", nous relevons la mention dans le fonds privé *Artamis* d'activités liées à la Gay Pride. Dès lors, le repérage serait possible, mais assurément conséquent en termes de charge de travail. Cela démontre l'absence de visibilité des questions LGBTIQ en tant que telles dans cette institution.

1.4. Archives gaies de Zurich (Schwulenarchiv)

Nous présentons ici un exemple très particulier concernant l'archive LGBTIQ en Suisse. Pour le mouvement spécifiquement gay, il existe en effet à Zurich une collaboration particulière. Une association zurichoise, les *Schwulenarchiv*, gère l'acquisition, la promotion, et une partie du traitement ainsi que les modalités d'accessibilités de fonds concernant l'histoire gaie suisse. L'association est détentrice des inventaires ; c'est à elle que revient la décision d'autoriser ou non l'accessibilité aux fonds et qui gère les informations contenues dans les inventaires.

Physiquement parlant, en revanche, les fonds du *Schwulenarchiv* sont conservés et traités au sein des Archives sociales de Zurich. Par cet exemple, nous voyons comment s'articulent base militante et pratique professionnelle de l'archive. La dimension morale et politique est du ressort d'une association rassemblant des personnes concernées, tandis que la dimension physique (conservation et stockage) est assumée par une institution existante de façon pérenne. Cela permet donc d'allier pérennité et cohérence historique (principe de destination*).

Les archives gaies de Zurich disposent d'une très faible quantité de fonds genevois, si ce n'est des documents électroniques de l'association Dialogai. Elles disposent cependant de fonds

³⁶ Notre interlocuteur rappelle d'ailleurs qu'à 50'000 francs de subventions, les associations ont l'obligation d'archiver.

³⁷ Les archives municipales occupent actuellement 5,2 postes dont quatre archivistes (3,6 postes d'archivistes). Il faut rappeler que les années 1990 sont le pic de la production de papier: à la fois augmentation du volume administratif et des moyens de produire du papier

qui concernent en partie des activités qui ont eu lieu en Suisse romande, notamment sur l'artiste Derrick Olsen, qui s'est produit à Genève.

Par ailleurs, on trouve également à Zurich des documents sur les lesbiennes genevoises, mais directement dans les Archives sociales, dans la rubrique mouvement des femmes (fonds Ar 437). Ces fonds, en vertu du principe de provenance*, sont associés aux fonds des luttes féministes ou à l'histoire des femmes. Il y a par exemple un dossier « Centre Femmes Natalie Barney »³⁸ contenant des imprimés (« Drucksachen »). Il y a aussi des documents portant la trace de Genève, parmi d'autres villes suisses, dans l'organisation de solidarités (par exemple la fondation de l'association QILI en collaboration avec d'autres villes de Suisse³⁹ ou la création de centres femmes, à Genève, Bâle, Lucerne, en Argovie⁴⁰) ou l'organisation d'événements internationaux, à l'initiative de l'ILIS- International Lesbian Information Service (Ar 437.93.9). On trouve également des numéros de *CLIT 007*⁴¹. Nombre de ces documents sont également conservés par les archives du MLF Genève (voir ci-dessous).

Nous observons donc que les mouvements genevois ont une place dans les Archives sociales sur les thématiques lesbiennes, dans la section Frauen/Lesben Archiv, cote Ar. 437.

1.5. Les Archives du MLF Genève et les Archives Contestataires



Bien que la gestion des *Archives du MLF* et des *Archives Contestataires* soit conjointe et dans les mêmes locaux – 2, rue de la Tannerie CH-1227 Carouge –, elles ne recouvrent pas les mêmes thématiques. Les deux archives ont pour but de récolter, conserver, inventorier, mettre à disposition et valoriser leurs fonds. Les deux associations ont reçu dans le passé des soutiens financiers ponctuels de la part des pouvoirs publics, mais leur fonctionnement repose à ce jour en grande partie sur le travail bénévole de leurs membres. La consultation des archives se fait sur rendez-vous.

L'association *Espace Femmes International* (EFI), créée en 1993 avec le but de favoriser l'échange au sein des mouvements des femmes tant au niveau local qu'international, est dépositaire des archives du *Mouvement de Libération des Femmes* (MLF), qui recouvrent la période 1970-1991. Les limites chronologiques du fond sont marquées par deux dates importantes : le 1970 représente le début de l'activité du MLF à Genève; le 14 juin 1991 est

³⁸ Ar 437.93.4, Mapped 2.

³⁹ Ar 437.93.4, Mapped 5.

⁴⁰ Ar 437.91.6.

⁴¹ Ar 437 D 5740.

l'année de la grève des femmes en Suisse, considérée par beaucoup de militantes comme la dernière grande mobilisation féministe à Genève⁴².

L'accès aux archives, qui sont classées et ouvertes au public, est facilité grâce à un inventaire informatisé, constitué en base de données à l'aide d'un logiciel disponible sur le site Internet⁴³. Cet instrument essentiel de recherche répertorie le contenu du fonds sans toutefois décrire chaque pièce.

Les archives du MLF sont constituées d'une quinzaine de mètres linéaires de documents de typologie variée (tracts, brochures, périodiques, communiqués de presse, affiches, correspondances, pétitions, notes manuscrites, textes de chansons, comptes rendus, photos, émissions radio et film) et reflètent les nombreuses activités du Mouvement et de ses différents sous-groupes (avortement, santé, lesbianisme, salaire contre travail ménager, maternité, travail, etc.). Au sein des archives du MLF on trouve plusieurs fonds concernant les questions lesbiennes avec des entrées propres. On y trouve par exemple la documentation relative aux activités du groupe de lesbiennes politiques *Vanille-Fraise*, dont la collection du journal *CLIT 007. Concentré lesbien irrésistiblement toxique* ; la documentation produite par l'*International Lesbian Information Service* (ILIS), dont la conférence du *collectif ILIS* à Genève en 1986 ; ou encore des documents concernant la santé lesbienne. L'inventaire informatique signale également la présence de documentation relative au *Front homosexuel d'action révolutionnaire* (FHAR) et au *Groupe homosexuel d'action révolutionnaire* (GHAR).

L'association *Archives Contestataires* a été constituée à Genève en décembre 2007 par des historien-ne-s, des archivistes et des militant-e-s. Elle a pour but de récolter, conserver et inventorier les archives issues des luttes sociales de la seconde moitié du XX^e siècle. On y trouve notamment les fonds suivants: mouvements de quartier pour le logement; antipsychiatrie et droits des patients; mouvements et manifestations antinucléaires; contre-culture et mouvement squat; luttes paysannes; mouvements étudiants; lutte des chômeurs; travail domestique; féminisme, etc.⁴⁴ Les Archives Contestataires ne détiennent pas des fonds spécifiquement consacrés aux luttes gays et lesbiennes. Cependant, nous n'excluons pas qu'une recherche plus approfondie dans les différents fonds, et notamment dans les fonds du mouvement squat, puisse réussir à identifier de la documentation relative aux sociabilités gaies et lesbiennes des milieux squat, qui étaient à Genève particulièrement actifs et répandus dans les années 1980, notamment à travers le squat *Chez Brigitte*.

1.6. Archives en ligne de la RTS

La *Radio Télévision Suisse* (RTS) est une entreprise audiovisuelle de service public, appartenant au groupe média SSR (Société Suisse de radiodiffusion et télévision), qui propose des programmes sur quatre chaînes radio, deux chaînes tv et de nombreuses plateformes digitales. Elle diffuse des programmes d'information, de sport, de culture, de musique et de divertissement, à destination de tous les publics en Suisse romande.

Dans les archives en ligne de la RTS, il est possible de trouver des matériaux audiovisuels variés (sous la forme d'émissions, reportages, témoignages, interviews, etc.) ayant trait aux

⁴² Pour une description plus détaillée du fonds d'archives et pour un aperçu de l'inventaire, nous renvoyons à la brochure de présentation "Archives MLF. Quelle histoire", préfacée par l'historienne Michelle Zancarini-Fournel, éditée par EFI, Genève, 2010 (2^{ème} édition), pp. 36.

⁴³ <http://archivesmlf.ch/archives/>.

⁴⁴ <http://www.archivescontestataires.ch/>.

questions LGBTIQ et plus spécifiquement aux luttes LGBTIQ. Certains de ces reportages et témoignages voient la prise de parole directe des minorités, et les plus anciens datent du début des années 1970. La recherche se fait à travers des mots-clés, telles que « transsexualité »⁴⁵ « gay » « lesbiennes », etc. Parmi les reportages listés, nous signalons: "*Homosexuels, le droit à la différence*" (28 octobre 1971, *Temps présent*, 54'); "*Festival gay*" (2 novembre 1978, Un jour une heure, 4'); "L'homosexualité" (26 août 1977, *Vivre*, 1h53); "Les gays sortent du placard" (27 février 1980, *L'antenne est à vous*, 18'); "Fermeture du bar Le Brigitte" (27 avril 1998, Genève région, 1'); "Transsexuels : bataille gagnée" (*Tell quel*, 25 novembre 1988, TSR, 21'); "Témoignage(s) à propos de la transsexualité" (*Ligne de cœur*, 13 septembre 1999, *La Première*, 23') etc.⁴⁶

Pour conclure

Nous voyons, donc, que le traitement des archives par des professionnel-le-s de la conservation et de la documentation présente des avantages en termes de techniques de conservation des documents, de place, et en termes de protection des données. La clause de 25 ans et la séparation de l'inventaire et du fonds, avec des degrés d'accessibilités différents, sont des éléments qui garantissent la protection des personnalités. En revanche, les institutions publiques présentent le désavantage majeur d'une faible conscience des notions spécifiques aux enjeux de mémoire *queer* et LGBTI. Les archives orales y auraient-elles par exemple leur place? Et quid des archives des cultures matérielles (objets, matériaux de fêtes et de manifestations, etc.), qui ne rentrent pas dans les critères de conservation des institutions publiques?

Il semble important que les fonds d'archives LGBTIQ soient visibles pour offrir à des non-initié-e-s de la recherche en archives et à un public non spécialiste une porte d'accès à des documents qui les touchent de près pour *in fine* permettre une transmission de mémoire. Ainsi, dans l'éventualité où les documents constitutifs de la mémoire LGBTIQ à Genève seraient transférés à Zurich, il y a de fortes chances qu'ils soient uniquement consultés par un public de spécialistes.

Enfin pour résumer, voici quelques recommandations techniques et juridiques de la part des professionnel-le-s interrogé-e-s:

- L'archiviste de la Ville de Genève rappelle que la préparation au versement des archives peut prendre du temps. Il recommande aux associations qui souhaitent le faire de délimiter au préalable trois choses : la documentation, les documents personnels, les activités;
- Prendre connaissance des critères de recevabilité des institutions d'archives.
- Prendre connaissance des principes de conservation des documents (taux d'humidité, luminosité et usage de boîtes sans acide);
- Élaborer des règles de consultation spécifiques aux enjeux de la communauté LGBTIQ pour protéger les données personnelles;

⁴⁵ À remarquer l'usage du mot "transsexualité", qui trouve son origine dans le lexique médical. Bien que cette expression soit celle plus répandue à certaines époques pour parler des transidentités, elle n'est plus employée aujourd'hui par les personnes trans*.

⁴⁶ Cf. <https://www.rts.ch/services/archives/?q=&sort=-score,-isDuplicate,-publicationDate>.

- Communiquer et former aux archives à la fois à l'extérieur et au sein de la communauté LGBTIQ.

2. Associations

Cette partie présente une première évaluation de l'état des archives des associations genevoises interrogées lors de la réalisation de l'enquête. Nous nous sommes prioritairement intéressées aux associations dont la création est antérieure aux années 2000⁴⁷. Nous avons fait ce choix en considérant qu'elles auraient des archives plus conséquentes, probablement déjà une pratique d'archivage, ainsi qu'un souci de transmission probablement plus prononcé. En vertu de notre méthode de contact par « bouche à oreille », nos liens de proximité avec certains lieux (comme Lestime), de la plus grande visibilité de certaines luttes (gay et lesbiennes notamment), et des états de conservation et de classement des archives (très variables), il y a des associations au sujet desquelles nous avons réussi à collecter plus d'informations que d'autres. En outre, certaines des informations qui sont exposées ici ont été repérées grâce à une première prospection de notre part des archives des associations. Dès lors, les informations récoltées et présentées ici n'ont pas prétention à être exhaustives. De plus, comme nous l'expliquons dans la méthodologie, ceci ne signifie pas que les archives des associations absentes de ce rapport n'existent pas ou ne font pas partie du patrimoine mémoriel LGBTIQ genevois.

Après une courte présentation de chaque association, de son historique et de ses objectifs, nous procéderons à la description de l'état de leurs archives en reprenant des éléments extrapolés des entretiens. Les personnes interrogées sont surtout les coordinatrices/coordonateurs, les directeurs/directrices administratives/tifs, les ancien-ne-s président-e-s et membres du comité, des membres ou tout simplement des militant-e-s qui à un moment donné de leur vie sont entré-e-s en contact avec les associations.

2.1. Lestime

Lestime est une association lesbienne et féministe, ouverte aux femmes cis et trans*, bisexuelles et *queer*. Lieu d'accueil et d'écoute, espace communautaire et culturel au cœur de la cité, cette association a été créée en 2002. Elle a succédé à de nombreuses associations dont le Centre Femmes au boulevard Saint-Georges, puis La Maison à Champel, rebaptisée le Centre Femmes Natalie Barney (CFNB). Depuis, elle réaffirme l'héritage et la poursuite du mouvement des lesbiennes genevoises qui existe depuis que le premier Groupe lesbien (GL) a vu le jour au sein du *Mouvement de libération des femmes* (MLF) en 1972. Lestime revendique une double appartenance politique : au mouvement féministe et au mouvement LGBTIQ. Cette double appartenance est d'ailleurs intégrée dans ses principes, ses actions et

⁴⁷ Par exemple, nous n'avons pas contacté l'association InterAction, association suisse pour les intersexes créée en 2017, l'association Epicène, créée en 2018, ou Parents d'homos, créée en 2009. De plus, en raison de l'interconnexion importante entre les structures associatives, certains des entretiens ont permis de récolter des informations sur des associations sans pour autant que nous les interrogeons directement. C'est le cas par exemple de Think Out, association des étudiant.e.s LGBTI and Friends de l'Université et des Hautes Ecoles de Genève, créée en 2006. (Voir le répertoire en annexe 3).

ses activités, qui ont trait au lesbianisme et au féminisme, et plus particulièrement aux questions de sexualité, corps et santé.⁴⁸

Etat des archives

Les archives de *Lestime* sont conservées dans le local de l'association, au 5 rue de l'Industrie à Genève. Une partie consistante des archives actuelles de Lestime se constitue de l'héritage des archives du CFNB, dont Lestime a également hérité le centre de documentation (à ce jour : plus de 1000 ouvrages et plus d'une centaine de DVDs). La partie restante concerne l'histoire et les activités de l'association depuis 2002.

Les archives sont en bon état et présentent déjà des critères de classement importants relatifs aux thématiques traitées par l'association (santé, droits lesbiens, art et culture, luttes féministes et lesbiennes en Suisse et à l'étranger), aux types d'activités (AG, rencontres, fêtes) et aux types de matériaux (correspondances, questionnaires). Nous avons particulièrement remarqué deux aspects de ces archives: le premier est la présence d'une documentation consistante, surtout sous la forme de revues (comme *CLIT 007*, *Masques*, *Lesbia*, *Vlasta*, *Off our backs*), dossiers de presse, brochures et ouvrages (francophones, anglophones et germanophones); le deuxième est l'ouverture à l'international des archives, qui reflète les liens multiples que les lesbiennes genevoises avaient ou cherchaient à avoir avec les lesbiennes d'ailleurs, par exemple en France, en Belgique et aux Etats-Unis.

L'étendue des archives correspond à environ 15 mètres linéaires. D'après les entretiens effectués, lors du déménagement du local du Lignon à celui des Grottes il y a eu un premier tri et classement du patrimoine archivistique et documentaire de Lestime, qui se compose aujourd'hui de flyers, affiches, revues, correspondances, dossiers de presse, documentation, photos, films⁴⁹, catalogues d'expositions, etc. Alors que la plupart des ouvrages du centre de documentation sont disponibles à la consultation, l'archive n'est pas ouverte au public à cause notamment du manque d'un espace adéquat, d'une charte de consultation pour la protection des données et d'un inventaire.

2.2. Dialogai

Dialogai est une association militante et de visibilité qui a vu le jour en 1982. En tant qu'association homosexuelle, elle se propose d'être un lieu d'écoute, de convivialité, de partage, de rencontre, d'information, d'accueil et de conseils. Dialogai travaille sur l'intégration des gays dans la société en tant que citoyens à part entière. Son action tend autant vers la reconnaissance des gays, que vers la défense des homosexuels victimes de discriminations ou d'agressions physiques ou verbales tant dans le milieu professionnel que social, familial, environnemental, légal et dans tous les aspects de la vie. Dialogai est également une Antenne de l'Aide suisse contre le sida et, à ce titre, lutte contre l'épidémie de VIH/sida par des actions de terrains et de prévention, à travers deux programmes principaux et actions : le *Projet Santé gaie* et le centre médical *Checkpoint*.⁵⁰

Etat des archives

⁴⁸ Cf. <https://www.lestime.ch/>.

⁴⁹ Nous signalons notamment le film de Carole Roussopoulos *Qui a peur des Amazones?* (2003), qui porte sur l'histoire de Lestime.

⁵⁰ Cf. <http://www.dialogai.org/>.

A la suite d'un problème d'inondation et d'une attaque de rats dans l'ancienne cave, les archives de Dialogai ont été déplacées et triées pour sauvegarder tout ce qui restait en bon état. Les archives, conservées actuellement dans les locaux de l'association dans un endroit plus sûr, ont fait l'objet par le passé d'un travail d'inventariage, travail qui n'a pas été achevé. L'association reçoit régulièrement des demandes de consultation d'archives de la part d'étudiant-e-s ou de chercheur-e-s pour la réalisation de travaux de recherche, qui accèdent donc à la consultation des fonds sans pour autant disposer d'un inventaire. Ces demandes régulières témoignent de l'intérêt de la communauté scientifique vers l'histoire des luttes homosexuelles à Genève.

Dans les archives nous retrouvons un classement thématique (santé sexuelle), par support (flyers, drapeaux, fax) et chronologique (2002-2010). Les documents dont les archives disposent sont la revue *Dialogai info*, les journaux étrangers (notamment les *Tetus* et les *Gaipied*), des flyers, des affiches, des boîtes concernant la Pride 2004, Totem 2006-2012, les tee-shirts et les drapeaux. Les consultations du Check Point sont par contre complètement anonymes et confidentielles et ne sont absolument pas ouvertes à la consultation. L'étendue des archives de Dialogai correspond à environ 15 mètres linéaires.

D'après la personne interrogée, entre 2005 et 2006 à Dialogai se réunissaient deux groupes: « Salon Roulem » (groupe de gay arabes) et « Jardin d'Ebene » (groupe de gays noirs)⁵¹, dont les membres ne sont plus actifs aujourd'hui à Genève. Au terme de cette enquête, nous n'avons pas pu avoir accès aux membres ou responsables de ces groupes. Toutefois, si une récolte de témoignages plus avancée se met en place, il est possible d'être en lien avec ces personnes. Toujours d'après la personne interrogée, il est possible que les HUG aient des documents au sujet des « Cahiers noirs des HUGS » au début des années sida (1983 et suivantes).⁵² Notre enquête conseille également de se renseigner auprès de l'ASS (Aide suisse contre le sida) et auprès de l'OFSP (Office Fédérale de la Santé Publique).

2.3. 360

L'Association 360 travaille depuis sa fondation en 1998 au dialogue entre les personnes gay, lesbiennes, bisexuelles, transgenres, hétérosexuelles, leurs proches, familles, ami-e-s ainsi qu'avec la société dans ses multiples composantes. Elle lutte contre les exclusions et les discriminations sociales, juridiques, professionnelles ou de toute autre nature fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre. 360 s'investit également pour faire connaître les enjeux liés à l'homoparentalité, les questions trans*, la bisexualité et les aîné-e-s LGBT au travers d'actions, d'événements, de sensibilisations et de formations. Elle constitue une plateforme d'accueil, de discussion et de soutien à travers ses différents groupes: *Homoparents*, *Bi*, *Trans**, *Tamalou* (gays aînés) et *Babayagas* (lesbiennes seniors), et à travers son service juridique.

L'Association 360 a également deux associations « sœurs ». Le magazine 360° (papier et en ligne 360.ch) paraît dix fois par an depuis 1998. Il est disponible dans près de 300 lieux partenaires à travers la Suisse, ainsi qu'en France voisine. 360 Fever organise régulièrement

⁵¹ Voir aussi Bonjour, Richard (2018). *Dialogai*

⁵² Par exemple, les *Cahiers noirs* des HUGS rédigés par Dialogai en 1995, dénonçaient le fait que pendant les années sida les homosexuels avaient une chambre à part dans les hôpitaux.

des soirées gay, lesbiennes, bi, trans et hétéro-friendly en Suisse romande, dont les recettes sont au bénéfice de l'Association 360⁵³.

Etat des archives

Les archives de 360 sont très riches et diversifiées, compte tenu du spectre large des activités des 3 associations. On trouve par exemple des productions pour les activités publiques des différents groupes de l'association (flyers, affiches, autocollants et divers d'informations des groupes); des documents de travail pour le volet formation et sensibilisation auprès des professionnel-le-s et dans les écoles; des matériels de manifestations diverses, comme la Pride ou de la Journée du Souvenirs Trans* (pancartes, tee-shirts, badges, porte-clés, etc...); de la documentation et des ouvrages sur la transidentité; des matériels des soirées Fever (décorations, costumes, affiches et flyers des soirées); des documents audiovisuels (photographies, enregistrements vidéos, photo des soirées Fever, vidéos du groupe trans*); des magazines 360° depuis sa création en 1998⁵⁴ ainsi que les archives du magazine en ligne; les archives administratives de l'association 360, du magazine et des soirées.

Ces archives se situent dans les locaux des associations, au 36 rue de la Navigation, mais les divers documents sont dispersés et souvent conservés selon des critères propres à chaque association ou groupe. D'après les membres du comité de l'Association 360 interrogé-e-s ainsi que l'ancienne coordinatrice du groupe trans*, un travail conséquent de recherche et de tri des documents est nécessaire pour retrouver les documents, et pour évaluer ce dont l'association est prête à se séparer ou non. D'autres part, une partie des documents est confidentielle et reste comme documents de travail interne (ex. les dossiers de la permanence d'accueil et de la permanence juridique, les documents de travail des ateliers de sensibilisation). L'étendue des archives correspondrait à environ 15-20 mètres linéaires tous documents confondus. La particularité de 360, par rapport aux autres associations, est qu'elle conserve beaucoup d'archives matérielles issues des soirées 360 Fever et des manifestations, ce qui mériterait une réflexion à part sur leur visibilité et valorisation.

2.4. Fédération genevoise des associations LGBT

Initié en 2004 lors de la préparation de la Pride romande à Genève, le travail commun des quatre associations lesbiennes, gaies, bi et trans* (LGBT) genevoises, à savoir 360, Dialogai, Lestime et Think Out, se concrétise par la création, le 18 mars 2008, de la *Fédération genevoise des associations LGBT*. Comme la Fédération l'explique, ce regroupement a été accéléré par deux événements catalyseurs : d'une part, les affiches diffamatoires d'un parti politique suisse contre les couples partenariés ; d'autre part, l'exposition «Enlevez les étiquettes», portant sur les témoignages des jeunes LGBT. Ces événements démontraient qu'il y avait urgence à attirer l'attention des institutions sur l'impact dangereux de l'homophobie et de la transphobie sur cette population. En outre, la Fédération est mandatée par le Département de l'Instruction publique, de la Formation et de la Jeunesse du Canton de

⁵³ Cf. <https://association360.ch/>.

⁵⁴ Il est intéressant de noter qu'on trouve dans les centres d'archives et de documentation LGBT étrangers, à Amsterdam par exemple, les magazines 360°, ce qui marque l'aura internationale du magazine.

Genève (ci-après DIP) pour la mise en place d'un programme d'actions de formation et de sensibilisation contre l'homophobie et la transphobie en milieu scolaire⁵⁵.

Etat des archives

Vu que la Fédération ne possède pas ses propres locaux, la plupart de ses archives se trouvent en ligne et sont donc accessibles au public. Ce qui n'est pas mis en ligne est conservé dans des classeurs répartis entre les locaux de *Lestime*, *Dialogai* et 360. La numérisation relève donc d'un choix logistique dû au manque d'espace physique. Parmi les archives en ligne de la Fédération, nous trouvons la documentation (affiches, photos, programme, bilan) relative aux "*Premières Assises contre l'homophobie à Genève*" (4/5 septembre 2009, Uni Mail). Il s'agissait de deux journées de conférence réunissant les organismes et institutions publiques ayant un lien direct avec la jeunesse genevoise et les milieux de l'éducation. Des projets de lutte contre l'homophobie et de la transphobie ont été mis en place suite aux assises, qui ont représenté un moment fort dans l'histoire des associations LGBT genevoises⁵⁶.

2.5. Aspasia

Aspasia est une association suisse de solidarité et de défense des travailleur.x.es. du sexe. Elle est fondée en 1982 à Genève sous l'impulsion de travailleuses du sexe (dont Grisélidis Réal, écrivaine, peintre, prostituée et militante très engagée) et autres personnes concernées. Le nom de l'association fait référence à Aspasia, une célèbre courtisane et compagne de Périclès en Grèce antique dans la seconde moitié du V^e siècle. Ses missions consistent à approcher la prostitution en tant que réalité sociale; prévenir l'exclusion sociale et promouvoir la santé des personnes qui exercent le travail du sexe; être un lieu de réflexion, d'échange, d'action et de défense par des interventions individualisées et des actions collectives.⁵⁷

La spécificité du travail du sexe et des luttes et activités de Grisélidis Réal et de l'association les placent en léger décalage par rapport aux milieux LGBTIQ. Toutefois, comme nous avons pu constater au cours de cette recherche, de multiples liens entre Aspasia et les associations LGBTIQ ont historiquement existé. Par exemple, dans le sillage des luttes liées au sida, des collaborations existent avec *Dialogai*, entre autre sur le thème du travail du sexe masculin ; des connexions ont été également établies entre le groupe trans* de l'association 360 et les travailleur.x.es. du sexe trans* d'Aspasia sur le thème des transidentités. Ces collaborations sont par ailleurs attestées par la présence de documents conservés par Aspasia.⁵⁸

Etat des archives

Grisélidis Réal, fondatrice du *Centre de documentation internationale sur la prostitution*, a permis de réunir une documentation de référence sur cette thématique (coupures de presse, revues, correspondance, livres, travaux de recherche, films, photos, affiches, etc.) avec l'intention de créer une base de données et une mémoire collective. A sa mort, en 2005, ses

⁵⁵ Cf. <https://federationlgbt-geneve.ch/>.

⁵⁶ Cf. Parini Lorena (2012) « Les premières Assises genevoises contre l'homophobie », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 31, n. 1, pp. 116-120.

⁵⁷ Sur l'histoire d'Aspasia cf. le mémoire de Coline de Senarclens (2010): *Putain de militance, L'Association Aspasia, un espace de mobilisation prostituée, 1982--1990, Etudes genre, Université de Genève*.

⁵⁸ Cf. <https://www.aspasia.ch/>.

enfants ont trié les objets et documents laissés par leur mère et ont constitué deux lots: le premier, qui concerne les activités artistiques et privées de Grisélidis Réal, a été vendu aux *Archives littéraires* de la Bibliothèque nationale de Berne; le deuxième, qui concerne la vie militante de Grisélidis Réal, ainsi que toutes ses archives relatives au travail du sexe, a été confié à Aspasia, et fait actuellement partie du *Centre de documentation internationale sur la prostitution*, qui se trouve rue Amat 6. Depuis, les archives Grisélidis Réal ont fait l'objet d'un travail de traitement et d'archivage professionnel, grâce à des financements publics et privés. Pour les archives d'Aspasia, le travail de traitement reste encore à faire.

L'étendue des archives Grisélidis Réal correspondent à environ 18 mètres linéaires, alors que pour les archives d'Aspasia, au moins pour la partie qui nous était visible lors de notre rendez-vous, nous avons compté environ dix mètres linéaires.

2.6. Groupe sida Genève

Fondé en 1987, le *Groupe sida Genève* est une association privée de lutte contre le sida, antenne régionale romande de l'Aide suisse contre le sida et membre de la Coalition internationale sida PLUS. Son mandat comprend des projets de prévention, sensibilisation et de soutien aux personnes touchées. Soutenu principalement par les collectivités publiques genevoises, le Groupe sida Genève participe activement à la coordination entre les associations de lutte contre le sida et collabore avec les institutions publiques ou privées du réseau social et de santé à Genève. En tant qu'antenne régionale romande de l'*Aide suisse contre le sida*, le Groupe sida Genève s'intègre également dans le réseau national de lutte contre le sida et transmet les directives et campagnes nationales tout en les adaptant aux spécificités de la population genevoise.

L'association *Groupe sida Genève* a un champ d'action transversal. Elle recouvre également des questions qui touchent les personnes LGBT, et notamment G, B et T.⁵⁹

Etat des archives

Dans le but d'optimiser l'espace de ses locaux, mais aussi dans un souci de mémoire et d'archivage, l'association fait régulièrement du tri et du rangement dans la documentation produite selon des critères précis. Les archives de l'association se composent d'archives administratives (comptabilité, financement des différents projets); d'archives visuelles (affiches, flyers, brochures); et d'archives relatives aux activités, aux événements et aux campagnes de prévention et de sensibilisation qui remontent jusqu'aux années 1980. Certaines de ces campagnes sont en lien avec l'homophobie. Parmi les archives conservées par l'association, il y a aussi les numéros de la revue trimestrielle *Remaides Suisse*, disponibles également en ligne.⁶⁰

Les archives visuelles, des activités et des campagnes sont consultables sur place. Par contre, la documentation en lien avec les dossiers des personnes venant en consultation pour le soutien psycho-social ou juridique est strictement protégée par la Loi fédérale sur la protection des données, et donc n'est pas accessible au public.

⁵⁹ Cf. <http://www.groupesida.ch/>.

⁶⁰ Cf. <http://www.groupesida.ch/ressources/remaides/>.

2.7. ILGA

L'ILGA est la fédération mondiale des organisations nationales et locales qui se consacrent à faire appliquer l'égalité des droits pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes (LGBTI). Créée en 1978, l'ILGA bénéficie d'un statut consultatif au Conseil économique et social de l'ONU (Ecosoc). Elle s'exprime et milite dans les forums internationaux au nom de plus de 1 500 organisations membres de 150 pays différents, qui sont basés dans ses six régions : Pan Africa ILGA (Afrique), ILGA Asia (Asie), ILGA-Europe, ILGALAC (Amérique latine et Caraïbes), ILGA North America (Amérique du Nord) et ILGA Oceania (Océanie). L'objectif de ILGA est de représenter la société civile LGBTI au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales; de soutenir ses membres et d'autres organisations dans leurs démarches de promotion et de protection des droits humains; de sensibiliser et informer les institutions, le gouvernement, les médias et la société civile par l'intermédiaire de plaidoyers et de recherches.⁶¹

Etat des archives

Les archives d'ILGA, qui a transféré son siège mondial à Genève en 2014, sont réparties entre les différents sièges à Bruxelles, Amsterdam (Institut d'histoire sociale) et Londres. En vue des 40 ans d'ILGA, un travail de collecte des archives personnelles est en cours. Notre informateur tient à préciser qu'ILGA n'est pas tellement liée au contexte militant genevois (même si des militant-e-s genevois-e-s ont pris part dans le passé à ILGA) mais à la présence des Nations Unies.

Une partie importante de la documentation produite par les différentes activités d'ILGA est systématiquement digitalisée. Par exemple, les comptes rendus des réunions des conférences mondiales ou européennes, événements qui rythment l'agenda et la vie de la fédération, sont digitalisés. La documentation en format papier est conservée dans des classeurs dans les différents bureaux internationaux. Notre informateur n'était pas en mesure de nous dire précisément au moment de l'entretien ce qui pouvait se trouver à Genève. Toutefois, il nous a indiqué le nom d'un militant genevois qui était susceptible d'avoir des documents concernant l'ILGA, ce qui s'est révélé être le cas.

2.8. Transgender Network Switzerland

Transgender Network Switzerland (TGNS) est l'association suisse des personnes trans*, c'est-à-dire qui s'identifient comme transgenres, transsexuelles ou transidentitaires. Fondée en 2010, TGNS représente au niveau national les intérêts de toutes les personnes qui ne s'identifient pas au genre qu'elles ont reçu à la naissance. Au-delà de son travail politique, l'association a pour mission de mettre en réseau les personnes trans* et leurs organisations locales, ainsi que d'informer et de sensibiliser à la fois les médias et le grand public sur toutes les questions ayant trait à la transidentité. En outre, TGNS accompagne et soutient les personnes trans* et leur entourage dans leur parcours individuel. TGNS est principalement active en Suisse, mais cherche également à établir des connections internationales, c'est pourquoi elle est membre de *Transgender Europe*.⁶²

⁶¹ Cf. <https://ilga.org/>.

⁶² Cf. <https://www.tgns.ch/fr/>.

Il semblerait qu'avant la naissance de TGNS les personnes trans* étaient peu visibles voir invisibles sur la scène associative ou militante, et que leurs revendications étaient portées par d'autres associations. Avec l'émergence de TGNS en 2010 la visibilité trans* débute au niveau fédéral, accompagnée d'une prise de parole autonome. A Genève, avant 2018, il n'existait pas d'association de personne trans*. La seule expérience de regroupement qui existait était le groupe trans* au sein de 360. C'est en effet en 2018 que l'association Epicène, fondée par Lynn Bertholet, a vu le jour. Par ailleurs, en 2017 un groupe indépendant et non subventionné de personnes trans* et non binaires a été créé.

Etat des archives

TGNS est une association relativement jeune. N'ayant pas pu avoir plus d'informations sur les archives physiquement conservées par TGNS et/ou par ses membres, ni sur la présence d'archives genevoises, nous faisons référence à leur site Internet pour signaler des documents téléchargeables sur les questions trans*, rédigés tous (ou pour la plupart) par des personnes directement concernées. Ces archives en ligne comprennent des communiqués de presse depuis 2010 ; des articles faisant référence à l'association parus dans les médias; une guide linguistique s'adressant aux professionnel-le-s des médias qui présente les formulations respectueuses pour parler des personnes trans*; un guide pour les proches de personnes trans*; d'autres brochures d'informations et quelques références bibliographiques sur les transidentités.

3. Militant-e-s

Au cours de cette enquête, sur 13 demandes d'entretiens envoyées à des militant-e-s, nous avons pu effectuer 8 entretiens exploratoires avec des personnes actuellement actives ou l'ayant été par le passé dans l'espace militant LGBTIQ genevois. Parmi ces 8 personnes, nous avons rencontré 2 hommes cisgenres gays, 5 femmes cisgenres lesbiennes et une personne trans*. Compte tenu de notre méthode de prise de contact et le but de l'enquête, il s'agit principalement de membres d'associations institutionnelles genevoises. Nous avons également interrogé une professeure de l'Université de Genève qui a initié la mise en place de cours sur les études gaies et lesbiennes à l'Université⁶³. Si c'était pertinent, nous avons parfois interrogé les salarié-e-s des associations au sujet de leurs archives personnelles, notamment pour connaître leur rapport à l'archive et ce qui pouvait constituer une motivation à conserver des traces de l'engagement militant ou non.

Les personnes interrogées ont commencé à militer à la fin des années 1970-début 1980, mais surtout à la fin des années 1990 et le début des années 2000. Ils et elles ont en moyenne 40-50 ans (la personne la plus jeune ayant la trentaine et la plus âgée, plus de 70 ans). Par ailleurs, comme nous avons commencé nos prises de contact en passant par les associations, nous avons été en contact avec des personnes actuellement actives, encore en lien avec les associations aujourd'hui ou qui sont les plus connues dans les réseaux. On peut également noter la quasi absence de militant-e-s bi-e-s, intersexes, trans* et racisé-e-s parmi les personnes interrogées. Ceci est en partie dû au biais de sélection des entretiens : comme les

⁶³ Cet entretien a montré le lien étroit qui existe entre la production de savoirs et la militance, et a révélé une autre dimension de lutte: celle pour la reconnaissance de la légitimité des études gays et lesbiennes à l'Université de Genève. Le premier séminaire sur les politiques des sexualités au sein des sciences sociales date de 2010.

militant-e-s bi-e-s, intersexes, racisé-e-s et trans* sont minoritaires au sein des associations LGBTIQ, ce ne sont pas les premières personnes avec qui nous avons pu être en contact. De plus, les espaces militants bies, trans* et intersexes ne sont pas structurés de la même manière que les espaces gays et lesbiens, et chacune des identités politiques ont leur histoire militante propre qui influe nécessairement sur les archives. En outre, ce biais de sélection influe aussi sur la récolte des archives puisqu'il peut être difficile de se remémorer les noms des personnes actives il y a 20 ans avec qui on a perdu contact. Les personnes dont on se rappelle seront les plus marquantes ou celles avec qui on a encore des liens directs ou indirects.

Au cours de quelques entretiens, nous avons pu remarquer la difficulté à se remémorer les noms des personnes actives il y a plus d'une dizaine d'années, aujourd'hui parties vivre ailleurs, retournées dans leur pays d'origine, ou qui n'ont simplement plus de liens avec le milieu LGBT aujourd'hui. D'ailleurs, une partie des personnes absentes aujourd'hui – dont les effets et documents personnels n'ont pas pu être recueillis avant leur départ – sont notamment des personnes réfugiées. A Genève, ville internationale et de migration, cet élément est particulièrement important. C'est pourquoi une partie des archives des luttes LGBT genevoises se recoupe avec celles des luttes internationalistes, celles des archives des organisations internationales présentes à Genève et la constitution des fonds dépend également des politiques migratoires des années concernées.

Archives individuelles et rapport à l'archive

Parmi les documents que les militant-e-s ont dit avoir en leur possession, il y a essentiellement :

- des flyers de manifestations, de prides, d'événements festifs qui se déroulaient dans les lieux de fêtes, des articles de presse ;
- des photographies et des vidéos de ces événements.

L'ensemble représente approximativement 15 mètres linéaires.

Lorsqu'on les interrogeait sur les documents qu'elles auraient conservés, presque toutes les personnes ont répondu, soit qu'elles avaient déjà donné tous les documents sauf les photographies, entre autres à *Lestime* et *Dialogai*, soit qu'elles n'avaient « rien » conservé. Les raisons mentionnées étaient qu'elles avaient dû faire du tri lors d'un déménagement, ou « qu'elles n'étaient pas des personnes qui conservaient ». Une personne interrogée a par exemple affirmé : « je n'ai pas l'âme d'une historienne ». Parmi celles qui disent avoir déjà donné leurs documents, il s'avère qu'elles sont quasiment toutes des femmes lesbiennes.

Aussi, les entretiens sont des moments où des souvenirs émergent, des activités militantes oubliées reviennent à la mémoire. C'est pourquoi il n'a pas toujours été possible pour les personnes que nous avons interrogées d'avoir une idée précise des documents qu'elles avaient conservés chez elle, jetés ou donnés à une association. Anecdote marquante, une des personnes interrogées a retrouvé des documents après l'entretien. Ceci est particulièrement intéressant à retenir en vue de la démarche de récolte qui suivra cette enquête préliminaire, comme il est expliqué dans les recommandations du présent rapport.

Par ailleurs, une personne interrogée cherche actuellement à déposer ses documents personnels concernant son engagement pour la cause gay. Pour elle, le choix du lieu est un enjeu important et ses réflexions démontrent un rapport à l'archive et à la mémoire conscient

et construit. Son choix de lieu de dépôt oscille entre différentes institutions selon les critères suivants :

- la pérennité du lieu : si elle dépose ses archives dans les espaces existants, quelles sont ses garanties que les documents seront toujours disponibles dans 10 ans, si les financements ne sont pas pérennes pour assurer leur conservation par exemple ;
- L'accessibilité : cette personne voulait pouvoir déposer ses archives avec la garantie que l'accès soit possible à toutes personnes intéressées, et notamment des étudiant-e-s ou chercheur-e-s. Par exemple, elle trouvait important que, si des archives gays étaient regroupées avec des archives lesbiennes, il faudrait que l'accès y soit possible pour les hommes ;
- La localité : des archives romandes devraient être accessibles à des personnes intéressées (en dehors des étudiant-e-s), ce qui lui semble difficile si elles sont conservées à Zurich.

En outre, lors des entretiens, nous avons questionné nos interlocuteurs et interlocutrices sur la question du regroupement des archives gays, lesbiennes, trans* au sein d'un même lieu. Pour la plupart, ils et elles y voyaient une pertinence – voire tenaient à ce que ce soit le cas si des archives devaient se constituer –, notamment en raison d'une histoire de lutte commune. Toutefois, une préoccupation importante a été notée par certain-e-s: comment assurer une place et une visibilité aux minorités dans la minorité, notamment aux lesbiennes et aux personnes trans* ? Comment rendre visibles, au sein d'archives, les enjeux et les histoires propres à chacune des identités ?

Cette préoccupation est à mettre en relation avec le constat suivant : les archives des luttes lesbiennes à Genève sont actuellement les archives les plus constituées, c'est-à-dire que les luttes lesbiennes à Genève ont le plus de documents traités, classés et inventoriés, en comparaison aux archives des luttes gays et trans*. En effet, actuellement, on trouve un certain nombre de documents des groupes concernant les luttes lesbiennes des années 1970 et 1980 au sein des archives du MLF. A Lestime, il semblerait également qu'il y ait des documents personnels et ceux du Centre Natalie Barney, mais ces archives restent encore à traiter. Cette différence provient entre autres de l'affiliation des groupes lesbiens aux luttes féministes, notamment au MLF, dont les archives sont elles-mêmes bien constituées.

Une autre explication sociologique de ce constat est probablement à chercher dans la manière dont le genre structure à la fois l'engagement militant – la manière dont il est perçu individuellement et ce qu'il rapporte – mais aussi comment il structure le rapport à la mémoire collective et individuelle. Avoir conscience de faire partie d'un mouvement historique, au moment même où on y participe, avoir conscience de l'importance de son engagement individuel, avoir le besoin de laisser sa trace est différent selon le genre. Les femmes intériorisent davantage la valeur de l'engagement désintéressé pour une cause et le don de soi étant une valeur aussi davantage intériorisée par les femmes. Les militantes agissent plus dans l'ombre et laissent moins de traces que les militants⁶⁴. Toutefois, ce ne semble pas être le cas pour les militantes lesbiennes et féministes genevoises. Comme une des interviewées l'a dit au début de son entretien : « la question des archives nous a toujours habitées ». Cette différence au niveau des archives genevoises serait-elle due à une conscience des lesbiennes

⁶⁴ Sur le potentiel heuristique qu'implique la prise en compte du genre dans l'étude de la dimension sexuée des clivages qui traversent, structurent et organisent les pratiques militantes, voir Fillieule Olivier, Roux Patricia dir. (2009), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po.

de leur invisibilité en tant que femmes au sein du mouvement homosexuel et en tant que lesbiennes au sein du mouvement féministe et donc de l'importance de faire soi-même ses traces au risque d'être effacées ? Proviendrait-elle d'une volonté, à un moment donné, d'affirmer une place et des enjeux propres au sein des mouvements féministe et homosexuel, notamment distincte de celles des féministes hétérosexuelles, donc de constituer un récit collectif propre aux lesbiennes ?

Dans le même ordre, la place des militant-e-s trans* dans l'espace militant LGB genevois est aussi spécifique. Si les personnes trans* ont toujours été présentes au sein des espaces militants et communautaires gays et lesbiens, c'est plus récemment que les militant-e-s trans* au sein des associations affirment une plus grande autonomie et une plus grande visibilité au sein de la communauté LGBTIQ Genevoise. Par exemple, un militant interrogé nous disait que très peu de membres de Lestime savent que 2 des personnes en charges de la coordination ont été des personnes trans* et que des rencontres de personnes trans* avaient lieu au sein de Lestime. La faible présence des archives de militant-e-s trans* résulte donc en partie de cette invisibilité structurelle : les archives des luttes trans* sont à la fois fondues dans celles des archives gays et lesbiennes, tout en ayant leur propre parcours lié à l'histoire sociale et politique de la transidentité en Suisse.

Un autre élément intéressant que ces premiers entretiens ont pu mettre à jour est l'importance des liens interpersonnels, amicaux ou amoureux, dans les espaces militants LGBTIQ. Ceci produit alors une interconnexion importante entre les militant-e-s et donc entre les collectifs et les associations. Cet aspect laisse également une part importante aux enjeux affectifs dans la composition et la structuration des espaces militants, que des documents écrits ou purement institutionnels ne laissent pas forcément entrevoir. De plus, ces liens interpersonnels entre individus composant les associations ou autres collectifs sont d'autant d'éléments qui impactent la récolte des documents et donc la composition des archives LGBTIQ.

En outre, paradoxalement, si les personnes que nous avons interrogées semblent avoir conscience de l'importance et du rôle de la mémoire pour construire une identité collective et donc une communauté LGBTIQ, ainsi que de celle de transmettre une mémoire des luttes par les premier-e-s concerné-e-s, individuellement, elles ne conservent pas forcément les traces de leurs engagements. En outre, pour le militant trans* interrogé, l'histoire orale a une place importante dans l'histoire des mouvements LGBTIQ et notamment lesbiens et trans*. En effet, quand peu de traces matérielles ou écrites existent, les souvenirs des militant-e-s demeurent. Plusieurs questions apparaissent alors : faut-il creuser davantage derrière le « je n'ai rien conservé » pour faire émerger des documents et objets qui paraissent tellement anodins et banals qu'ils sont oubliés et considérés comme dénués d'une valeur suffisante pour faire partie de la mémoire des luttes ? Faut-il sensibiliser les individus et les militant-e-s à l'importance de conserver des traces, même celles qui paraissent inutiles ? En outre, pour les plus jeunes, pour qui la socialisation militante s'est faite à l'époque du numérique et de la dématérialisation, comment conservent-ils/elles des traces de leur engagement ? Quels outils mettre en place pour préserver cette mémoire dès aujourd'hui ?

Quelques recommandations

Ces premiers éléments d'analyse nous amènent à formuler des recommandations et propositions d'outils pour la constitution d'archives LGBTIQ à Genève :

- Faire un travail de sensibilisation et de conscientisation sur la conservation des documents personnels auprès des (non) militant-e-s LGBTIQ genevois;
- Approfondir les recherches sur le rapport (cis)genré hétéro-normé à l'archive et à la mémoire militante pour comprendre de quelle manière il influence la constitution des archives LGBTIQ à Genève, et donc savoir comment le prendre en compte dans la pratique archivistique pour lutter contre l'invisibilisation. Il serait intéressant de savoir si le rapport à l'archive change en fonction de la socialisation lesbienne, gay ou trans*;
- Faire un appel à témoignages oraux pour pallier les rapports de pouvoir et enjeux de légitimité qui tendent à invisibiliser les minorités (personnes trans*, bies, intersexes, racisées) au sein des espaces militants LGBTIQ mais aussi aux seins des archives en général, ainsi que les personnes anonymes ou qui ne sont plus actives aux seins des réseaux associatifs aujourd'hui. La récolte de témoignages oraux permettrait également de pallier la perte des documents et à l'absence de conservation par les militant-e-s de leurs archives personnelles, et dans le même temps d'accorder une place plus importante à l'oralité et à l'« archive vivante » au sein des archives LGBTIQ genevoises. Ceci permettrait de « queeriser » les archives⁶⁵.
- Elargir la récolte des documents à des personnes actives en dehors des réseaux associatifs ou institutionnels, ainsi que des militant-e-s plus âgé-e-s. L'appel à témoignage serait aussi un outil utile pour cela.

4. Archives LGBTIQ en Europe

L'intérêt pour la mémoire et la conservation de documents des mouvements LGBTIQ est présent ailleurs en Europe et en Amérique du Nord et ceci depuis le début des années 1980 pour les plus anciens. Rien qu'aux Etats-Unis, il existe une trentaine de centres d'archives ou de documentation sur les questions LGBTIQ⁶⁶.

En explorant différentes structures étrangères, institutionnelles ou associatives en Europe, il s'agit notamment de faire un état des lieux (non-exhaustif) des modalités existantes des espaces d'archivage et leur fonctionnement. Ces expériences étrangères pourront alors apporter des pistes inspirantes pour la situation genevoise.

4.1. France

En France, il existe un centre institutionnel, plusieurs archives associatives, ainsi que des archives en ligne concernant les questions LGBTIQ, et un centre d'archives et de documentation spécialisé, l'Archives, Recherches et Cultures lesbiennes (ARCL) de Paris⁶⁷. Par ailleurs, depuis une vingtaine d'année, plusieurs tentatives ont été mises en place pour

⁶⁵ Comme le dit Sam Bourcier *"ce n'est pas simplement pour faire de l'histoire orale en complément. C'est pour réduire les zones de silences qui viennent, prévisibles et qui nous sont déjà infligées par les archives institutionnelles et straight."* Voir <https://archiveslgbtqi.fr/notre-philosophie-de-larchive/> (dernière consultation le 05.02.2019).

⁶⁶ Camille Briquet (2018). *Aux marges de l'archivage: les questions LGBTIQ, comment archiver une culture underground*, Mémoire de DUT, et le site de ILHA: <https://www.ihlia.nl/informatiebalie/links/>.

⁶⁷ Voir le répertoire en ligne de l'Académie Gays et Lesbiennes pour la liste complète et à jour. <http://www.archiveshomo.info/ressources-lgbt/annuaire-france.htm>. (dernière consultation le 19.12.2018).

créer un centre d'archives LGBTIQ nationales, basé à Paris, qui regrouperait l'ensemble des fonds existants dans un lieu unique. Toutefois, notamment en raison des blocages institutionnels ainsi que des conflits intra-communautaires⁶⁸, le projet n'a pas réellement abouti et seul un box de stockage de 40 mètres cubes pour préserver les archives les plus fragiles a été mis à disposition par la Mairie de Paris. Le projet de Centre d'archives est aujourd'hui porté par le collectif *Archives LGBTIQ*, composé de d'individus et d'associations LGBTIQ, qui a repris les négociations avec les pouvoirs publics⁶⁹. Actuellement, la première demande est l'obtention d'un local pérenne pour assurer la collecte et l'accès au public des archives. Le collectif organise également des événements autour des enjeux de la transmission de la mémoire LGBTIQ et de la constitution d'archives LGBTIQ.

Le *Point G* est un centre institutionnel de ressources sur le genre de la Bibliothèque Municipale de Lyon. Il a été créé en 2006 suite au dépôt par un militant gay, Michel Chomarat, de ses documents personnels récoltés sur les thématiques gays et lesbiennes⁷⁰. Ses collections sont composées de ressources actuelles, mais aussi de documents d'archives sur les thématiques du genre en général et pas uniquement sur les questions LGBTIQ (théorie queer, homosexualité, transidentité, luttes féministes et lesbiennes etc.). Le fonds d'archives est principalement constitué du Fonds Chomarat, d'une taille d'un peu plus de 1'000 mètres linéaires (plus de 30'000 documents tels que des ouvrages anciens, affiches, fanzines et périodiques, bulletins associatifs etc...) et de quelques autres dons privés. Le point G est intégré à la Bibliothèque Municipale de Lyon et reçoit donc des subventions publiques depuis 2014 pour un poste à temps plein en charge de gérer le Centre. En outre, le fonds Chomarat est géré à temps plein par un bénévole. Cependant, d'après l'analyse de la chercheuse Camille Briquet, le Point G ne dispose actuellement pas des ressources nécessaires pour assurer correctement le traitement de ses archives et cet aspect est moins développé que l'aspect documentation.

L'ARCL est un centre de documentation et d'archives non-mixte lesbien et féministe hébergé par la Maison des Femmes de Montreuil, à Paris. Il a été créé en 1983 et il est issu des mouvements militants autonomes lesbiens féministes des années 1980⁷¹. L'ARCL rassemble quelques milliers d'ouvrages sur les questions lesbiennes et de genre, des journaux internationaux, ainsi que du matériel de manifestations (photos, tracts, affiches, coupures de presse etc...) sur différentes thématiques développées selon l'implication et les intérêts des membres du collectif. Le centre possède également des documents audiovisuels, et des thèses et mémoires. Les fonds sont alimentés principalement par des dons privés. L'ARCL est une association actuellement gérée par un collectif non-mixte de femmes lesbiennes d'environ 8 personnes bénévoles. En outre, en raison de son appartenance politique féministe lesbienne radicale, l'accès aux archives est aussi non-mixte, c'est-à-dire que les hommes (cis-genres) n'ont pas accès aux archives. L'association ne semble pas avoir de postes rémunérés et le travail de traitement des documents est visiblement assuré bénévolement. Ses financements proviennent d'une subvention publique de la Mairie de Paris, mais principalement des cotisations des adhérentes.

⁶⁸ Briquet, Camille (2018). *Aux marges de l'archivage: les questions LGBTIQ, comment archiver une culture underground*, Mémoire de DUT: 36-44.

⁶⁹ Voir les 12 priorités du collectif <https://archiveslgbtqi.fr/nos-12-priorites/>.

⁷⁰ Briquet, Camille. Ibid: 46-51.

⁷¹ <http://www.arcl.fr/lassociation/histoire-de-lassociation/>.

Le plus grand fonds en terme quantitatif est le Conservatoire des archives et mémoires LGBT, géré par l'association Archives gays et lesbiennes. Cette association a été créée en 2001, à l'initiative personnelle d'un militant gay, Phan Bigotte. Ce lieu d'archivage est composé de documents d'archives papiers (coupures de presse, journaux grand public ou spécialisés) d'organisation ou d'individus, de matériels de manifestation (flyers, tee-shirt, banderoles etc...), mais aussi d'ouvrages spécialisés scientifiques sur les questions de genre et de sexualité (14'000 thèses, ouvrages de références, monographies) ainsi que plusieurs centaines de cartes, plans, guides et annuaires. Actuellement, ces archives sont conservées au domicile du président de l'association et ne sont pas accessibles au public. De plus, l'association se trouve face à un réel problème d'espace et de conservation, les normes de conservation n'étant pas respectées. Pour pallier au problème de l'accès au public, une partie des fonds est numérisé et un "service à distance" est organisé (photocopies et scan des documents par exemple). Enfin, l'association ne reçoit pas de subvention et ce fond d'archives est géré uniquement par des bénévoles.

4.2. Berlin

En Allemagne existent 11 centres d'archives LGBTIQ généralistes ou spécifiques (lesbiens, trans ou intersexes)⁷².

Schwules Museum

A Berlin, le *Schwules Museum*, créé en 1985 au sein du Musée de Berlin, possède une bibliothèque et un centre d'archives et de recherches. Le Musée prend son origine dans une exposition intitulée "*Eldorado – the History, Everyday Life and Culture of Homosexual Women and Men 1850-1950*" mise en place par des étudiants gays et un groupe d'activistes lesbiennes. Après le succès de l'exposition, le musée a été créé comprenant une bibliothèque et des archives. Le fonds d'archives comporte actuellement environ 1'500'000 documents sur les cultures et les luttes LGBTIQ qui ne sont pas tous traités. C'est la plus grande collection d'archives LGBTIQ d'Allemagne⁷³. Les archives travaillent en collaboration avec le musée afin de valoriser les documents. De nombreux événements et expositions ont donc lieu chaque année pour valoriser la mémoire LGBTIQ berlinoise et allemande⁷⁴.

Les archives du *Schwulen Museum* de Berlin ont un système de classement intéressant. Il combine à la fois le système classique, le système de l'origine, utilisé par les archives d'état, qui classe selon la provenance du fonds, avec le système de la pertinence, c'est-à-dire un classement par thématique, événements personne et espaces. Toutefois, le traitement des fonds se fait par des bénévoles volontaires, donc actuellement une grande partie n'est pas accessible au public car elle n'est pas inventoriée.

Les archives du *Schwulen Museum*, association à but non-lucratif, fonctionnent grâce à une subvention de la municipalité de Berlin ainsi que des cotisations annuelles des membres. Le Musée a notamment reçu une subvention européenne pour financer l'agrandissement et la mise aux normes du musée et des archives. Trois personnes employées gèrent la section archives et bibliothèque du musée, ce qui est sans compter l'administration, les équipes de

⁷² <https://www.ihlia.nl/informatiebalie/links/> (dernière consultation le 29.01.2019).

⁷³ <https://www.schwulesmuseum.de/archiv/?lang=en> (dernière consultation le 3.01.2019).

⁷⁴ Voir la page "events" du site internet du Schwules Museum.

recherches et celles qui s'occupent des relations publiques, et les autres départements du musée⁷⁵.

Lili Elbe Archiv

Créé en 2013 à Berlin, le *Lili Elbe Archiv* est le premier et l'unique centre d'archives en Allemagne dédié spécifiquement à la récolte et la conservation de documents concernant l'histoire des mouvements trans*, intersexes et queer⁷⁶. Ce centre de documentation et d'archives a pour but de récolter des archives allemandes et internationales pour constituer une mémoire et rendre visibles les "sexualités non-normatives" qui sont absentes ou invisibles dans les bibliothèques et institutions d'archives publiques, en raison des logiques de classement qui les exclues *de facto* de leurs collections. C'est aussi pour compenser les lacunes de conservation d'une histoire des mouvements trans* qui s'est transmise principalement par oral jusqu'à maintenant.

En tant que centre de documentation et d'information, le *Lili Elbe Archiv* possède également une bibliothèque et procède à une récolte de témoignages oraux de personnes concernées afin de constituer des biographies. Parmi les activités de valorisation, le centre organise, sur demande, des visites guidées des fonds, ainsi que des conférences et séminaires sur ses archives à des groupes ou universités intéressées. Il organise également des projets pédagogiques avec des jeunes (8-27 ans) comme par exemple le projet « La diversité des sexualités à travers le temps ».

Sa collection est constituée d'environ 6'000 documents allant de 1803 à nos jours, dont 1'300 ouvrages, presque 3'000 magazines, plus de 2'500 photographies et 600 vidéos, des archives orales, et de la littérature grise (imprimés sur l'histoire du mouvement trans*, intersexe et queer). Par ailleurs, le *Lili Elbe Archiv* fait partie du projet d'archives trans* en ligne le *Digital Transgender Archives* (voir ci-dessous).

Le *Lili Elbe Archiv* est constitué en association à but non-lucratif. Elle est financée de manière irrégulière par des fonds publics, fédéraux ou de la ville de Berlin. C'est pourquoi, l'accès aux documents et aux expositions du centre est payant. Les publications, les interventions de sensibilisation et les visites groupées sont également une source de financement du *Lili Elbe Archiv*. Les personnes, entre une dizaine et vingtaine selon les périodes, qui assurent le traitement des documents sont toutes bénévoles et c'est d'ailleurs une politique du centre.

4.3. Belgique

Le *Fonds Suzan Daniel*, créée en 1996 et basé à Gand, est un centre de documentation et d'archives « homo/lesbien ». Il est l'un des plus grands fonds d'archives gays et lesbiennes de Belgique⁷⁷. Outre le but classique d'un centre d'archives, le *Fonds Suzan Daniel* a également un autre objectif : « Un autre aspect important est d'essayer de faire croître *une conscience d'archive* : faire prendre conscience à toute personne concernée que les traces homos/lesbiens et transgenres du passé ont une valeur et sont importants à sauvegarder. »⁷⁸

⁷⁵ <https://www.schwulesmuseum.de/staff/?lang=en> (dernière consultation le 04.01.2019).

⁷⁶ <http://www.lili-elbe-archive.org/selbstbild.html> (dernière consultation le 03.01.2019).

⁷⁷ <https://www.fondssuzandaniel.be/fsd/en/collection.html> (dernière consultation le 03.01.2019).

⁷⁸ <https://www.fondssuzandaniel.be/fsd/fr/qui%20somm%20nous.html> (dernière consultation le 03.01.2019).

La collection du centre Suzan Daniel est composée de 400 mètres linéaires de documents. Le fonds d'archives comprend des documents personnels (lettres d'amours et photos par exemple) et des documents d'associations et d'entreprises de 1945 à nos jours. L'inventaire est consultable en ligne. Le centre de documentation comprend des documents actuels ou passés comme des livres et magazines (environ 300 ouvrages), des affiches (environ 1'000 pièces), flyers et brochures, et divers matériels de promotion et de prévention en santé sexuelle.

Le *Fonds Suzan Daniel* est une association à but non-lucratif qui fonctionne principalement sur la participation de bénévoles qui traitent les documents. Elle est en attente de subventionnements publics. Par ailleurs, l'association collabore avec les autres centres d'archives sociales de Belgique, par exemple l'Institut d'histoire sociale *Amsab-ater* de Gand, avec un « protocole de coopération » sous-tendu par l'idée que les mouvements gays, lesbiens et transgenres font partie des mouvements sociaux en général. Ce fonctionnement est proche de celui des archives gays à Zurich.

4.4. Amsterdam

A Amsterdam, *The International Homo/Lesbian Information Center and Archive* (IHLIA LGBT Heritage) existe depuis 1999 suite à la fusion des archives *Homodok* (archives gays de l'université d'Amsterdam créées en 1978) et des archives lesbiennes d'Amsterdam et Leewarden.

Il est le plus grand centre de documentation et d'archives LGBTIQ d'Europe. Il conserve différents documents d'archives LGBTIQ d'individus ou organisations (314 documents d'archives), des livres (un peu plus de 20'000 ouvrages), ainsi que des documents audiovisuels (près de 15'000 documents). De plus, une partie de la collection (archive et bibliothèque) du centre est disponible en ligne, gratuitement. Par ailleurs, ce centre fait aussi un travail de transmission et préservation de la mémoire LGBT et de visibilité des questions LGBT auprès des bibliothèques généralistes à Amsterdam⁷⁹.

Il est issu d'une démarche universitaire qui répondait à un manque de documentation sur le sujet. Il a aujourd'hui pour vocation de récolter des fonds néerlandais, mais également au niveau international. En cherchant « Genève » dans la collection, on va d'ailleurs trouver presque 70 entrées, comprenant des publications de *Dialogai Info*, de *360*, des *Clit 007*, d'*ILGA*, et d'*ILIS*.

Selon la chercheuse Camille Briquet, ce centre de documentation est pionnier dans la création d'archives LGBTIQ et notamment dans le développement d'un champ spécialisé d'archivistique. Par exemple, l'IHLIA a créé un thésaurus* spécifiquement dédiée à la terminologie LGBTIQ: le "l'homosaurus". C'est un outil de classification, traduit en anglais, qui permet d'aider à la recherche sur les thématiques LGBT, en aide à avoir le vocabulaire approprié pour trouver les informations. Cet outil est disponible en ligne et a pour but d'être utilisé par d'autres centres d'archives et de documentation ou pour les organisations LGBT. De plus, l'IHLIA LGBT Heritage organise régulièrement, avec des archivistes allemands et états-uniens, des rencontres internationales visant à réfléchir et échanger sur les pratiques du domaine en lien avec les questions LGBT(IQ).

⁷⁹ Voir respectivement le projet "Pink Life Stories" et "Pink Cabinet".

Au niveau de son organisation, le IHLIA LGBT Heritage est une fondation privée. Toutefois, le Centre est financé par des fonds publics, puisqu'il reçoit une subvention de l'Etat néerlandais qui finance la majorité de l'établissement.

5. Des exemples d'archives en ligne : « Digital Transgender Archive » et Hexagone Gay

Le *Digital Transgender Archive* est une plateforme d'archives et de documents numérisés concernant l'histoire et l'actualité trans*, intersexes et queer, entendu comme l'ensemble des pratiques de genre non-conformes et non-normatives⁸⁰. Ce site internet répertorie différents centres où l'on peut trouver de la documentation ou des archives sur l'histoire trans*. Liée à une structure universitaire, il vise à rendre accessible des documents historiques sur les pratiques et identités trans* à travers le monde, afin de pallier au problème de dispersion des documents. Cette plateforme est une collaboration entre plus de 50 institutions universitaires, associations et bibliothèques dans le monde pour rendre accessible en ligne différents documents concernant les transidentités.

Un autre exemple de site d'archives en ligne est le site *Hexagone Gay*. Créé en 2004, Hexagone Gay est un site d'archives en ligne sur l'histoire LGBTIQ de différentes régions françaises au cours du XX^e siècle⁸¹. Le site est composé d'archives personnelles du fondateur du site ou de fonds privés. Par ailleurs, il recense de manière « quasi-exhaustive tous les lieux et établissements de rencontre fréquentés par les homosexuels depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à la fin des années 1980 » dans le but de tracer une histoire de la communauté homosexuelle française. Hexagone gay retrace aussi l'histoire du mouvement LGBTIQ à travers l'histoire des collectifs, associations et manifestations marquantes ainsi qu'à travers la présentation de quelques figures historiques de l'art ou de la politique. Si le site a pour but de raconter l'histoire collective LGBTIQ en France, il s'agit principalement d'une histoire gay, même si quelques personnalités lesbiennes sont citées comme figures marquantes.

Pour résumer

Explorer les expériences étrangères permet de fournir des pistes de solutions intéressantes pour la situation genevoise, notamment en regardant les origines de leur création, les sources de financement, les types de structures choisies, et les objectifs des organismes.

Cet aperçu de la situation à l'étranger permet d'établir quelques constats :

1. A la source de la création des archives, il y a une toujours une base militante ou communautaire LGBTIQ, même pour celles qui sont nées de l'appui d'institutions culturelles ou de recherche pré-existantes (musées ou bibliothèque)⁸².
2. La plupart des organismes décrits ci-dessus ne séparent pas le travail qui a trait à la documentation et l'information, donc l'actuel, de ce qui a trait à l'archive, donc le passé et la mémoire.

⁸⁰ <https://www.digitaltransgenderarchive.net/about/overview>.

⁸¹ <http://www.hexagonegay.com/Presentation.html> (dernière consultation le 03.01.2019).

⁸² Constat rejoint par les propos d'Antoine Idier (2018) sur les politiques de l'histoire.

3. Ces initiatives se nourrissent d'expériences professionnelles et institutionnelles multiples. De plus, elles s'adressent à des publics larges.
4. Un travail de sensibilisation à la préservation de la mémoire est effectué par les différents organismes, à la fois au sein des espaces LGBTIQ mais aussi auprès des institutions d'archivage pour assurer une visibilité aux luttes et cultures LGBTIQ. De plus, des outils concrets sont mis en place pour assurer cette visibilité : plateforme en ligne, *Homosaurus* ou *Gaysaurus*, systèmes de classement archivistiques hybrides par exemple. Ces outils répondent à des demandes qui dépassent les enjeux traditionnels de la pratique archivistique.
5. Le travail en réseau entre centres d'archives semble important pour les différentes structures, en particulier pour assurer une visibilité aux archives LGBTIQ au sein des archives sociales et la circulation des (bonnes) pratiques d'archivage spécifiques aux thématiques LGBTIQ.
6. Si le bénévolat est un des moyens principaux employés par plusieurs centres d'archives pour assurer le traitement des archives, celui-ci implique que leur traitement, et donc l'accessibilité aux documents, n'est pas garanti et est donc très aléatoire.

PARTIE 3 : CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

1. Résultats de l'analyse

Pertinence et faisabilité d'une enquête-action

Cette enquête préliminaire a démontré la non-faisabilité et la non pertinence d'une enquête-action en tant que telle. Une enquête-action repose en effet sur un besoin de construire un échange mutuel entre des praticien-ne-s qui se posent des problèmes théoriques et des chercheur-e-s qui auraient besoin de l'expérience des praticien-ne-s pour nourrir leurs recherches. A l'heure actuelle, la réalisation d'une enquête-action plus poussée se révèle ici sans objet du point de vue de la recherche. Il n'y a en effet pas de problématique qui serait élaborée dans la rencontre entre :

- des besoins de création de savoirs de la part de l'université, de la HEG, des chercheur-e-s indépendant-e-s. Au cours de l'enquête, nous n'avons identifié d'intérêt suffisant ni chez les institutions de savoirs genevoises (HEG, Université) ni chez les chercheur-e-s indépendant-e-s pour se charger d'une telle recherche.
- des besoins de renouvellement de pratiques de la part des professionnel-le-s de la documentation ou des associations.

L'absence de problématique de savoirs est liée à l'objet même « archives », qui présente d'abord des besoins de conservation et de stockage. Nous concluons donc qu'avant d'élaborer une quelconque problématique, la priorité première est d'identifier, de récolter et des archives LGBTIQ.

Dès lors, s'il n'y a pas d'objet de recherche, il y a toutefois un objet d'action. Nous avons pu identifier des besoins humains, matériels et techniques auxquels peuvent répondre des personnes compétentes à Genève. C'est pourquoi nous présentons dans ce troisième chapitre des pistes de solutions et des recommandations pour répondre à ces besoins.

En outre, nous avons constaté qu'il était prématuré de constituer au cours de l'enquête un comité de pilotage. A l'issue de la présente enquête, nous constatons cependant que ce type d'entité est nécessaire pour répondre aux exigences des recommandations de ce rapport. Ce comité de pilotage reste encore à constituer. Le détail de son organisation est développé dans ce qui suit.

Etat des lieux des archives LGBTIQ à Genève

Premièrement, en ce qui concerne les archives des associations, nous pouvons constater qu'elles sont très dispersées sur le territoire genevois et ailleurs (principalement aux Archives de la Ville et de l'Etat de Genève, aux Archives Contestataires, aux Archives sociales à Zurich, ou encore dans les locaux des associations et quelques fois chez des privés). Elles sont dans des états de conservation et de classement très différents. Par exemple, s'il existe des critères de classement à Lestime et Dialogai, à Aspasia les fonds sont en cours d'archivage. Pour 360, il y a également une logique de classement chronologique pour le magazine mais en ce qui concerne l'association, les archives sont plutôt dispersées et dépendent de chaque groupe. A l'ILGA, cette dispersion est internationalisée en fonction des lieux d'accueil des conférences européennes et mondiales, seulement quelques archives se trouvant à Genève. Les types de

documents sont très riches et variés allant de la documentation, aux archives administratives, au matériel de manifestations ou de fêtes, jusqu'aux archives audiovisuelles.

De plus, les conditions matérielles et institutionnelles actuelles du réseau militant et associatif genevois sont un obstacle évident à la préservation de ces archives. En effet, si l'intérêt pour la mémoire des luttes LGBTIQ est manifeste, il y a un manque de moyens financiers et humains conséquent dans les associations, qui ont des conséquences négatives pour les archives :

- Face au manque de temps, le classement n'est pas une priorité devant des cahiers des charges déjà bien remplis, d'autant plus que les associations ne disposent pas de savoir-faire techniques et de postes dédiées à cette question. Par ailleurs, le renouvellement périodique des personnes qui composent les comités des associations rend difficile une continuité d'engagement, ce qui ne garantit pas une transmission systématique de la mémoire;
- le manque d'espace oblige à faire du tri régulier et les espaces de stockage ne sont pas aux normes de conservation. Le risque de perte des documents est donc élevé.

Deuxièmement, du côté des fonds d'archives inventoriés dans les institutions publiques et associatives, on trouve des documents concernant les questions LGBTIQ mais ils sont dispersés et fondus dans la masse des autres fonds.

Troisièmement, en ce qui concerne les archives privées des militant-e-s, l'évaluation est difficile à faire précisément compte tenu du peu d'entretiens réalisés dans cette étude. Toutefois, au regard des quelques éléments que nous avons pu relever, nous soupçonnons fortement que l'étendue des documents soit plus importante que ce qu'on a pu percevoir. Par ailleurs, il semblerait également qu'il n'y a actuellement, au niveau individuel, pas de réelles pratiques de conservation systématique des documents.

Dès lors, un paradoxe important apparaît : d'un côté, les associations et individus interrogé-e-s semblent se sentir dépositaires d'une histoire et d'une mémoire importante, tandis que de l'autre, à l'heure actuelle, il n'y a pas de cohérence et de pratique commune dans la préservation et la valorisation des documents faisant traces de cette mémoire des luttes et des communautés LGBTIQ. A ce stade, ce paradoxe révèle que l'archive répond à des exigences matérielles, professionnelles, institutionnelles, collectives, qui dépassent les parcours personnels et individuels. Les conditions humaines et matérielles actuelles sont clairement insuffisantes pour remplir ces exigences.

Pour conclure, cette enquête exploratoire nous montre que :

- Des solutions institutionnelles en termes de soutien financier et matériel doivent voir le jour et se justifient. Il y a urgence à trouver des espaces pour préserver les documents d'archives déjà recensés et il y a une quantité suffisante de documents encore dormants (archives des militant-e-s, archives des lieux alternatifs et bars gays ou lesbiens) pour constituer des archives des luttes LGBTIQ à Genève.
- Il est primordial de préserver une base communautaire, associative et militante à la gestion de ses archives sans quoi la transmission de mémoire aux nouvelles générations ne pourrait être réalisée.

Ces conclusions essentielles nous amènent à proposer différentes solutions pour pallier les manques actuels constatés. Ces solutions seront évaluées selon quatre critères de base nécessaires à la réalisation de l'objectif principal qui est pour rappel, la préservation et la transmission de la mémoire LGBTIQ. Ces critères sont :

- la pérennité et l'assurance de la conservation ;
- l'accessibilité au fonds;
- la visibilité des mobilisations LGBTIQ ;
- l'inclusion intra-communautaire, aussi appelée la « transversalité ».

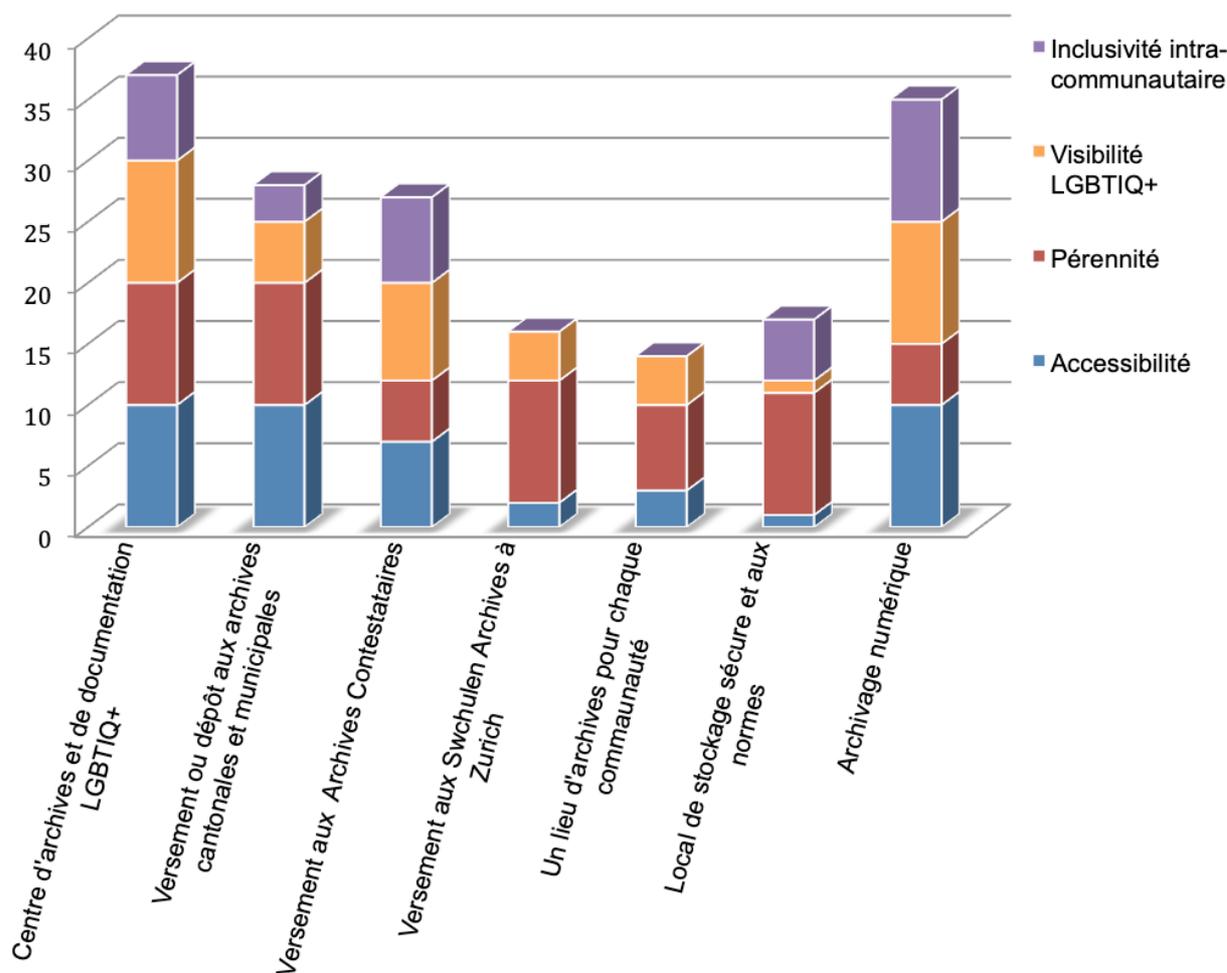
2. Solutions et recommandations

A partir des entretiens effectués et des lectures spécialisées, nous avons dégagé différentes solutions :

1. Créer un Centre de documentation et d'archives dédié aux luttes LGBTIQ+.
2. Verser ou déposer dans des institutions publiques de conservation du patrimoine existantes, à savoir les Archives de la Ville de Genève, ou aux Archives de l'Etat de Genève ou le Dépôt légal ;
3. Verser aux associations d'archives existantes, qui sont les Archives contestataires à Genève ou les *Schwulenarchiv* à Zurich ;
4. Avoir un lieu de stockage simple pour uniquement entreposer les documents dans un lieu ;
5. Créer des lieux d'archivages séparés pour les différentes identités du mouvement LGBTIQ.

Le graphique ci-dessous présente une synthèse de l'évaluation de ces différentes solutions selon les quatre critères essentiels :

Comparaison des solutions pour des archives LGBTIQ



Nous écartons d'emblée la proposition du versement aux archives sociales et *Schwulenarchiv* de Zurich, ainsi que celle de créer des lieux distincts pour chaque groupe identitaire, pour la principale raison qu'elles ne sont pas satisfaisantes tant du point de vue de la « transversalité » que de la visibilité de l'histoire LGBTIQ genevoise. En effet, elles ne permettent, ni de mettre en place une dynamique locale, et donc de valoriser le patrimoine mémoriel genevois, ni de favoriser une dynamique commune entre gays, lesbiennes, personnes trans* et intersexes. Par ailleurs, l'intercroisement constant des luttes montre le caractère problématique d'une éventuelle séparation. Pour autant, si nous écartons ces solutions, elles sont néanmoins dotées de certains avantages qui sont intéressants à retenir pour l'introduction de solutions plus pérennes. Ces avantages seront explicités dans chacune des principales propositions.

Ainsi, nous avons retenus en priorité 3 solutions qui combinent de manière relativement équilibrée les différents critères d'accessibilité, visibilité, pérennité et l'inclusion :

- Le centre de documentation et d'archives LGBTIQ ;
- Le versement et/ou le dépôt aux institutions publiques ;
- Le versement aux Archives Contestataires.

Nous détaillons donc maintenant ces 3 solutions retenues en proposant des pistes d'outils à ajouter pour combler les manques qu'elles peuvent présenter. Ces 3 solutions sont des solutions idéales et intermédiaires. Si la solution du Centre de documentation et d'archives LGBTIQ (solution 1) est exclusive des solutions 2 et 3, les solutions 2 et 3 ne s'excluent pas l'une de l'autre.

2.1. Centre de documentation et d'archives LGBTIQ

Si le but de constituer des archives sur les luttes LGBTIQ est d'assurer la préservation et la transmission d'une mémoire communautaire, mais aussi que cette histoire ait une place dans l'histoire sociale et politique plus globale de la ville, alors Genève doit se doter d'un espace dédié à ces questions. La solution que nous recommandons en premier est donc celle de la constitution d'un lieu, un espace propre qui tiendrait le rôle de Centre de documentation et d'archives LGBTIQ (ci-après "le Centre").

C'est une nécessité réelle compte tenu du fait que les archives répondent à des exigences multiples sur des niveaux différents impliquant des acteur-e-s multiples également, et qui ne peuvent reposer uniquement sur des pratiques individuelles parsemées mis en place par des individus touchés par la question de la mémoire. En outre, la grande majorité des acteur-e-s interrogé-e-s trouvent pertinente et souhaitable la création d'un lieu commun pour toutes les luttes.

La mission première et centrale de ce Centre serait de récolter, inventorier et valoriser les archives sur les luttes LGBTIQ genevoises. En tant que centre de documentation, il aurait comme seconde mission de collecter, organiser, traiter et mettre à la disposition de toutes personnes intéressées les outils de recherche et les documents concernant les questions LGBTIQ, en général.

Pour assurer la mise en place et la gestion de ce centre, un comité de pilotage devra être constitué. Le comité de pilotage choisira lui-même sa structure et sa base légale. Il existe en effet deux possibilités : l'association ou la fondation d'utilité publique. Nous conseillons la constitution en association, car cette solution exige des coûts de base moindre⁸³. Il serait composé de membres des associations ainsi que de militant-e-s hors-associations, afin notamment de garantir la base militante et communautaire aux archives⁸⁴.

⁸³ La fondation d'utilité publique exige un capital de départ de 10 000 francs au niveau cantonal et de 50 000 francs pour une fondation à l'échelle nationale.

⁸⁴ Le rôle du comité de pilotage est mieux explicité dans la partie « calendrier » et notamment dans le paragraphe « mise en place ».

2.1.1. Les apports

Du point de vue de la visibilité des questions LGBTIQ, et de l'histoire des luttes, avoir un espace propre dédié à ces questions apparaît comme la solution idéale et essentielle. Il pourrait être un point de référence sur ces questions. Par ailleurs, cette solution permettrait de pallier au problème actuel de la dispersion des sources, ainsi que de fournir un espace identifiable pour les militants et personnes LGBTIQ qui ne sauraient pas quoi faire de leurs documents personnels. Il permettrait de donner une réelle place aux mémoires LGBTIQ et fournir une garantie que les documents ne disparaissent pas. Pour plusieurs personnes interrogées, le fait également que les communautés lesbiennes, gays, (trans* et intersexes) soient regroupées au sein d'un même espace est aussi un avantage certain étant donné les filiations communes des luttes, même s'il y a des spécificités à chacune.

De plus, le fait que ce lieu vise non seulement à recueillir et traiter (inventorier, classer les archives) mais également à documenter, permet d'assurer le travail de valorisation de manière optimale. De plus, comme les chercheur-e-s Marta Roca i Escoda et Thierry Delessert l'ont exprimé, le fait d'assurer la double mission de documentation et d'archivage permet également de dynamiser la recherche scientifique issue des Universités et Hautes Ecoles, qui comme on l'a vu, est relativement peu développée. C'est un moyen d'encourager les étudiant-e-s à travailler sur ces questions. D'ailleurs, comme le montrent les expériences étrangères, il est fréquent que les centres d'archives LGBTIQ soient aussi des centres de documentation.

Un centre de documentation et d'archives LGBTIQ pourrait mettre ensemble des documents de natures différentes: à la fois des documents et objets d'archives à proprement parler mais aussi des publications et ouvrages. En effet, la séparation des documents en fonction de leur nature est un problème relevé dans le rapport français, *Douze priorités pour un centre d'archives, des mémoires*⁸⁵.

2.1.2. Limites

Une solution comme celle-ci exige évidemment des moyens humains et financiers conséquents. Cette enquête exploratoire montre qu'aujourd'hui, aucune structure ne peut prendre en charge un tel projet sur ces ressources financières et humaines actuelles. Cette solution sera une entreprise est pérenne à la condition *sine qua non* qu'elle ait les financements suffisants et nécessaires.

Par ailleurs, cette solution nécessite une démarche de vulgarisation voire pédagogique – que cette enquête a initié – ainsi qu'une dynamique communautaire, issue de la base, plus importante qu'elle n'est actuellement.

2.1.3. Recommandations complémentaires

- **Une sensibilisation et une formation des communautés et un encouragement à une dynamique collective pour garantir la préservation**

⁸⁵ Collectif Archives LGBTQI (2017), *Douze priorités pour un centre d'archives, des mémoires et d'expositions lesbiennes, gays, bi.es, trans, queers et intersexes*. Paris.

En complément de la création d'un centre d'archives et de documentation, les entretiens préliminaires révèlent la nécessité de mettre en place différentes activités de sensibilisation auprès des associations et des militant-e-s. Le but principal de ces activités est de développer l'intérêt autour de la préservation des documents d'archives et ainsi permettre une appropriation de cette question par les premiers concerné-e-s, à savoir les associations LGBTIQ, les militant-e-s et membres de ces mêmes associations, les militant-e-s non-associatifs et tout membre de la communauté LGBTIQ. L'objectif est de rendre plus accessible la notion d'« archive » pour transmettre le savoir et assurer à la source même une conservation des documents susceptibles de faire partie du patrimoine LGBTIQ.

Ceci permettrait à la fois de rappeler aux personnes concernées des documents dont elles pourraient avoir oublié l'existence ou sous-estimé l'importance et ainsi encourager leur conservation et leur don. Ce type d'initiative permettrait aussi d'activer dès maintenant la préservation des documents actuels pour le futur et que les premières concernées s'emparent de cette question. Dans tous les cas, il est nécessaire de rappeler l'importance de la préservation des documents pouvant être considérés comme dénués d'intérêt et qui risqueraient d'être détruits. Il s'agit d'une démarche essentielle pour pallier à l'urgence de la conservation.

A l'issue de cette enquête, nous proposons donc quelques activités et outils (suggestions non exhaustives) à développer dans cette optique. Ces outils visent principalement les communautés LGBTIQ dans leur ensemble⁸⁶ La mise en œuvre de ces outils interviendra dans une étape parallèle ou ultérieure à la création du Centre et à la charge du comité de pilotage.

- Evènements du même type que ceux qui se dérouleront dans le cadre de la campagne « Mémoires LGBTIQ+ 2019 » proposé par le Service Agenda 21 – Ville durable de la Ville de Genève comme, par exemple, le projet « Nos lieux, nos fêtes, nos combats: notre histoire compte », porté par *Lestime* et *Queercode*⁸⁷; ou encore la proposition de projet « Mon histoire, nos luttes » portée par l'Association 360.
- La récolte de témoignages oraux de militant-e-s, membres d'associations et membres de la communauté LGBTIQ genevoise actuelle et passée.
- Des activités de formation et de sensibilisation sur la gestion de la documentation des affaires courantes des associations et archives personnelles, par exemple un guide de bonnes pratiques d'archivage.

- **Recommandations pour des outils à usage du Centre**

A l'image des pratiques étrangères de centre d'archives et de documentation LGBTIQ, quelques outils devront être développés dans le but de favoriser l'identification des sources LGBTIQ au sein de l'espace archivistique à Genève. Ensuite ils permettraient également d'adapter les pratiques d'archivistiques aux enjeux propres à la mémoire LGBTIQ.

- La mise en place d'un thésaurus propre aux archives LGBTIQ (par ex. une traduction du Gaysaurus ou s'inspirer du lexique francophone en cours de mise en oeuvre en France).

⁸⁶ Associations, militant-e-s (non)-associatif-ve-s, individus.

⁸⁷ Pour plus de détails sur le projet, voir sa description p. 6 de ce rapport.

- La création d'un guide de recherche, accessible en ligne, qui recense les fonds et les sources documentaires LGBTIQ à Genève. Sa création devrait être réalisée en partenariat avec les bibliothèques, les archives publiques et les associations LGBTIQ genevoises.
Si la solution du Centre est retenue, il ne sera pas possible de demander un transfert de tous les fonds d'archives et documentaires qui se trouvent ailleurs. Un guide de recherche et des sources permettra donc de faire le lien entre le Centre et les espaces d'archives et de documentation existants qui ont des fonds sur les questions LGBTIQ, par exemple, les fonds lesbiens des archives du MLF, ou les fonds des archives d'Aspasie ou du Groupe sida Genève, et ainsi assurer leur visibilité et le lien avec le centre.
- Le développement de **la formation** des archivistes aux questions LGBTIQ et féministes et aux enjeux propres qu'elles posent dans l'archivage, par exemple en encourageant les formations continues ou la participation à des colloques internationaux organisés par des Centres d'archives LGBTIQ en Europe.⁸⁸

Concrètement, la mise en œuvre de ses outils doit être supervisée par le comité de pilotage, à travers, notamment, la création d'un poste de coordination ainsi qu'un poste d'archiviste. Le poste de coordination aura pour mission d'assurer le lien entre les professionnel·les et les communautés, les institutions. La définition des tâches et des cahiers des charges reviendra au comité de pilotage.

Sur la base d'une consultation avec une professionnelle de la documentation, nous estimons que l'élaboration du guide de recherche, du lexique et du guide de bonnes pratiques demande :

- pour le guide de recherche : décompte, localisation et description des références et des outils déjà existant pour y accéder aux documents (types de catalogue). Sans la conception graphique, on peut évaluer ce travail à un 100% sur deux semaines, réalisable par une personne formée à la HEG (employable catégorie H, sur l'échelle des salaires Ville de Genève).
- pour le lexique (compte tenu de la spécificité du sujet mais de l'existence du lexique Gaysaurus), on compte aussi 100% sur deux semaines avec une personne formée à la HEG, (employable catégorie H, sur l'échelle des salaires ville de Genève)
- pour le guide des bonnes pratiques, nous avons la même évaluation.

- **Une organisation logistique et une archivistique LGBTIQ garantissant l'inclusion intra-communautaire**

Si le regroupement au sein d'une même structure paraît la solution optimale, nous attirons l'attention sur le fait qu'il y a des risques importants de reproduction des rapports de pouvoir et d'invisibilité au sein de cet espace d'archives, notamment des lesbiennes et des personnes trans*, bisexuelles et intersexes, ainsi que des personnes racisées. Nous recommandons donc différents éléments pour veiller, dans sa constitution, à ce que chacune des identités politiques ait sa place, et donc garantir le critère d'inclusivité :

⁸⁸ L'Association suisse des archivistes, la HEG et les Archives Contestataires pourraient être des partenaires potentiels dans la mise en place de ces formations.

- penser l'espace d'organisation pour qu'il y ait des sections d'archives et de documentation propres à chaque identité ;
- assurer une égale valorisation des fonds en favorisant notamment des fonds des luttes minorisées, comme celles des lesbiennes, personnes trans*, intersexes ou des personnes LGBT non-blanches ;
- avoir une politique pro-active de gestion et d'organisation du Centre qui assure un pouvoir décisionnel aux personnes minorisé-e-s au sein de la communauté LGBTIQ.

Ces éléments sont primordiaux. Ils favoriseront la confiance des militant-e-s dans le Centre et donc les dépôts de leurs documents et la représentativité des collections.

- **Recommandation de structure et de gestion pour maintenir une autonomie des archives LGBTIQ**

Plusieurs possibilités existent concernant la forme structurelle et organisationnelle que prendrait ce centre. A l'issu de cette enquête, nous voyons celle d'un local indépendant, en Ville de Genève, ou l'intégration à des infrastructures existantes⁸⁹. La gestion de ce local reviendrait au comité de pilotage.

La seconde possibilité est une solution qui éviterait que le centre ne fasse doublon avec des institutions déjà existantes. Il pourrait être rattaché ou intégré dans les locaux, respectivement des archives municipales ou des archives cantonales. Ceci présente l'avantage de bénéficier des compétences et des savoir-faire importants, et garantit de profiter d'une structure solide et pérenne. D'autre part, d'un point de vue symbolique, ceci intégrerait la mémoire LGBTIQ à la mémoire de Genève dans son ensemble. D'ailleurs, un intérêt pour ces questions a été manifesté lors de nos entretiens avec les professionnel-le-s concerné-e-s.

Toutefois, le revers de cette possibilité est celui du risque de désappropriation ainsi que le manque de confiance éventuel des membres des communautés LGBTIQ. En effet, historiquement et sociologiquement, les institutions publiques sont les mêmes qui ont réprimé les communautés LGBTIQ et représentent le pouvoir dominant qui leur refusent encore aujourd'hui des droits. Du point de vue de son but premier, à savoir, que la mémoire servent à l'auto-identification et la reprise de pouvoir (« empowerment ») par les personnes minorisées elles-mêmes, nous pensons que la totale intégration à une institution publique pourrait être néfaste à la réalisation et la survie d'archives LGBTIQ.

En outre, cette possibilité ne permet pas la constitution d'un centre de documentation joint à un centre d'archives.

C'est pourquoi le modèle de la collaboration *Schwulen Archives* et les Archives sociales de Zurich⁹⁰ est inspirant pour régler le problème de l'affiliation directe à une structure institutionnelle qui amènerait des réticences de la part des personnes concernées.

⁸⁹ Ces propositions sont des premières pistes qui nécessiteraient d'étudier de manière plus approfondie les possibilités de locaux du Centre.

⁹⁰ Voir la présentation du fonctionnement dans la section "archives publiques".

Néanmoins, comme toutes les autres solutions proposées, l'affiliation du Centre à une structure publique comme les archives d'Etat ou des archives de la Ville de Genève ne pourrait pas être assurée sur les budgets actuels. Comme nous l'ont confirmé les professionnel-le-s rencontré-e-s, tout projet nécessiterait par exemple du personnel supplémentaire. D'après la professionnelle interrogée, l'évaluation, le traitement et le reconditionnement (mise en boîte) avec livraison dans une institution existante coûte 75 000 francs.

<i>Pos.</i>	<i>Étape, prestation</i>	<i>*</i>	<i>**</i>	<i>Nbr.</i>	<i>Prix</i>	<i>Montant</i>
1	Evaluation des archives	U	H	80	98	7'840.00
2	Traitement des archives	U	H	500	98	49'000.00
3	Numérisation				88	
4	Archivage électronique				120	
5	Imprévu (10%)					6'000.00
	Total du travail HT (y compris temps de trajet)					62'840.00
6	Frais de transport	U	T			1'500.00
7	Frais d'élimination confidentielle	U	ml	50	15	750.00
8	Frais de matériel	U	ml	50	90	4'500.00
	Total du mandat TTC (TVA 7,7 %)				CHF	74'948.45

* Mode de facturation : F = forfait ; U = à l'unité | ** Unité : A = Année ; H = Heure ; km = Kilomètre ; ml = Mètre linéaire ; P = Pièce ; T = Trajet (1/2 tarif)

Extrait du devis fourni par DocuTeam.

Les différentes modalités de la mise en œuvre (à commencer par la négociation avec les institutions concernées) seraient à faire dans le cadre d'une collaboration entre le comité de pilotage et les institutions existantes.

2.2. Archives Contestataires

Une solution alternative à la création du Centre de documentation et d'archives LGBTIQ est la consolidation des structures associatives existantes, à savoir à Genève les Archives Contestataires.

2.2.1. Apports

Comme on l'a évoqué, il est important que les archives LGBTIQ gardent une base militante (associative et non-associative) pour que la mémoire des luttes ne se trouve pas désappropriée. Cette solution a d'ailleurs été accueillie favorablement par l'archiviste de la Ville de Genève. Consolider des structures existantes permet également de renforcer les savoirs faire locaux existant, et ne pas repartir de zéro, ce qui est cohérent dans une logique d'efficience.

Les Archives contestataires nous apparaissent donc comme une bonne solution puisqu'elles sont une structure associative qui possède déjà les compétences et les savoir-faire techniques en matière d'archivage, et de valorisation du patrimoine. Elles sont également compétentes sur les enjeux liés à la mémoire LGBTIQ, et possèdent déjà dans leurs locaux un certain nombre de fonds des luttes des groupes lesbiens des années 1970 (Archives MLF). L'accueil d'autres fonds d'archives sur ces questions pourraient être envisageable, même au-delà des

années 2000. Les Archives contestataires, ayant une gestion propre, se substituent à la constitution d'un comité de pilotage. Toutefois pour assurer la visibilité des archives LGBTIQ et le lien avec les communautés LGBTIQ, nous recommandons que toute personne intéressée issue de ces communautés rejoigne le comité.

Lors du premier entretien réalisé avec un membre du comité, on nous a manifesté un intérêt à recueillir d'autres fonds sur les luttes LGBTIQ.

2.2.2. Limites

Les Archives contestataires étant actuellement au bénéfice d'une subvention nominale de la Ville de Genève de CHF 28'000, elles n'ont pas les moyens financiers (i.e humains) nécessaires pour accueillir, traiter et valoriser des fonds supplémentaires. Ainsi, si cette solution est retenue, elle suppose la pérennisation de la structure. Concrètement, à court terme, ceci implique des financements supplémentaires pour :

- la récolte et l'inventariage des fonds d'archives par un-e archiviste (par un poste fixe à 50% ou par mandat) ;
- un poste à 50% pour assurer une permanence de consultation des fonds.

2.2.3. Recommandations complémentaires

Comme toutes les archives actuellement inventoriées ne pourraient pas être transférées aux Archives Contestataires, il serait également judicieux de mettre en place en parallèle un guide de recherche des fonds d'archives pour faciliter l'accès et la visibilité des archives LGBTIQ genevoises.

Par ailleurs, en complément, un travail de sensibilisation des associations et des militant-e-s LGBTIQ à la conservation serait également judicieux.

Ce travail ne pourrait pas être assuré sur les fonds actuels des Archives Contestataires. Reste encore à déterminer comment sera mise en œuvre de ce travail de sensibilisation, en absence d'un comité de pilotage.

2.3. Archives de la Ville de Genève et archives de l'Etat de Genève

2.3.1. Apports

Si la solution du Centre LGBTIQ et militant-e-s genevois n'est pas retenue, alors les possibilités qui se présentent aux associations et aux individus sont entre autres les suivantes:

- Le versement des archives aux archives de la Ville de Genève et aux archives cantonales⁹¹.

⁹¹ A savoir que les archives municipales et cantonales acceptent uniquement les documents au format papier. Se poserait alors la question du versement des archives matérielles et objets conservés par les associations. De plus, le versement dans tout autre lieu existant reste possible à quiconque en exprime le besoin et dans la conformité avec les critères de recevabilité des institutions (Archives Contestataires, Ville, Etat, Zurich).

2.3.2. Limites

Si cette solution présente l'avantage d'être la solution de statu quo, donc pose le moins de défis de changements, elle repose sur le fait que chaque association et chaque personne décide individuellement en matière de ces archives. Nous avons vu au cours de cette enquête que cette pratique ne répondrait absolument pas aux besoins de préservation, d'accessibilité et de visibilité de la mémoire collective LGBTIQ. En effet, pour rappel, la présente enquête a montré :

- l'urgence de préserver les documents des associations LGBTIQ ;
- une dispersion des fonds dans différentes structures ;
- leur dilution au sein des fonds plus généraux ;
- les multiples difficultés (manques d'espaces et de moyens financiers) des associations pour préserver leurs archives.

2.3.3. Recommandations complémentaires

Si techniquement, la solution du *statu quo* est envisageable, elle suppose nécessairement l'engagement de personnel supplémentaire pour assurer le traitement des documents qui ne sont pas encore versés.

De plus, elle doit être complétée par une sensibilisation et l'accompagnement de deux publics, à savoir :

- 1) les associations et les membres de la communauté LGBTIQ.
- 2) les professionnel-le-s de l'archivage et de la documentation

Ce volet sensibilisation et pédagogie favoriserait la préservation des documents et permettrait de renforcer les liens entre institutions d'archivage et les communautés LGBTIQ, lien qui semble actuellement être fragile, voire absent.

1) Pour les associations, nous recommandons la mise en place d'un guide de « **bonnes pratiques** » pour rendre plus accessibles les pratiques d'archivage auprès des communautés LGBTIQ. Ce guide aurait pour objectif d'orienter sur les meilleures manières de classer et conserver les documents dans les locaux, ou encore d'indiquer les choix possibles pour verser les documents en cas de manque d'espace ou de mauvaises conditions de stockage. Ce guide devrait être mis en place en collaboration avec les associations et les professionnel-le-s de l'archivage pour s'assurer de son efficacité. Un exemple de bonne pratique à mettre en place est la **charte de consultation** de leurs documents par le public.

2) Pour la sensibilisation qui s'adresse aux professionnel-le-s de la documentation et de l'archivage, plusieurs outils pourraient être mis en place :

- Des **formations** des archivistes aux questions LGBTIQ et féministes et aux enjeux propres qu'elles posent dans l'archivage, encourager les formations continues ou la participation à des colloques internationaux organisés par des Centres d'archives LGBTIQ en Europe.

L'instauration **du lexique de recherche LGBTI**, en regardant les lexiques existants ainsi que ce qui se fait dans le monde francophone. Cet outil permettrait de référencer les archives LGBTIQ disséminés dans les fonds actuellement inventoriés aux archives municipales ou cantonales. *In fine*, ce référencement permettrait de « faire sortir du placard » les archives LGBTIQ⁹².

Pour pallier la dispersion des fonds et l'invisibilité des fonds LGBTIQ existants, nous préconisons l'élaboration d'un **guide de recherche** (papier et en ligne) sur les sources et les fonds d'archives existants à Genève. Outre de mettre en avant les fonds et de pallier au problème de la dispersion des documents, cet outil servirait à rendre les archives plus accessible à toute personne intéressée (chercheur-e-s, étudiant-e-s, militant-e-s, artistes etc...).

Les modalités et les coûts de ces outils sont détaillés dans le paragraphe « recommandations complémentaires » de la section Centre d'archives et de documentation LGBTIQ.

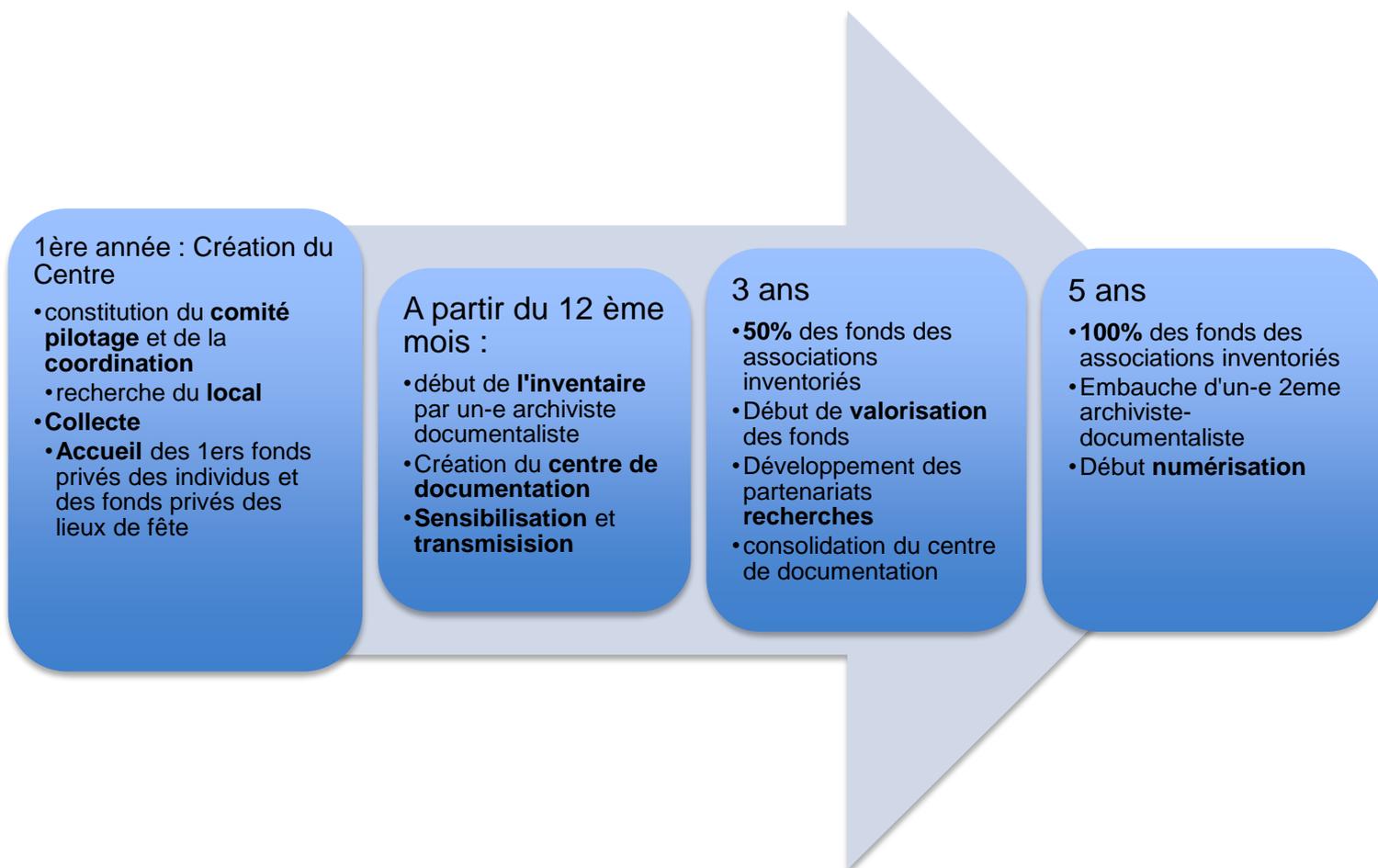
3. Calendrier et mise en place

Calendrier

Nous détaillons ici les premières étapes et objectifs principaux à atteindre, à moyen-terme, pour la mise en place de la solution n°1, le Centre d'archives et de documentation LGBTIQ.

Ces phases sont représentées ci-dessous :

⁹² <https://archiveslgbtqi.fr/notre-philosophie-de-larchive/>.



La première phase, d'une durée de 2 ans, de la création du Centre d'archives et de documentation comporte plusieurs étapes importantes.

La première étape est de constituer le comité de pilotage composé de membres d'associations, de militantes ou chercheur-e-s militant-e-s, de membres de la communauté LGBTIQ touché-e-s par ces questions. Ce comité s'assurera de la mise en place de la coordination. Il s'agira également de trouver le local aux normes et adapté, en Ville de Genève. La taille de ce centre est idéalement de 50m².

Une fois que le comité de pilotage aura été constitué et qu'un poste de coordination rémunéré aura été créé, il s'agira de commencer la collecte des archives répertoriées par la présente enquête, qui sont principalement celles des associations, pour une quantité totale d'environ 100 ML. La collecte implique notamment le tri et le déplacement des archives vers le Centre, qui pourra être effectué par une entreprise mandatée. Le comité de pilotage assurera le suivi de cette collecte et pourra durant ce temps créer un poste d'archiviste-documentaliste spécialisé sur les questions LGBTIQ. C'est également durant cette phase que le comité de pilotage aura pour rôle d'établir le plan de classement avec l'entreprise d'archivage mandatée, étape nécessaire au début de l'inventaire des archives.

Après 1 an, l'archiviste-documentaliste qualifié-e sur les questions LGBTIQ pourra débiter le travail d'inventoriage. A terme, nous estimons que le traitement des documents des associations durera environ 5 ans à un taux de 50%.

D'autre part, le centre est conçu comme un centre de documentation. Dès lors, à la fin de la première année, il s'agira de constituer la collection documentaire du centre, composée notamment d'ouvrages et de ressources sur les questions LGBTIQ à Genève et ailleurs en Suisse. Nous comptons aussi sur les dons pour constituer ce fond.

Cette même année, il s'agit également de commencer le volet sensibilisation et formation (récolte de témoignages oraux, ateliers pour s'approprier la notion d'archives etc.). Ce volet sera effectué en parallèle du traitement des documents récoltés et permettra de commencer la récolte des documents des militant-e-s ainsi que des lieux de fêtes importants pour les communautés LGBTIQ. Après 6 mois d'activités de sensibilisation, nous pensons que les premiers sacs de documents seront amenés au Centre.

Dans la seconde phase du projet (3 ans), il s'agira de commencer les activités de valorisation des fonds, par exemple avec la mise en place d'expositions ou de conférences autour des fonds déjà inventoriés. L'inventoriage ainsi que les activités de formations et de sensibilisation continueront en parallèle. Les partenariats de recherche devraient aussi être encouragés dans cette phase. En effet, une partie des fonds sera déjà accessible, et le développement des partenariats de recherche (Maison de l'Histoire, Etudes genre de l'Université de Genève, Hautes Ecoles de Gestion, de travail social et d'arts etc.) permettra de renforcer les activités de visibilité des fonds d'archives et la collection documentaire.

Dans la troisième phase (5 ans), afin de garantir l'accessibilité des fonds récoltés les premières années et de pouvoir consolider le centre de documentation, un-e deuxième archiviste-documentaliste pourra être embauché-e. Nous pensons qu'il sera utile de développer également la numérisation des fonds d'archives inventoriés pour améliorer leur accessibilité au grand public.

Nous pensons ainsi **qu'à long terme (10 ans)**, il serait possible de développer le périmètre géographique des fonds d'archives du Centre à la Suisse Romande.

Mise en place

Pour assurer la mise en place et la gestion de ce centre, mais également afin de préserver une base communautaire, associative et militante à la gestion de ses archives - condition *sine qua non* de tout projet futur - un comité de pilotage devra être constitué. Nous conseillons la constitution juridique de celui-ci en association, car cette solution exige des coûts de base réduits par rapport à d'autres possibilités. Il serait composé de membres des associations LGBTIQ genevoises ainsi que de militant-e-s hors-associations.

Son rôle serait :

- Définir les principes du centre, et assurer le déroulement éthique du projet.
- Assurer la transmission de mémoire au sein de la communauté LGBTIQ genevoise ;
- Assurer la visibilité et la valorisation des fonds archives de Centre par la mise en œuvre de projets de valorisation et de visibilité ;

- Création d'un poste de coordination rémunéré et création d'un poste d'archiviste compétente sur les questions LGBTIQ ;
- Définition du calendrier des projets et des cahiers des charges des employées du centre ;
- Suivi des archivistes externes mandatés dans la première phase notamment dans le tri et dans l'établissement du plan de classement ;
- Conception, en lien avec la coordination, de projets de sensibilisation et de formation.
- Recherche des sources de financement nécessaires à la mise en place du projet et de ces différentes phases.

Les tâches de gestion administratives et comptables doivent encore être définies plus précisément et le comité de pilotage du projet aura pour rôle de décider l'emploi d'un poste supplémentaire dédiée à cette charge.

A l'heure actuelle, nous proposons en annexe une liste de personnes intéressées mais qui ne sont pas encore disposés à s'engager activement dans le projet.

4. Budget

Le budget proposé présente les principaux coûts, identifiés dès à présent, de mise en place sur deux ans du Centre d'archives et de documentation.

Les informations concernant la période des douze premiers mois (cf. calendrier « création du centre ») sont établies sur la base de deux forfaits établis par deux entreprises privées contactées à l'issue de nos recherches⁹³. Ces recherches nous ont permis de demander un devis pour la prise en charge d'un volume de 100 mètres linéaires et incluant dix entités (associations, privé-e-s) au maximum. Le devis forfaitaire distingue plusieurs étapes (préparation, prise en charge, tri) accomplies pendant un mandat de six mois. Pendant la phase du mandat, il faut prévoir le recrutement d'un poste d'archiviste pérenne avec expertise LGBTIQ qui commencera à travailler à partir du 12^e mois (cf. calendrier « à partir du 12^e mois »).

Au douzième mois, la bibliothécaire documentaliste archiviste spécialiste commence l'inventoriage. Elle commence aussi à monter le centre de documentation sur le forfait d'achat de livres et de matériel. Ces activités sont accompagnées de celles du comité de pilotage, avec en son sein la coordinatrice ou le coordinateur.

Les activités budgétées du comité de pilotage sont, toutes étapes confondues, l'accompagnement et le suivi des archivistes dans le tri, dans l'établissement du plan de classement, dans le traitement et dans les activités de sensibilisation et de valorisation. Ce comité de pilotage constitué idéalement de neuf personnes⁹⁴ inclut une coordinatrice ou un coordinateur à 70% et compte huit membres. Les activités des membres sont défrayées à la mesure du travail accompli (réunion, communication, travail concret d'archivage) tout au long de l'année avec la coordinatrice ou le coordinateur et/ou l'archiviste.

Sur les conseils des professionnel-le-s interrogé-e-s, nous présentons un budget matériel. En effet, l'archivage exige des normes de conservation précises (taux d'humidité, lumière, matériel de rangement non acide). Il faut aussi prévoir la mise en place d'un espace de travail équipé (scanner, photocopieuse, ordinateur).

Le comité de pilotage aura la charge de trouver les sources de financement nécessaires à la mise en place que nous détaillons dans le plan de financement.

⁹³ Ces devis sont disponibles sur demande.

⁹⁴ Ce nombre est en partie calculé sur la base du nombre d'associations LGBTIQ à Genève.

Coûts pour la première année (création du centre)	
Equipe salariée (ETP)	coût
Coordination du comité de pilotage (0,7 ETP)	57900
Préparation de l'intervention	
Forfait archiviste	300
Activités du comité de pilotage (défraiement 15.-CHF/pers)	1100
Total	1400
Prise en charge	
Forfait archiviste (matériel inclu)	5170
Activités du comité de pilotage (défraiement 80.-CHF/pers.)	22200
Total	27370
Tri des archives	
Forfait archiviste (200 cartons inclus)	12000
Activités du comité de pilotage (défraiement 80.-CHF/pers)	9000
Total	21000
Local et matériel	
Loyer 50m ² , charges comprises (arcade commerciale de la Ville, i.e. en centre-ville, aux normes)	16800
Dépenses d'énergie et d'installation (électricité, Internet, entretien)	1000
Mise au norme	à déterminer
Matériel (rayonnage, boîtes et chemises sans acide)	4200
Bureautique	3000
Total	25000
Etablissement de la structure juridique du comité de pilotage	
Responsabilité civile	400
Frais bancaires	100
Total	500
TOTAL SUR LES PREMIERS DOUZE MOIS	133170

Budget annuel à partir du 12e mois	
Equipe salariée (ETP)	
Bibliothécaire documentaliste archiviste spécialiste (catégorie I - 0,7 ETP)	65600
Coordination du comité de pilotage (0,7 ETP)	57900
Total	123500
Activités du comité de pilotage (défraiements entre 15 et 80.-CHF/pers)	5000
Local	
Loyer 50m ² , charges comprises (arcade commerciale de la Ville, i.e. en centre-ville)	16800
Dépenses d'énergie et d'installation (électricité, Internet, entretien)	1000
Total	17800
Accroissement de l'archive et du centre de documentation	
Achat de documentation et de matériel, récoltes de dons	7000
Matériel (papier, boîtes, bureau)	300
Total annuel	153600

4.1 Sources de financement pressenties

Un des premiers rôles du comité de pilotage sera de définir les sources de réaliser la recherche de fonds nécessaires à la création du centre (sources de financements, montants nécessaires). Au comité de pilotage reviendra en outre le choix d'ouvrir un poste spécifiquement consacré à cette tâche.

Ci-dessous la liste des sources de financements pressenties.

Fonds propres

- Dans le cas d'une structuration en association, le centre pourra être financé par les cotisations des membres et des dons.
- Aide en nature : une part du travail de documentation et d'archivage pourra être réalisée sur la base de travail bénévole des membres de l'association.

Subventions publiques

- Canton de Genève soit par une subvention ordinaire soit par une aide en nature à travers le prêt des locaux.
- Ville de Genève (Agenda 21 et Département de la culture et du sport) soit par une subvention ordinaire soit par une aide en nature à travers le prêt des locaux ; également par le financement d'activités ponctuelles de formation et de sensibilisation
- Communes genevoises
- Confédération : Office Fédéral de la Culture pour l'aide financière allouée aux projets et aux organisations, Fond National Suisse pour la recherche scientifique pour le financement de projets de recherches universitaire.

Comme nous l'avons vu dans les analyses précédentes, l'apport de fonds publics est essentiel pour la préservation du patrimoine mémoriel LGBTIQ genevois. L'intérêt général de cette préservation n'est plus à démontrer. Par ailleurs, l'intérêt pour le patrimoine suisse ainsi que la portée internationale des documents genevois justifieraient également l'allocation de fonds de la part de la Confédération.

Subventions à travers les fondations

Les subventionnements de fondations financeraient une partie de l'inventaire des fonds. Dans un second temps les projets de valorisation pourraient aussi être financés par ce biais. De plus, les projets de sensibilisation et de formation, prévus en parallèle de la récolte des fonds d'archives, pourraient aussi être financés par ces fondations. Enfin, certaines de ces fondations privées pourraient financer le volet « centre de documentation » d'un éventuel centre LGBTIQ.

- Fonds RESPECT pour le soutien au projet LGBT ;
- Diverses fondations publiques ou privées subventionnant des projets culturels ou sociaux : Loterie Romande, Pourcent Culturel Migros, Fondation Hans-Wilsdorf, Fonds Mécénat des SIG, Fondation Meyrinoise du Casino, Fondation Leenards, Memoriav association pour la sauvegarde de la mémoire audiovisuelle suisse, Fondation Coromandel, Fondation Jan-Michalski, Fondation Sandoz
- Fonds Maurice Chalumeau, pour le soutien aux activités de sensibilisation et les projets ponctuels en partenariat avec l'UNIGE.

Entreprises privées

Fonds dédiés aux projets culturels et éducatifs des assurances et des banques.

5. Lexique

5.1. Terminologie archivistique⁹⁵

Archive: ensemble de documents et/ou de supports audio-visuels (*archives audiovisuelles*) et/ou matériels concernant l'histoire d'une communauté/collectivité ou d'un individu. Le document d'archive reflète une activité produite à une période donnée par un organisme public ou privé. Les documents d'archives sont de diverses natures (*archives juridiques, administratives, médicales, militantes...*) et peuvent prendre plusieurs formes (imprimée, sonore, manuscrite, graphique). Qu'elles soient sous forme papier ou électronique (*archives numérisées*), les archives constituent une source primordiale tant pour la recherche scientifique que pour la mémoire des collectivités et des individus concerné-e-s.

On peut distinguer deux types d'archives : les *archives publiques* issues des services et des administrations publiques, des entreprises publiques, des personnes morales exerçant des missions de service public; les *archives privées* sont les archives personnelles ou familiales, les archives d'entreprises ou de laboratoires privés, d'associations, de syndicats, de partis politiques.

La conservation, la communication et la consultation des archives déposées dans des structures publiques (centres d'archives, bibliothèques) sont encadrées par des règles juridiques définies par les structures encadrantes, qui s'occupent de leur suivi et maintenance. Plus difficiles à identifier, les archives conservées chez des particuliers, n'étant pas soumises à aucune réglementation, sont au contraire ouvertes "à la tête du client".

Dans la construction de l'archive se développe une tension entre deux principes : le principe de provenance (ordre primitif, respect de l'origine des documents, classification originale) se heurte au principe de destination (thématique). Lorsque le premier principe est privilégié, l'archive reflète la continuité d'une institution, sa souveraineté. Le second est privilégié pour marquer une rupture: il s'agit d'introduire une nouvelle organisation des sources, qui mette en avant des entités jusqu'alors invisibles des archives, et donc méconnues.

En archivistique existe la *théorie des trois âges*, selon laquelle tout document ou dossier produit par un organisme ou entreprise est appelé *archive courante* lorsqu'il est utilisé pour le traitement des affaires en cours (1er âge). Il devient *archive intermédiaire* ou *semi-active* lorsqu'il a cessé d'être un document courant mais que son intérêt administratif ou juridique ne permet pas de l'éliminer (2ème âge). Quant aux *archives définitives* (3ème âge), ce sont celles qui présentent un intérêt historique, elles sont conservées sans limitation de durée. Les archives définitives peuvent être versées dans un service d'archives institutionnel par l'organisme producteur. En général, en Suisse, on considère que tout ce qui est antérieur à 10 ans peut entrer dans la notion d'archive.

Archiviste: professionnel.le chargé.e du contrôle et de la gestion des archives. Elle garantit et contrôle l'accès aux documents afin de le conserver et de le valoriser. Il reconditionne et élabore l'ensemble des instruments de recherche indispensables à toute consultation d'archives optimale. Il doit également faire preuve d'un savoir scientifique et technique propre au traitement des archives, et dans le respect du code de déontologie international.

Archivage: action d'archiver. Le terme se réfère à l'ensemble des techniques et moyens employés pour recueillir, classer, conserver et exploiter des documents et/ou de supports audio-visuels. Il peut impliquer le transfert de documents qui ont cessé d'être d'utilité courante dans un espace de stockage ou dans un service d'archives compétent pour les recevoir. Cette action concerne à la fois les documents physiques et les documents électroniques.

⁹⁵ <http://vsa-aas.ch/fr/ressources/terminologie/>. Portail International archivistique francophone, (2015), *Glossaire*, Voir aussi Fédération de Wallonie-Bruxelles (2011), *Lexique de Terminologie archivistique*.

Accessibilité: faculté de consulter des documents d'archives conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, et en fonction de leur état matériel de conservation, de leur état de classement et de l'existence d'instruments de recherche appropriés.

Accroissement: ensemble des procédures par lesquelles s'enrichissent les fonds et collections d'un service d'archives. Ce terme désigne également les documents ainsi ajoutés aux fonds et collections.

Acquisition: toute procédure par laquelle une personne ou un organisme est mis en possession d'archives et de la gestion afférente.

Analyse archivistique: étape essentielle qui consiste à présenter, sous une forme organisée, concise et précise, les informations contenues dans un document ou dans un ensemble de documents (de la pièce au fonds).

Analyse des besoins: étude du fonctionnement d'une institution en matière de gestion de ses archives et évaluation de la situation en vue d'y apporter les correctifs ou les améliorations nécessaires et de les mettre en application.

Banque de données: ensemble de données informatisées relatives à un domaine défini de connaissances, organisé pour être offert à la consultation d'utilisateurs.

Base de données: en informatique documentaire, fichier ou ensemble de fichiers informatiques muni(s) d'index permettant l'accès aux informations recherchées.

Cadre de classement: schéma prédéterminé servant de guide pour le classement d'un fonds d'archives définitives lorsque le plan de classement initial est inexistant ou très difficile à reconstituer.

Capacité: quantité d'archives que peut contenir un bâtiment/un local, exprimée généralement en *mètres linéaires* ou, plus rarement, en *mètres cubes*.

Classement: action de classer. Pour la documentaliste, c'est l'opération qui consiste à ranger des documents d'archives dans les dossiers et les fonds correspondants, en respectant la provenance, l'intégrité et l'ordre originel. Il se fait selon des critères chronologiques, géographiques, numériques, alphabétiques, thématiques ou selon les activités ou les fonctions du producteur.

Collecte: terme général désignant les démarches liées à la prospection et à l'acquisition d'archives. La collecte d'archives orales, notamment, concerne les recueils de témoignages oraux, provoqués ou spontanés, recueillis sur disques ou bandes magnétiques ou transcrits dans un but de documentation spécifique.

Collection: réunion artificielle de documents en fonction de critères communs liés à leur contenu ou à leur support.

Communicabilité: possibilité de communiquer au public un document ou un dossier, selon que la législation et la réglementation en vigueur, et son état de conservation le permettent.

Conditions de reproduction: exigences liées à l'état matériel de conservation et à la situation juridique des documents d'archives permettant ou non leur reproduction.

Confidentialité: caractère confidentiel attaché à des archives en fonction des informations qu'elles contiennent et limitant leur communicabilité.

Conservation: ensemble des actions entreprises en vue de maintenir le document dans son meilleur état physique et chimique.

Dépôt: transfert de documents vers un service d'archives sans transfert de propriété ou de juridiction. Le contrat/convention de dépôt est conclu entre un propriétaire d'archives privées et un service d'archives, auquel le premier confie pour une durée déterminée la conservation de ses archives, laquelle énumère le cas échéant les clauses relatives à leur communication et leur reproduction.

Dépôt légal: disposition légale impliquant la remise aux institutions nationales de conservation du patrimoine d'exemplaires de toute production littéraire ou artistique, textuelle, graphique, sonore et audiovisuelle.

Donation: acte juridique par lequel un donateur cède à titre gratuit et irrévocable des archives à un bénéficiaire qui les accepte.

Dossier: ensemble de documents constitués soit organiquement par le producteur d'archives pour la conduite ou le traitement d'une affaire, soit par regroupement logique lors du classement dans le service d'archives.

Évaluation: fonction archivistique fondamentale préalable à l'élaboration d'un outil de gestion des archives visant à déterminer l'utilité administrative, l'intérêt historique et le traitement final des documents. Cette réflexion est également nécessaire avant de procéder au tri et à l'élimination de documents d'archives.

Fonds: ensemble de documents de toute nature constitué de façon organique par un producteur dans l'exercice de ses activités et en fonction de ses attributions. Cette notion s'oppose à celle de collection.

Gestion des archives: ensemble des activités prises en charge par un service d'archives et liées à l'acquisition, au tri, au classement, à l'inventoriage, à la conservation, à la communication et à l'utilisation des archives.

Guide de recherche: instrument de recherche destiné à apporter une orientation méthodologique dans des fonds ou collections indépendamment des lieux de conservation et des systèmes de classement. Il peut porter sur des types de documents, un ou plusieurs fonds, un ou plusieurs thèmes.

Indexation: opération qui consiste à décrire et à caractériser un document à l'aide de représentations des concepts contenus dans ce document, c'est-à-dire à transcrire en langage documentaire les concepts après les avoir extraits du document par une analyse.

Inventaire: instrument de recherche donnant une analyse des pièces ou des dossiers d'un fonds ou d'une collection.

Inventoriage: ensemble des opérations consistant dans le classement, la description et la cotation d'un fonds ou d'une partie de fonds et donnant lieu à la réalisation d'un inventaire d'archives.

Littérature grise: documents produits hors des réseaux éditoriaux habituels, généralement non commercialisés ou de diffusion restreinte.

Mètre linéaire: unité de mesure des archives correspondant à la quantité de documents rangés sur une tablette d'un mètre de longueur.

Plan de classement: 1) Système fixant l'organisation des documents produits et reçus par un service de manière hiérarchique par séries, sous-séries, dossiers, sous-dossiers et documents. 2) Ordre dans lequel les archives définitives d'un fonds, d'une série ou d'un versement ont été classées et ordonnées dans un service d'archives. A ne pas confondre avec cadre de classement.

Politique de gestion des archives: façon concertée et réfléchie de mettre en place les moyens qui permettent d'organiser et de traiter, de façon efficace et rentable, l'ensemble des archives courantes, intermédiaires et définitives que génère une organisation dans le cadre de ses activités.

Préservation: fonction archivistique par laquelle est planifié l'ensemble des actions et des interventions en matière de conservation, de prévention et de restauration, et ce, en vue de protéger le patrimoine documentaire des altérations.

Prêt: procédure consistant à confier un document d'archives pour une durée limitée, à une personne ou un organisme aux fins de consultation ou d'exposition.

Principe de respects des fonds : syn. Principe de provenance. Principe fondamental selon lequel les archives d'une même provenance ne doivent pas être entremêlées avec celles d'une autre provenance [respect externe] et doivent être conservées selon leur ordre primitif [respect interne] s'il existe.

Prospection: démarche visant à identifier où se trouvent des archives dans le but éventuel de les sauvegarder ou de les intégrer dans son propre dépôt.

Protection des données personnelles: ensemble des mesures législatives et réglementaires visant à protéger de toute utilisation abusive des informations nominatives contenues dans certaines catégories de documents, en particulier les fichiers et les enquêtes statistiques.

Registre des entrées: registre réglementaire, manuel ou informatisé, contenant l'inscription systématique, obligatoire et numérotée dans l'ordre chronologique, de toutes les opérations de versements ou d'acquisitions, servant de preuve de leur entrée dans un service d'archives.

Répertoire: inventaire des dossiers ou pièces d'un service utilisé pour les archives dynamiques d'une institution.

Respect de l'intégrité des fonds: principe consistant à maintenir un fonds d'archives dans sa composition originelle, c'est-à-dire sans morcellement, sans élimination non autorisée et addition d'éléments étrangers.

Restauration: ensemble des techniques employées pour remettre en état, renforcer et ralentir la dégradation des documents fragilisés ou endommagés.

Restriction de communication: limitation d'accès à des documents d'archives.

Série: ensemble de dossiers ou de documents classifiés à l'intérieur d'un fonds ou maintenus groupés parce qu'ils se rapportent à une fonction ou à un sujet donné, résultent d'une même activité ou revêtent une même forme ou pour toute autre raison afférente à leur création, à leur réception ou à leur destination.

Sous-dossier: division organique du dossier.

Sous-fonds: division organique du fonds.

Sous-série: subdivision d'une série.

Stockage: conservation matérielle de documents dans un magasin ou un service de pré-archivage, ou de données sur support numérique ou informatique.

Traitement des archives: procédures et opérations de tri, de classement, de description, d'analyse, d'indexation et de rédaction des instruments de recherche.

Tri: opération consistant à séparer, aux termes d'une évaluation, dans un ensemble de documents, ceux qui doivent être conservés en raison de leur intérêt historique ou patrimonial de ceux qui sont voués à l'élimination. C'est l'une des trois possibilités du traitement final des documents proposés dans un tableau de gestion des archives.

Versement: opération matérielle et procédure administrative par lesquelles la gestion d'archives est transférée à un service d'archives.

5.2. Terminologie LGBTIQ⁹⁶

Bisexuel.le : une personne qui ressent une attirance romantique et/ou sexuelle pour les personnes de même genre mais aussi pour les personnes de genre différent.

Cis-genre: toute personne qui se reconnaît dans genre qui lui a été assigné à la naissance, et dont l'identité demeure souvent prise pour acquise et donc pas questionnée. Une personne qui n'est pas transgenre.

Cis-normativité: ensemble des normes, pratiques et pensées qui placent les personnes cisgenres comme la norme.

Coming out: le fait de révéler volontairement son orientation sexuelle ou son identité de genre à quelqu'un ou un groupe.

Expression de genre: caractéristiques et attitudes considérées comme masculines, féminines, ou neutres (vêtements, coiffure, postures et attitudes etc...). Ce qui est considéré comme féminin et comme masculin varie selon les sociétés et selon les époques.

Gay : homme qui éprouve une attirance romantique et/ou sexuelle presque exclusivement pour d'autres hommes.

Gender Queer : personne qui ne s'identifie pas uniquement en tant que femme, ou uniquement en tant qu'homme. Une personne gender queer peut être perçue ou se présenter comme un homme et une femme à la fois, comme une personne qui oscille entre les deux genres, ou comme troisième genre.

Genre : système de bi-catégorisation hiérarchisée entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs et les représentations qui leur sont associées (masculin et féminin). Le genre s'imbrique avec d'autres rapports de domination, tel que la race, la classe l'âge etc. Au niveau individuel, le genre définit une identité (identité de genre) et une expression (expression de genre) et elles ne correspondent pas forcément au genre attribué à la naissance (transidentité ou intersexualité).

⁹⁶ Cf. <https://cultures-lgbt.com/definitions-cultures-lgbt-et-queer>. Cf. aussi Bereni, Laure, Chauvin, Sébastien et al (2016), *Introduction aux études sur le genre*, De Boek.

Hétéronormativité: système de pensées, normes et de croyances qui renforcent l'hétérosexualité comme seule sexualité ou mode de vie légitime.

Hétérosexisme: ensemble des normes, pratiques sociales et institutionnelles qui établit et perpétue l'hétérosexualité comme la norme.

Homophobie : ensemble des actes, paroles et attitudes hostiles envers les personnes qui s'identifient, ou sont perçues, comme lesbiennes, bisexuelles, gays. L'homophobie peut se manifester sous forme d'antipathie, de mépris, de préjugés, et peut s'exprimer par des mots ou des actes. A un niveau étatique et institutionnel, elle prend la forme de lois discriminatoires.

Homonormativité: phénomène de normalisation qui établit de nouveaux standards et hiérarchies au sein des communautés LGBTIQ, sur la base des modèles et des schémas de l'ordre hétérosexuel.

Homosexualité: attirance amoureuse et/ou sexuelle plus ou moins exclusive d'une personne pour les personnes du même genre.

Identité de genre: expérience individuelle psychique et sociale d'une personne, qui peut correspondre ou non à son sexe assigné à la naissance. C'est par exemple, le sentiment intime et personnel d'être une femme, un homme, ou entre femme et homme (identité de genre non-binaire), ni homme ni femme, ou autre.

Inclusivité: politique propre aux communautés minoritaires qui consiste à promouvoir, favoriser et défendre l'intégration de minorités et une plus grande capacité d'agir de ces dernières. En ce qui a trait aux communautés LGBTIQ, l'inclusivité concerne particulièrement les minorités sexuelles ou de genre.

Intersectionnalité: concept créé par la chercheuse afro-féministe états-unienne Kimberlé Crenshaw en 1989 pour parler spécifiquement des effets combinés du sexisme et du racisme. Aujourd'hui, il désigne la situation des personnes qui subissent simultanément plusieurs formes de domination ou de discriminations. L'intersectionnalité souligne, entre autres, les liens qui existent entre plusieurs discriminations comme celles basées sur le racisme, le sexisme, l'hétérosexisme, cissexisme, le classisme, etc. On parlera par exemple de personnes queer racisées qui sont au croisement de l'hétéro(cis)sexisme et du racisme.

Intersexe: personne qui naît avec une anatomie sexuelle ou reproductive, un corps ou des chromosomes qui ne permettent pas une catégorisation stricte en tant que "mâle" ou "femelle".

Lesbienne: femme qui éprouve une attirance romantique et/ou sexuelle presque exclusivement pour d'autres femmes.

LGBTQI+: acronyme faisant référence aux personnes s'identifiant comme lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenre, queers et intersexes. Dans le but d'inclure une pluralité d'identités considérées comme des minorités de genre ou sexuelles, l'acronyme peut varier.

Minorité sexuelle et de genre: personnes dont le genre, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre diffère de la norme dominante. Elles sont une minorité car elles ne bénéficient pas des mêmes conditions d'accès aux droits et des mêmes droits que la majorité, à savoir en Suisse, les hommes et les femmes cisgenres hétérosexuel.le.s.

Orientation sexuelle: attirance émotionnelle, affective et/ou sexuelle envers des personnes du genre opposé (hétérosexuelle), du même genre ou de plusieurs genres (homosexuelle, bisexuelle), ou une absence d'attirance pour n'importe qui (asexuelle).

Outing: Acte de révéler publiquement, sans son avis ou son accord, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne à une ou plusieurs autres personnes.

Queer: terme d'origine anglo-saxonne, réapproprié par les communautés LGBTIQ+ de manière à en faire un symbole d'auto-détermination et de libération plutôt qu'une insulte, qui fait référence à toute idée, pratique, personne ou identité allant à l'encontre des normes structurant le modèle social hétéronormatif. En ce sens, le terme connote d'une auto-représentation contestataire dont les usages et significations peuvent varier selon les pays et régions du monde.

Sexe: ensemble des caractéristiques corporelles et anatomiques qui sont considérés comme définissant les catégories "homme" et "femme". Ces catégories sont socialement construites comme strictement différentes et hiérarchisées. Les différentes valeurs, attitudes, rôles et comportements associés et attendus envers ces catégories constituent le genre.

Trans-genre/Trans*/transidentité: terme-parapluie qui se réfère à toute personne dont l'identité et/ou l'expression de genre diffère du genre qui lui a été assigné à la naissance. Une femme trans* est une femme qui a été assignée homme à la naissance et qui ne s'identifie pas comme homme (on dit aussi MtF, *male-to-female*). Un homme trans* est un homme qui a été assigné femme à la naissance et qui ne s'identifie pas comme femme (FtM, *female-to-male*).

Race : concept et catégorie d'analyse sociologique qui désigne l'ensemble des normes, discours et pratiques qui classifie et hiérarchise les individus selon la couleur de peau, la religion, ou l'appartenance culturelle réelles ou supposées, et qui change selon les contextes historiques ou géographiques.

Racisme : ensemble des normes, attitudes, comportements, discours et pratiques institutionnelles discriminatoires basés sur la race, entendue comme catégorie sociale. Les personnes non-blanches (ou personnes racisées, racialisées) sont les personnes cibles du racisme. Elles sont minorisées par rapport aux personnes blanches. Dans ce système social, la catégorie "blanche" et tout ce qui s'y rapporte (appelé la « blanchité ») est construite comme la norme, et invisibilisée en tant que telle. Le colonialisme et l'impérialisme occidental sont un des fondements historiques du racisme et ont des conséquences encore aujourd'hui.

Transphobie: ensemble des actes, paroles et attitudes hostiles envers les personnes transgenres ou perçues comme telles. La transphobie peut se manifester sous forme d'antipathie, de mépris, de préjugés, peut s'exprimer par des mots ou des actes. A un niveau étatique et institutionnel, elle prend la forme de lois discriminatoires.

BIBLIOGRAPHIE

Mouvements L-G-B-T-I-Q à Genève (1970-2000)

Bonjour Richard (2017), *Dialogai* 35, éditions Slatkine.

Budry, Maryelle, Ollagnier, Edmée (1999). *Mais qu'est-ce qu'elles voulaient ? Histoires de vie du MLF à Genève* (in French). Editions d'en bas.

Burgnard Sylvie (2010), « Se regrouper, se rendre visibles, s'affirmer : l'expérience des mouvements homosexuels à Genève dans les années 1970 », in *Genre, sexualité & société* [En ligne], 3 | Printemps 2010, <http://journals.openedition.org/gss/1422>.

Burgnard Sylvie (2012), *Produire, diffuser et contester les savoirs sur le sexe : une sociohistoire de la sexualité dans la Genève des années 1970*, Thèse de doctorat : Univ. Genève, 2012 - SES 780 - 2012/05/31. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:21782>.

Dardel Julie (2007), *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève (1970-1977)*, Lausanne, Antipodes.

Delessert Thierry (2012), Voegtli Michaël, *Homosexualités masculines en Suisse : De l'invisibilité aux mobilisations*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, coll. « Le Savoir suisse ».

Delessert Thierry (2016) *La révision du droit pénal suisse et les débuts d'un lobbyisme homosexuel* (1974). Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Annuaire suisse d'histoire économique et sociale, 31 pp. 169-184.

De Senarclens Coline (2010) *Putain de militance, L'Association Aspasie, un espace de mobilisation prostituée, 1982-1990*, Etudes genre, Université de Genève.

Gros Dominique (1987), *Dissidents du quotidien : la scène alternative genevoise 1968-1987*, Lausanne, Editions d'En bas.

Joly Hélène (1998), *De Sappho s'en fout à Vanille fraise (1972-1986) : Histoire du mouvement lesbien genevois*, mémoire de master en Etudes genre, Université de Genève.

Roca i Escoda Marta (2007), *De l'illégitimité à l'expertise: une association homosexuelle genevoise au coeur de la mise en oeuvre de la politique de prévention du sida*, pp. 79-97 dans Cantelli F., Jacob S., Genard J.-L. (eds.) *Constructions de l'action publique*, L'Harmattan.

Roca i Escoda Marta (2009) Les enjeux de l'identification dans la construction d'une cause collective. Le cas de la mobilisation autour de la proposition du projet de loi pour les couples homosexuels à Genève, pp. 49-66 dans Surdez M., Voegtli M., Voutat B. (eds.) Identifier - S'identifier. À propos des identités politiques, Antipodes.

Roca i Escoda Marta (2010), « Les mobilisations du droit : le cas de la loi genevoise sur le partenariat », in *Droit et société*, 76 pp. 569-588.

Roca i Escoda Marta (2010), *La reconnaissance en chemin: l'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève*, Terrains des sciences sociales, Seismo.

Parini Lorena (2012) « Les premières Assises genevoises contre l'homophobie », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 31, n. 1, pp. 116-120.

Voegtli Michaël, "La politique de l'identité comme enjeu de luttes. Logiques de constitution et de transformation du collectif dans deux associations homosexuelles en Suisse", in Muriel Surdez, Michaël Voegtli, Bernard Voutat (dir.), *Identifier - S'identifier. A propos des identités politiques*, Antipodes, Lausanne, 2006, pp. 177-202.

Mouvements L-G-B-T-I-Q en Europe et aux Etats-Unis

Idier Antoine (2018) *Archives des mouvements LGBT+ : une histoire des luttes de 1890 à nos jours*, Textuel.

Chetcuti Natacha, Michard Claire (2003), *Lesbianisme et féminisme : histoire politique*, Paris, L'Harmattan.

Devor Aaron H. (2014) *The Transgender Archives: Foundations for the Future*, University of Victoria Libraries.

Eribon Didier (dir), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003.

Espineira Karine (2015), « Le mouvement trans : un mouvement social communautaire ? », *Chimères*, n° 87, p. 85-94.

Espineira Karine (2008), *La transidentité : de l'espace médiatique à l'espace public*, Paris, L'Harmattan.

Fillieule Olivier, Roux Patricia dir. (2009), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po.

Halberstam Judith (2003). *What's that Smell? Queer Temporalities and Subcultural Lives* ». *International Journal of Cultural Studies*, 6(3), p. 313-333.

Halberstam Judith (2005). *In a Queer Time and Place: Transgender Bodies, Subcultural Lives*. New York: New York University Press.

Hemmings Clare (2002), *Bisexual Spaces: A Geography of Sexuality and Gender*, Routledge.

Leslie Feinberg (1992), *Transgender Liberation: A Movement Whose Time Has Come*.

Leslie Feinberg (1996) *Transgender Warriors: Making History from Joan of Arc to Dennis Rodman*. Leslie Feinberg.

Kraus Cynthia, et al. « Démédicaliser Les Corps, Politiser Les Identités: Convergences Des Luttes Féministes Et Intersexes. », in *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 27, no. 1.

Ochs Robyn (2009), *Getting Bi. Voices of Bisexuals around the World*, Bisexual Resource Center, 2eme Ed.

Perrin Céline, Roca i Escoda Marta et Parini Lorena eds. (2012), "Homophobie", *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 31.

Prearo Massimo (2014), *Le moment politique de l'homosexualité mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.

Susan Stryker (2008), *Transgender History*, Routledge.

Zimmermann Quentin (2018) "Résister aux oublis et aux silences. Le projet d'archives LGBTQI+ en France", mémoire de master de soutenu à l'EHESS en septembre 2018 sous la direction de Gianfranco Rebutini.

Zimmerman Bonnie (2000), *Lesbian histories and cultures: an encyclopedia*, Garland Pub.

Queer archive studies/ Queered Archival Methodology

Briquet Camille (2018), *Aux marges de l'archivage: les questions LGBTQI, comment archiver une culture underground*, Mémoire de DUT, IUT Bordeaux Montaigne.

Browne Kath, Nash Catherine J. eds. (2016), *Queer methods and methodologies: intersecting queer theories and social science research*, Routledge.

"Queering archives": History Unrevealing" (2014), *Radical History Review*, Vol. issue 120.

Lymn, J. (2015), « Ephemeral Material: Queering the Archive; Queers Online: LGBT Digital Practices in Libraries, Archives, and Museums », *Australian Feminist Studies*, 30(86), 451-453.

« Queering archives: A roundtable discussion » (2015), by Anjali Arondekar, Ann Cvetkovich, Christina B. Hanhardt, Regina Kunzel, Tavia Nyong'O, Juana María Rodríguez, Susan Stryker, in *Radical History Review*, Issue 122.

Steorn Patrik (2017), « Du *queer* au musée : Réflexions méthodologiques sur la manière d'inclure le *queer* dans les collections muséales », *Culture & Musées*, 30, pp. 31-49.

WEBOGRAPHIE

https://i-d.vice.com/fr/article/vbk9bm/un-nouveau-livre-retrace-150-ans-de-lutte-lgbt-en-images?fbclid=IwAR3lhkhEs1-GnMEnr4GPSzFpBSFwWV6KPY-vmeIWG1CNY_tJF-Syi9w7l-0.

Entretien avec Antoine Idier, octobre 2018, publié dans *Vice* à l'occasion de la sortie de l'ouvrage *Archives des mouvements lgbt+. Une histoire de luttes de 1890 à nos jours* (2018).

<https://tetu.com/2018/10/24/archiver-refuser-detre-depossede-de-histoire/>.

Antoine Idier, *Archiver, c'est refuser d'être dépossédé de son histoire*, propos recueillis par Marion Chatelin, article paru dans *Têtu Magazine*, 2018.

<https://friction-magazine.fr/archives-vie-le-pouls-de-larchive-cest-en-nous-qui-bat/>.

Sam Bourcier, *La Fièvre des Archives #1 – Le pouls de l'archive, c'est en nous qu'il bat*, article paru dans *Friction Magazine*, 2018.

<https://archiveslgbtqi.fr/>.

Site du collectif Archives LGBTQI de Paris.

<https://mediaserver.unige.ch/collection/AN5-2c09>.

Archive en ligne de l'exposition « Continuum : récits et savoirs LGBTIQ+ », Université de Genève, 2018-2019.

<http://rictornorton.co.uk/bibliog/index.htm>.

Bibliography of Gay and Lesbian History, Compiled by Rictor Norton, 2015

<https://cultures-lgbt.com/definitions-cultures-lgbt-et-queer>.

Definitions et cultures LGBTI *Queer*

[https://www.e-](https://www.e-periodica.ch/digbib/vollist.jsessionid=428BFCE29BCAC9288E9BFD58CD28C7D5?UID=arc-001&lang=fr)

[periodica.ch/digbib/vollist.jsessionid=428BFCE29BCAC9288E9BFD58CD28C7D5?UID=arc-001&lang=fr](https://www.e-periodica.ch/digbib/vollist.jsessionid=428BFCE29BCAC9288E9BFD58CD28C7D5?UID=arc-001&lang=fr).

Revue suisses en ligne

<http://vsa-aas.ch/fr/ressources/terminologie/>.

Portail International archivistique francophone

ANNEXES

1. Liste des personnes contactées

1.1. Archivistes, bibliothèques, Musées et responsables d'archives

Didier Grange, Archives municipales de la Ville de Genève

Kevin Heiniger, bénévole de l'association *Archives gaies suisses de Zurich* (Fondation Heinrich Hössli)

Urs Kälin, Archives sociales de Zurich

Anouk Dunant-Gonzenbach, Archives d'Etat

Louis-Anne Thévoz, Bibliothèques municipales de la Ville de Genève

Françoise Zutter, Bibliothèques municipales de la Ville de Genève

Valérie Bonferroni, Bibliothèques municipales de la Ville de Genève

Etienne Burgy, Bibliothèque Genève, Dépôt légal

Samia Swali, responsable de la Bibliothèque Filigrane

Véronique Goncerut, Conservatrice en chef, Unité bibliothèque et centre de documentation du Musée d'Art et d'Histoire de Genève.

Stephane Cecconi, Conservateur au Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève (FMAC).

Niki Trauthwein, Présidente des Lili Elbe Archives, Berlin

Archives administratives et patrimoniales de l'Unige et Institut Jean Jacques Rousseau

Elisabeth Jobin, coordinatrice du projet de recherche sur les archives ECART en collaboration avec la HEAD et le MAMCO.

1.2. Militant-e-s-x et associations

Rina Nissim, militante féministe et lesbienne du MLF, membre du comité des Archives contestataires et Archives du MLF

Catherine Gaillard, ancienne présidente de Lestime

Lorena Parini, directrice des Etudes genre à l'Université de Genève, co-présidente de la Fédération genevoise des associations LGBT et ancienne membre du comité de Lestime

Sophie Meyer, archiviste à la RTS et ancienne présidente de Lestime

Martine Cameroni, archiviste à la RTS et membre de Lestime

Pierre Biner, militant homosexuel et ancien membre du GHOG

Yves de Matteis, ancien membre du comité de Dialogai et membre du comité ILGA EUROPE pendant plusieurs années.

Christophe Catin, directeur administratif, Dialogai

Philippe Scandolera, co-président de l'association 360

Chatty Ecoffey, coordinatrice des activités sociales et du Groupe Homoparents, association 360

Roland Delorme, responsable administratif, association 360

Sandra Mansi, ancienne coordinatrice du groupe Trans* de 360

Daniele Paletta, Media et Communications, ILGA Genève

Orfeo, militant trans* et féministe

Érika Volkman, présidente de la Fondation Agnodice

Emma Courtaigne, chargées de projets à *Groupe Sida Genève*

Olivia Benyoussef, chargées de projets à *Groupe Sida Genève*

Marianne Schweizer, coordinatrice d'ASPASIE-Centre Grisélidis Réal

Omar Blangiardi, directeur de Transgender Network Switzerland

Claire Sagnières, militante féministe lesbienne

Gaëlle Brodmann, militante féministe lesbienne

Lily Mary Johnson, membre du Centre Femme Natalie Barney et de Lestime

Tristan Rochat, ancien coordinateur de Lestime

Claudette Plumey, militante et travailleuse du sexe

Sylvie Cachin, Directrice du festival de films LGBTIQ+ Everydodys' Perfect

1.3. Chercheuses et chercheurs

Helène Joly, bibliothécaire documentaliste à l'Université de Lausanne, ancienne membre du comité de Lestime, auteure d'un mémoire sur les mouvements lesbiens à Genève.

Thierry Delessert, chargé de recherche et d'enseignement à l'Université de Lausanne, spécialiste de l'histoire de l'homosexualité en Suisse

Marta Roca Escoda, Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne, spécialiste de la sociologie des sexualités, du droit et de l'action publique

Sylvie Burgnard, chargée de cours à l'Université de Genève, titulaire d'une thèse en sociologie sur "*Produire, diffuser et contester les savoirs sur le sexe. Une sociohistoire de la sexualité dans la Genève des années 1970*".

Miguel Limpo, responsable de la pré-enquête sur les ainé-e-s LGBTIQ, mandaté par l'association 360.

2. Liste des structures, personnes ressources et partenaires potentiels⁹⁷

Taline Garibian, historienne et post-doctorante à l'Université d'Oxford, auteure d'une thèse sur l'histoire de la sexologie en Suisse romande (1890-1970).

Céline Naef, doctorante à l'Université de Lausanne sur le projet « Pour une histoire des (homo)sexualités en Suisse. De l'opinion morale à la conception légale, ou les paradoxes de l'invisibilités (1945-1968) ».

Séverine Gaudard et Marion Destraz, archivistes indépendantes

Daniele Paletta, Media et Communications, ILGA Genève.

Lorena Parini, directrice des Etudes genre à l'Université de Genève, co-présidente de la Fédération genevoise des associations LGBT et ancienne membre du comité de Lestime.

Thierry Delessert, chargé de recherche et d'enseignement à l'Université de Lausanne, spécialiste de l'histoire de l'homosexualité en Suisse.

Marta Roca Escoda, Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne, spécialiste de la sociologie des sexualités, du droit et de l'action publique.

Louis-Anne Thévoz, Bibliothèques municipales de la Ville de Genève.

Rina Nissim, militante féministe et lesbienne du MLF, membre du comité des Archives contestataires et Archives du MLF.

Sophie Meyer, archiviste à la RTS et ancienne présidente de Lestime

Martine Cameroni, archiviste à la RTS et membre de Lestime

Isabelle Sentis, militante lesbienne et queer, QueerCode.

Orfeo, militant trans* et féministe.

Pierre Biner, militant homosexuel et ancien membre du GHOG.

Omar Blangiardi, directeur de Transgender Network Switzerland

Laurent Seydoux, directeur de la Fondation Autrefois pour la préservation du patrimoine audiovisuel genevois

Association des archivistes suisse (AAS)

⁹⁷ Les personnes ici nommées ont manifesté un intérêt au cours de l'enquête, sans pour autant s'engager formellement.

3. Répertoire des fonds d'archives LGBTIQ à Genève

Nom du fonds /entité détentrice	Date de création	où	contenu	quantité approximative (ML)	état classement	état de conservation
360 Fever	1988	locaux 360	matériel déco, flyers, matériels promo, doc audio-visuels	10 ML	variable mais en partie thématique et chronologique	bon
Archives Centre femmes Natalie Barney	1977	locaux de Lestime	pas d'informations précises	inconnue car inclus dans les archives de Lestime	fondus avec les archives de Lestime	bon
Archives ECART (1969-1982)	2017	Espace ECART	œuvre d'artistes invités à la galerie ECART (par ex. Annette Messenger, Genesis P-Orridge) féministes et qui interrogeaient les normes de genre et sexuelles dans les années 1970'	pas d'informations précises car fonds en cours d'inventaire	en cours d'inventaire	en cours de traitement
Aspasie et Fonds Grisélidis Real	1982	locaux d'Aspasie	brochures et documents sur transidentités, documents lutte contre interdiction du travail du sexe masculin 1992,	inconnue	thématique et Fonds Grisélidis est déjà inventorié	bon
Association 360 (association et groupes)	1998	locaux 360, privés	administratifs, doc de travail, flyers et doc audio-visuel	entre 10 et 15 ML	variable	variable
Comité pride 1997	1997	locaux Dialogai et privés	documents préparation, administratifs	1-2 classeurs	inconnu	bon
Comité pride 2004	2004	Local Dialogai	documents préparation, administratifs	1-2 classeurs	inconnu	bon
Dialogai	1982	locaux Dialogai	doc administratifs, flyers des groupes, journaux locaux et internationaux, affiches, documents des comités Pride 2004	15 ML	thématique et chronologique	bon
Etudes Genre Unige	2005	Institut des Etudes Genre, Uni Mail et privé	documents administratifs sur les Etudes Genre	inconnu	inconnu	bon
FMAC	2009	Médiathèque du Fonds d'art contemporain de Ville de Genève	divers œuvres d'artistes gays et lesbiennes internationaux (Ex. Sadie Bedding, Nelson Sullivan) ou œuvres de Carole Roussopoulos. A vérifier s'il y a des documents concernant Genève spécifiquement	1300	bon	bon
Fonds "art au féminin et militantisme lesbien: Eliane Blanc"		Bibliothèque Filigrane	art affiche	inconnu	projet d'inventariage	pas d'info
Fonds Chalumeau	1971	UniGe	documents sur la sexologie clinique, la	inconnue	inconnu	inconnu

Nom du fonds /entité détentrice	Date de création	où	contenu	quantité approximative(ML)	état classement	état de conservation
			santé sexuelle et l'histoire de l'homosexualité			
Fonds Mouvement libération des femmes (MLF)	1993	Espace Femmes Internatinonal	documents du groupe Vanille-Fraise, CLIT 007, conférence ILIS de 1986, du FHAR et du GHAR Genève	moins de 15 ML	inventorié	aux normes
Fonds personnel 1 (G)	-	Dialogai et Lestime	documents de groupes et associations : Pride 1997, GREPA, ILGA Europe, association universitaire homosexuelle, Pink Cross,	3 ML et un classeur	nul	bon
Fonds personnel 2 (G)	-	Domicile privé	documents sur les études genre de l'Unige	inconnu	inconnu	bon
Fonds personnel 3 (L)	-	Domilie privée	photographie et articles de presse	inconnu	inconnu	bon
Groupe sida Genève	1987	locaux groupe Sida Genève	affiches, documentation de promotion et campagne de prévention, magazines <i>Remaides</i>	inconnue	thématique et chronologique	bon
ILGA	1978	Caves ILGA Genève et Bruxelles, Amsterdam, Londres. Aussi dans les villes d'ailleurs des conférences internationales. Probablement aux archives de l'ONU aussi	conférence, témoignages audio	impossible à dire actuellement	nul	inconnu
L'Usine (Etat d'urgence)	1988	inconnu	inconnu	inconnu	inconnu	inconnu
Lestime	2002	Locaux de Lestime	flyers, brochures, RA, compta, matériel de manifestation, photos	15	thématique et chronologique	bon
Magasine 360	1998	locaux 360	magazines depuis 1998	10 ML	chronologique	bon
archives gays de Zurich	1993	Zurich, archives sociales	magazines, archives numériques	43 MI	inventorié	aux normes
Fonds personnel 4 (G et L)	-	Domicile privé	enregistrements d'entretiens et copies de documents d'archives de Dialogai	inconnue	inconnu	bon
Archives de la Ville de Genève	-	archives de la ville de Genève	pas de fonds répertoriés sous la thématique LGBTIQ. Sous le Fonds Artamis documents de la gays pride	inconnue	inventorié	aux normes
Dépôt Légal	-	Bibliothèque de Genève	affiches et ouvrages et littérature grise (ex.	2 à 5 ML	inventorié mais fragmenté	aux normes

Nom du fonds /entité détentrice	Date de création	où	contenu	quantité approximative (ML)	état classement	état de conservation
			journaux 360 et Dialogai Info)			
Archives de l'Etat de Genève	-	Archives de l'Etat de Genève	pas de documents répertoriés sous la thématique LGBTIQ. Documents des débats de la constituante (2006)	-	-	-
Archives (en ligne) de la RTS	-	RTS et site internet	documents audiovisuels sur les thématiques L, G, et T produites par la RTS	inconnu	thématique	aux normes et numérisés
Fédération LGBT Genevoise	2004	Dialogai, Lestime, 360	documents de travail des groupes, Totem, photographies et enregistrements audiovisuels des Assises contre l'homophobie	inconnue	variable	variable
Festival Every Body's Perfect	2010	à rechercher. Probablement dans les locaux de 360	inconnu	inconnu	inconnu	inconnu
Cac Voltaire (Rui Nogueira)	année 1990' (?)	à rechercher	probablement des documents de festivals de films lesbiens et gays	inconnu	inconnu	inconnu
Think Out	2006	à 360, au domicile privé	document administratifs de l'association, documents d'activités (conférences, flyers etc.)	5 classeurs	inconnu	bon

4. Liste (non-exhaustive) de fonds d'archives LGBTIQ généralistes ou spécialisés en Europe et en Amérique du Nord.

4.1. Archives Généralistes (LGBT ou LGBTIQ)

Nom	Ville, Pays	Date création	Lien URL	Description
IHLIA LGBT	Amsterdam, Pays-Bas	1999	https://www.ihlia.nl/?lang=en	Centre archives et documentation. Démarche classique d'archivage. Collection en ligne.
GBLT Historical Society	San Francisco, USA	1985	https://myemail.constantcontact.com/History-Happens--So-many-stories-to-tell.html?soid=1101960178690&aid=qHgBJg8z-z4	Centre de doc et d'archives. Collecte des archives des anonymes. Démarche queer d'archivage.. Médiation culturelle et exposition

Lili Elbe Archiv	Berlin, Allemagne	2013	http://www.lili-elbe-archive.org/impressum.html	Centre de recherche et de conservation sur l'histoire des transidentités allemandes et internationales.
Hexagone Gay, gérée par l'association Mémoire Collective	France, en ligne	2004	http://www.hexagonegay.com/	Archives en ligne, nationales et locales et histoire homosexuel en France et par région. Sert aussi de répertoire de lieux de rencontres gays.
Conservatoire des archives et des mémoires LGBT	France, lieu inconnu	2000	http://www.archiveshomo.info/	Centre d'archives géré par l'association Académie gays et lesbienne. Collection d'archives la plus grande de France aujourd'hui. Collectes des docs privés et d'autres fonds d'archives également
Bibliothèque et Archives du Muséum Gay	Berlin, Allemagne	1985	https://www.schwulesmuseum.de/bibliothek-archiv/?lang=en	Centre de documentation et d'archives relié au Musée de l'histoire Gay de Berlin
Fonds Suzan Daniel	Gand, Belgique	1996	https://www.fondssuzandaniel.be/fsd/fr/bienvenue.html	Centre d'archives et de documentation homo/lesbien

4.2. Archives spécifiques (gays, lesbiennes, queer, trans*, intersexes, queer racisé.e.s)

Digital Transgender Archive	En ligne, basée aux USA (Massachusetts)		https://www.digitaltransgenderarchive.net/	Centre de doc et d'archivage numérique concernant l'histoire et l'actualité transgenre et queer. Collections en ligne qui intègre et consolide les sources disponibles.
Transgender Archives	Victoria, Canada	2007	https://www.uvic.ca/transgenderarchives/	Centre d'archives et de documentation sur les questions de trans*, non-binaires et bi-spirituelles. Archives nationales et internationales. Plus grandes collections d'archives trans* mondiale.
Archives	France, Paris	1984	http://www.arcl.fr/	Centre d'archives et de documentation (bibliothèque,

Recherches Cultures Lesbiennes (ARCL)				une médiathèque et des archives des mouvements féministe et lesbiens). Fait également de la valorisation (médiation culturelle).
Queer Zine Archives	En ligne	2003	https://www.qzap.org/v8/index.php	Bases de données et archives en ligne de zines sur les thématiques queer. Collections passées et actuelles. Sur donations
Lesbian Herstory Archives	En ligne, origine USA	1975	http://www.lesbianherstoryarchives.org/	Archives des communautés lesbiennes new-yorkaises et d'ailleurs depuis les années 1970. Archives personnelles et d'organisations. Archives audiovisuelles accessibles en ligne.
Bibliothèque et archives de l'Institut Magnus Hirschfeld	Berlin, Allemagne		https://magnus-hirschfeld.de/bibliothek-und-archiv/bibliothek/	Centre de recherche et de documentation comprenant les archives personnelles de Magnus Hirschfeld et de l'Institut de Sexologie, et d'autres chercheurs. Fonds personnel d'un patient transgenre de Hirschfeld.
Rukus! Black Lesbian Gay Bisexual Transgender Cultural Archive	Londre, Grande-Bretagne,	2005	https://www.cityoflondon.gov.uk/things-to-do/london-metropolitan-archives/the-collections/Pages/rukus.aspx	Archives culturelles des communautés LGBT noires de Grande-Bretagne, déposées au London Metropolitan Archives
Archives Gaies du Québec	Montreal, Canada	1983	http://agq.qc.ca/	Fonds d'archives des communautés gays et lesbiennes du Québec

CONTACT

Association Lestime

Communauté lesbienne de Genève

Rue de l'Industrie 5, 1201 Genève

Tel. +41 (0)22 797 27 14

Email: info@lestime.ch

Site internet: <https://www.lestime.ch/>.